

• mai 1994 • n° 380 •

**INPRECOR**  
P R I X : 3 5 F F / 7 F 8 7 1 5 0 F B



*Dossier:*

# EUROPE



*Russie :*

**Le mouvement ouvrier**

*Turquie :*

**Montée de l'intégrisme**

# SOMMAIRE

3

EDITORIAL

L'OTAN prise au piège de ses ultimatums  
*Catherine SAMARY*

5

ALGERIE

La tragédie algérienne  
*Salhi CHAWKI*

7

TURQUIE

L'extrême droite triomphe  
*Erdal TAN*

12

PALESTINE—ISRAEL

Un autre dialogue  
Table ronde avec *Adel SAMARA*  
et *Michel WARSCHAWSKI*

# Dossier Europe

15

Mouvement ouvrier et crise de l'UE  
*François VERCAMMEN*

21

BELGIQUE

Réinventer l'espoir  
Interview d'*Alain TONDEUR*

23

BELGIQUE

Gauches unies — Urgence !  
*Document*

25

ALLEMAGNE

«Europe oui, Maastricht non»  
*Manuel KELLNER*

26

ETAT-ESPAGNOL

Une occasion perdue  
*Miguel ROMERO*

30

RUSSIE

Du côté du mouvement ouvrier  
*Poul FUNDER LARSEN* et *David MANDEL*

36

EUROPE

Manifeste contre l'Union européenne  
*Document*

Les articles signés ne représentent pas nécessairement  
le point de vue de la rédaction.

## Inprecor, côté cour...

Le mouvement ouvrier à travers le monde est aujourd'hui en panne de projet. Le mécontentement social qui gronde, les révoltes qui éclatent, les mobilisations pour puissantes qu'elles soient, se heurtent à cette absence de perspectives. Ici où là pourtant, une réflexion nouvelle se fait jour, des expériences sont tentées, des regroupements se dessinent pour faire face. *Inprecor* est la seule publication en langue française à vous en faire part. C'est notre petite contribution pour que renaisse l'espoir. Nous croyons que, pour petite qu'elle soit, elle est indispensable. Et nous sommes certains que vous partagez cet avis.

Répondant à notre appel du mois d'avril, certains d'entre vous nous ont communiqué les adresses de leurs amis, auxquels nous avons pu faire une offre d'abonnement promotionnel. D'autres — et parfois les mêmes ! — nous ont envoyé un **petit chèque-cadeau**. Qu'ils en soient ici collectivement remerciés.

Petit à petit le nombre de nos abonnés croît. Depuis janvier 1994 nous l'avons accru de 35%. Mais pour être certains de l'avenir financier de votre revue, **nous avons encore besoin de 400 abonnements supplémentaires**. Ce n'est que lorsque nous les aurons reçus, que nous pourrons vous annoncer fièrement que l'avenir d'*Inprecor* est assuré.

Alors, une fois encore, nous faisons appel à vous : aider nous à continuer *Inprecor* en le faisant connaître autour de vous, en suscitant de nouveaux abonnements et en contribuant à notre souscription. Ensemble, nous devons gagner le combat pour la survie d'*Inprecor*. Ensemble, nous pouvons le gagner !

*La Rédaction*

Correspondance  
de presse  
internationale  
**INPRECOR**

Revue mensuelle  
d'information et d'analyse  
publiée sous la responsabilité  
du Secrétariat unifié  
de la IVE Internationale.

Éditée par PECCI  
sarl au capital de 50 000 francs,  
SIREN n° 391 857 562  
Rédaction - Administration :  
PECCI, BP 85,  
75522 Paris CEDEX 11, France

Directeur de publication :  
Jean Malewski  
Commission paritaire en cours  
ISSN 1 0294 - 8516  
Imprimé par Rotographie

Diffusé dans les librairies par  
Diffusion Populaire  
14 rue de Nanteuil, 75015 PARIS

## ABONNEMENT (11 numéros par an)

France - DOM-TOM - Europe  
190 FF pour six mois. 360 FF pour un an.

Afrique du Nord - Moyen-Orient  
200 FF pour six mois. 380 FF pour un an.

Afrique - Amériques - Asie  
220 FF pour six mois. 460 FF pour un an.

### Pli fermé

France - Europe : 250 FF pour six mois,  
500 FF pour un an.

Autres continents : nous écrire.

- Chèques bancaires et chèques postaux libellés à l'ordre de "PECCI", à adresser à PECCI, BP 85, 75522 Paris CEDEX 11, France.
- Virements bancaires à "PECCI", à adresser au Crédit du Nord, Agence Paris-Nation, 11 rue Jaucourt, 75012 Paris, France, compte n° 30076 / 02044 / 15718500200 / 94.
- Virements postaux à "PECCI", CCP n° 3.900.41 N Paris.



Abonnement  Réabonnement

Moins de 25 ans et chômeurs (120 FF, 6 mois)

INSTITUTIONS (600 FF, 1 AN)

Nom - Prénom : .....

Rue : .....

Commune / Code postal : .....

Ville : .....

Pays : .....

# L'OTAN prise au piège de ses ultimatums

**« Cette guerre que nous ne voulons pas mener, nous sommes en train de la perdre ». Laurent Fabius a résumé ainsi l'état d'esprit des « grandes puissances » devant l'insolente offensive des extrémistes serbes à Gorazde.**

Catherine SAMARY

C'est le ridicule, la perte de crédibilité des institutions et gouvernements occidentaux qui les contraint inexorablement à un discours et des interventions plus musclés. Cela ne change rien au fait que leurs initiatives aboutiront fatalement dans la même impasse : parce que les frappes aériennes « propres » sans toucher les populations civiles et sans relais offensifs au sol seront évidemment soit dérisoires, soit illusoire, donc meurtrières, mais surtout parce que les objectifs politiques des puissances occidentales sont contradictoires.

## Le symbole de Gorazde

Les menaces de frappes aériennes visent désormais non plus seulement à protéger des forces de l'ONU menacées, mais aussi à défendre les villes proclamées « zones de sécurité », dont Gorazde faisait théoriquement partie. Pourtant, les états-majors de la Maison blanche et de l'OTAN l'ont répété sous diverses formes : il ne s'agit pas de reconquérir par la force les territoires dominés par les tchetniks Serbes. Ceux-ci le savent d'autant plus que le projet de découper la Bosnie en territoires « ethniques » est totalement légitimé par le plan Owen-Stoltenberg. Son seul « défaut » est de créer des Etats non viables, donc de pousser à la guerre permanente. Ceux qui pensent qu'un tel plan pourrait être un plan de paix, un moindre mal, devraient ouvrir leurs yeux sur le symbole qu'est Gorazde, enclave à majorité musulmane en plein cœur du « territoire serbe » : c'est en fait toute la Bosnie qui est faite d'« enclaves ». L'Etat attribué aux « Musulmans » était encore moins viable que les autres, parce que sans grand-arrière ni continuité territoriale, il lui était également vital d'avoir un accès à la mer. Pour ce qui est de la république « croate » d'Herceg Bosna (qui laissait deux-tiers des Croates bosniaques à l'extérieur) il était vital de s'étendre et de contrôler la centrale électrique de Mostar.

La « République serbe » de Bosnie détient certes le plus vaste territoire, mais parce que sa base sociale est dans la paysannerie, elle recouvre les zones rurales les plus pauvres. La consolider c'est aussi tenter de contrôler des régions urbaines plus industrielles ou les grands axes de communications et de chercher à tout prix à se relier aux autres « Républiques serbes » — de Krajina en Croatie et de Serbie.

Le projet de Fédération croato-bosniaque impulsé par les Etats-Unis, était menaçant de plusieurs façon pour le projet de Grande Serbie. Bien qu'ambiguë donc porteur de plusieurs logiques, il a relativisé (rendu caduc pouvait-on espérer) le plan Owen-Stoltenberg de partage ethnique de la Bosnie pendant quelques semaines, ne serait-ce qu'en remettant en cause un premier découpage territorial en restant ouvert à la négociation avec les Serbes bosniaques. Or 500 000 Serbes vivant en territoire dit « musulman », dans les villes à population mélangée, ont proclamé à Sarajevo le 27 mars dernier un « Conseil civique » remettant en cause la représentativité de Radovan Karadzic et de la politique de Grande Serbie, en présence des représentants américains et russes.

## Les « Conseils civiques »

Cette initiative avait été évidemment encouragée par la mise à l'écart du leader extrémiste croate Mate Boban (1). Celle-ci allait de pair avec la remise en cause de sa « République » croate d'Herceg-Bosna par les Croates de Bosnie centrale qui avaient eux aussi formé un « Conseil civique ». Le divorce de Milosevic avec le Parti radical serbe d'extrême droite, les bémols visibles mis dans les rapports de Belgrade avec la « République serbe » de Croatie (2), et enfin la présence russe à la réunion des Serbes bosniaques à Sarajevo rendait crédible l'hypothèse d'un lâchage de Karadzic par un Milosevic en quête d'une levée des sanctions internationales. Le « Conseil civique serbe » a demandé à participer à

toutes les négociations, il a appelé à rejeter toute notion de « responsabilité collective », mais à punir les responsables de crimes sur la base de faits concrets. Il s'est prononcé pour un Etat bosniaque de citoyens où seraient défendus les intérêts de chaque communauté, de façon égalitaire, dans le cadre d'une « conférence de réconciliation ». L'accord croato-bosniaque fut amendé par l'assemblée des Serbes bosniaques pour être défini sur la base de la reconnaissance des trois communautés (ce que le Parlement bosniaque a accepté le lendemain). Si l'on pouvait (et pour toujours) craindre que ce projet de Fédération se transforme en Grande Croatie entérinant une Grande Serbie, il pouvait aussi favoriser une dynamique de « résistance civique » aux nettoyage ethniques. Il était en tout cas une menace militaire et politique face au projet de Grande Serbie.

## Offensive des milices serbes

L'offensive des milices serbes sur Gorazde s'interprète dans ce contexte comme une décision de l'aile extrémiste des Serbes bosniaques pour qui le projet de Grande Serbie est une question de vie ou de mort : pour eux, un ultimatum de l'OTAN est un moindre risque tant qu'il ne remet pas en cause la logique de construction d'un Etat serbe sur le territoire bosniaque. Faire fuir les populations non serbes des zones convoitées est le but de leurs offensives. Les massacres en sont les moyens. Un cessez-le-feu peut alors être « concédé » sous pression des « ultimatums » qui au mieux aideront à l'évacuation des populations terrorisées ou blessées. Les armes dégagées pourront alors se retourner vers d'autres places stratégiques.

1) Dirigeant de la « République croate » membre du parti de Tudjman.

2) A tel point que le candidat soutenu par Belgrade a failli ne pas être élu aux élections organisées dans cette « république serbe » autoproclamée et jamais reconnue par Belgrade. Les négociations récentes laissaient supposer un possible compromis permettant de conserver en Croatie les territoires dominés par les forces serbes sécessionnistes devant se satisfaire d'une autonomie.

## International workers aid Solidarité avec Tuzla

L'hivers a été très dur dans la ville de Tuzla. Elle a souffert d'un double embargo, imposé par les troupes nationalistes serbes et croates. L'aéroport est toujours fermé. Tuzla est une ville à bien des égards exceptionnelle. Depuis les élections de 1990, elle est dirigée par une coalition de partis non nationalistes. C'est également l'une des seules villes Bosnie-Herzégovine où la coexistence multiethnique a pu être maintenue depuis le début de la guerre. Cependant les forces nationalistes musulmanes n'ont cessé d'exercer une forte pression à l'intérieur de la ville et surtout dans les villages alentours.

Une partie de l'avenir de la Bosnie-Herzégovine se joue dans cette ville et sa région industrielle. Le réseau international de solidarité *International workers aid* a voulu contribuer à rompre l'isolement de Tuzla et y affirmer une présence du mouvement ouvrier européen. Un premier convoi avait atteint Tuzla au mois de novembre, après bien des difficultés. Cela avait été l'occasion d'établir des contacts avec, notamment, la Mairie de Tuzla, le Syndicat des mineurs et l'Association des femmes.

Il fut alors décidé de mettre sur pieds un convoi plus important pour le printemps. Son objectif : fournir aux mineurs et à leurs familles de la farine, du sucre et de l'huile afin de pouvoir fabriquer du pain, une denrée rare depuis longtemps. Pendant des mois, de l'argent a été collecté à travers toute l'Europe afin de pouvoir acheter ces ingrédients, payer les frais de transport et établir un bureau à Split, ville de la côte dalmate d'où partent la plupart des convois humanitaires. Des camions munis de quatre roues motrices ont été achetés pour faire le difficile trajet Split - Tuzla.

Le 16 avril, ils ont commencé à transporter à Tuzla les quelques cent cinquante tonnes que des camions, venant de plusieurs pays d'Europe, avaient déchargées à Split. Les premiers camions sont arrivés à Tuzla le lundi 18 avril. Douze tonnes de produits alimentaires et des messages de solidarité furent remis au Syndicat des mineurs. Les chauffeurs reprenaient presque aussitôt la route, laissant une camarade sur place. Il faudra de nombreuses rotations entre la côte dalmate et Tuzla pour transporter toutes les marchandises entreposées près de Split. Un nouveau camion a dû être acheté. A chaque voyage, une personne différente accompagnera les chauffeurs afin de pouvoir développer la solidarité avec les associations de Tuzla.

Lors de la première rotation, des contacts ont été renoués avec l'Association des femmes et des media indépendants. Actuellement, le représentant d'une association d'étudiants de Hollande est sur place pour rencontrer les associations universitaires et leur remettre des livres.

Avant le départ des premiers camions, une cinquantaine de Suédois, de Danois, d'Hollandais, d'Allemands, de Belges, de Britanniques, d'Italiens et d'Espagnols s'étaient retrouvés près de Split pour rencontrer des représentants croates et discuter de l'organisation du convoi. Il fut décidé d'envoyer une délégation à Sarajevo le Premier mai. La prochaine réunion d'*International workers aid* se tiendra en Italie à la fin du mois de juin.

Les dons pour *International workers aid* doivent être adressés à : Den Danske Bank, 2-12 Holmens Kanal, DK-1092 Copenhagen K, Telex 27 000-SSZIFT DABADKKK, compte n° 4180862161.

Dissocier le front grand serbe (et grand croate), relativiser les partisans (minoritaires) d'un Etat musulman, en s'appuyant sur les populations des villes le plus favorables aux mélanges, leur permettre de se défendre en faisant confiance à leur tradition de vie commune : telle est la seule ligne politique porteuse de paix.

### L'exception de Sarajevo

Telle ne sera pas la logique du «groupe de contact» représentant la Communauté européenne, les Nations unies, la Russie et les Etats-Unis, mis en place à Londres : les «grandes puissances» vont taper du

poing et tenter de parler «d'une même voix», mais pour quels objectifs ?

Il s'agit en premier lieu de restaurer leur crédibilité. Mais l'ultimatum concernant Sarajevo n'a «marché» que parce qu'il y avait une fragile convergence d'intérêt des forces en présence : un répit pour les Bosniaques ; une présence de l'ONU marquée par les Russes et entérinant le partage de Sarajevo pour les troupes de Karadzic pressées de s'en prendre à des points plus stratégiques (Bihac, Maglaj, Gorazde) ; un retrait serbe dont les formes concilient les angoisses de la FOPRONU, soucieuse pour ses troupes

au sol, et les objectifs de l'OTAN, ravie d'établir son rôle de bras armé de l'ONU sans avoir à intervenir.

Cette configuration là se reproduira difficilement ailleurs et implique de surcroît l'augmentation des troupes au sol, donc des différenciations de réactions selon de degré d'implication des gouvernements sur le terrain. La cacophonie régit : tout d'abord entre l'ONU effrayée des risques de représailles pour ses troupes et l'OTAN (en fait le pouvoir américain inquiet des sondages sur son image de marque à la tête du «nouvel ordre mondial»).

### Cacophonie et fausses notes

Mais il y a aussi les fausses notes entre pouvoirs officiels de l'ONU et gouvernements soucieux de «ne pas envoyer leurs troupes dans la gueule du loup» comme l'expliqua Alain Juppé lorsque les «Casques bleus» français n'entrèrent pas comme prévu dans Gorazde... Les discours ont beau être musclés, la perte réelle de troupes, faisant à son tour balancer des opinions publiques volatiles, accentuera encore les fausses notes. Sans parler des causes de désaccords sur l'essentiel : quel objectif politique en Bosnie et ex-Yougoslavie ? Comment concilier les «plans» américains et européens ? Rien n'est stable à cet égard, tant les choix sont déterminés par une «real-politik» fluctuant au rythme des rapports de force sur le terrain, des opinions publiques, et d'enjeux internationaux aux acteurs indéterminés. La question russe — avec toutes ses incertitudes — n'est pas une des moindres préoccupations des gouvernements occidentaux. Pour les représentants de Moscou (qui ne parlent pas toujours ensemble le même langage...), l'objectif est d'abord de faire accepter la Russie comme grande puissance : c'est-à-dire à la fois être prêt à collaborer, mais affirmer à l'occasion un droit spécifique de regard, voire de veto, sur les interventions de l'OTAN. Les rapports privilégiés avec la Serbie doivent servir cette politique. Ils ne signifient pas le soutien inconditionnel à la politique des Serbes Bosniaques, pas toujours propice à la diplomatie du compromis. ★

28 avril 1994

# La tragédie algérienne

De l'aggravation de la guerre civile à l'accord avec le Fonds monétaire international (FMI) de la détérioration de la situation économique au changement de gouvernement, de tous les événements de ces derniers mois, ce qui émerge est sûrement le fragile espoir que fait naître en chacun le retour aux manifestations de masses.

Salhi CHAWKI



C'est au début mars, en plein mois de Ramadan que l'Algérie bascule vers un stade supérieur de la confrontation armée entre pouvoir et intégristes, vers un niveau supérieur de la violence, et la terreur atteint son paroxysme dans les quartiers populaires.

Sur le plan strictement militaire, les groupes intégristes ont certes étendu leur zones d'activités et affirmé leur présence un peu partout à travers le pays. Ils ont multiplié leurs attentats confirmant que la liquidation des chefs successifs du Groupe islamique armé (GIA), après la liquidation du Mouvement islamique armé (MIA) au cours de l'été n'empêchait pas leur croissance. Mais leur capacité opérationnelle ne s'est pas accrue de façon qualitative.

La libération à la mi mars, d'un millier de prisonnier à Batna, parmi lesquels des centaines d'islamistes dont des dizaines de condamnés à mort, a été effectué par un groupe d'une centaine de personnes disposant de complicités et d'un plan d'attaque relativement élaboré. Cela indique bien la possibilité d'une évolution vers une force de frappe supérieure et confirme qu'après leur isolement politique quasi total, les groupes islamistes armés ont bénéficié de forces nouvelles.

Mais ces cas sont isolés. Il s'agit toujours, pour l'essentiel, de petits groupes de jeunes (essentiellement dans la région de la capitale), réfugiés dans les no man's land du tissu urbain, tels les chantiers de construction, qui opèrent des raids sur le

quartier populaire le plus proche, pour assassiner quelques voisins désarmés jugés complices de l'Etat. Les cibles sont encore et toujours des fonctionnaires, des parents de policiers, responsables politiques y compris islamistes, intellectuels, syndicalistes, simples citoyens qu'on accuse ensuite de soutien au pouvoir.

## Etat, le retour ?

Des secteurs importants de la jeunesse du FIS mis en confiance par l'enlèvement du pouvoir s'engagent et relaient les groupes armés. La terreur qui se généralise est mise à profit pour rétablir l'hégémonie intégriste sur les masses. La domination intégriste naguère appuyée sur l'espérance des démunis s'impose désormais par le chantage à la mort, les souscriptions consenties en 1990 sont remplacées par le racket désormais par le chantage à la mort, les souscriptions consenties en 1990 sont remplacées par le racket désordonné sur les commerçants notamment.

On est loin évidemment d'une campagne politique concertée. Les mots d'ordre se répandent par contagion et de façon, d'ailleurs, très inégale : interdiction puis rançonnement des antennes paraboliques, interdiction de percevoir des impôts, non mixité des transports publics port du hidjab obligatoire...

Dans l'environnement quotidien déserté par les représentations de l'Etat, (cibles privilégiées des attentats), les gens sont livrés sans défense à l'arbitraire inté-

griste qui envahit et entreprend de régenter la vie sociale. La pression sur les femmes est la plus efficace car elle s'appuie sur le consensus de la société.

L'inquiétude atteint des sommets avec l'évasion de Tazoult (Batna) et la presse alarmiste annonce l'effondrement de l'Etat.

Le chef du gouvernement, Reda Malek, déclare alors que «la terreur doit changer de camp» et le ministre de l'intérieur Selim Saadi, accompagné d'un déploiement de forces sans précédent, prononce des discours musclés à Blida et Constantine.

«Etat : le retour», titre la presse moderniste satisfaite. Le fait est que la multiplication des barrages et des contrôles rassure. Les communiqués victorieux de la police font d'autant plus illusion que les groupes armés, sur la défensive, opèrent un retrait. Pourtant, il est clair que le déploiement de forces policier est inefficace du strict point de vue de la répression des groupes armés. Et les attentats reprennent à peu près au même niveau.

Les enlèvements d'intégristes à leurs domiciles retrouvés morts avec parfois des pancartes aux slogans vengeurs effraient les islamistes et les obligent à la discrétion. Le hidjab régresse de nouveau. Cette reconquête se nourrit aussi des mécontentements provoqués par les exactions intégristes, par les rackets démesurés, par les assassinats absurdes.

Mais comment ne pas voir le risque de dérapage répressif qui pourrait souder la

population contre des exécutions sommaires. Sans parler de la radicalisation que pourraient connaître les intégristes ainsi mis au pied du mur qui risquent de rejoindre nombreux la clandestinité.

Dans ce climat marqué par la violence, les augmentations de 50 % à 100% de certains produits de base, osées par le gouvernement à titre de test passent comme une lettre à la poste. L'accord d'un an avec le FMI est alors conclu et la lettre d'intention du gouvernement algérien envoyée «en toute souveraineté» aux maîtres de Washington. Rendez vous en mai avec le club de Paris pour rééchelonner les créances arrivant à échéance cette année, et une autre négociation portant sur un «contrat» de trois ans.

### Accord secret

Juste après l'annonce faite en bredouillant par le ministre ultra libéral de l'économie Benachenhou, c'est Camdessus lui même qui, ne cachant pas sa joie, applaudit la décision «souveraine» du pouvoir algérien en contrepartie de laquelle il «met un milliard de dollars sur la table». Camdessus promet surtout qu'on rejoindra les 40 pays qui entraînent l'économie mondiale : Amérique Latine sans le Brésil, Asie, Maroc, Tunisie et autres havres de prospérité.

Hormis la dévaluation de 40 % de la monnaie nationale on ne saura rien de l'accord, Benachenhou dira qu'il ne veut pas donner des armes à ceux qui défendent certains intérêts qui seront touchés par l'accord. Négocié avec les gouvernements impérialistes, cet accord, qui engage son avenir, demeurera secret pour le peuple algérien.

En fait le régime accablé par l'effondrement du cours du baril voyait le service de la dette grimper à 87 % des recettes d'exportations en 1993 et on l'attendait à plus de 110 % pour 1994 (9,3 MM de dollars). Le niveau des importations à 50 % du montant de 85 malgré l'inflation et la démographie galopante provoque des tensions diverses et désorganise l'industrie. Jusque là, les nécessités de la lutte anti-intégriste avaient permis des financements pour retarder les échéances (5 milliards de dollars en 1993), mais les élans populistes de Bélaïd Abdesselam, qui tentait d'échapper aux rigueurs de l'ajustement structurel, avaient rendu agressifs et méfiants les français notamment.

On ne sait si la lutte anti-intégriste a obtenu un allègement suffisant des conditions du FMI pour éviter un effet désastreux dans une économie jusque là fortement protégée du marché mondial. Si, selon la religion libérale du FMI, la déva-

luation était répercutée sur les prix à la consommation, les produits de base soutenus subiraient une augmentation intolérable. Si le marché s'ouvre aux importations le noyau industriel non négligeable serait menacé d'effondrement. Si la rigueur budgétaire exigée conduit à abandonner les entreprises endettées, celles ci seraient immédiatement asphyxiées et Bénachenhou, désormais ministre de la restructuration industrielle, est chargée d'en préparer la liquidation.

Au lendemain de l'annonce de l'accord gouvernement-FMI, Reda Malek est prié de céder la place de Premier ministre à Mokdad Sifi. Ce remplacement ne change fondamentalement ni l'équilibre du pouvoir, ni les axes de sa politique.

Le noyau des négociateurs de l'accord *stand buy* apparaît renforcé dans le nouveau cabinet. Même s'il se situe dans les bonnes clientèles régionales, Sifi est un haut fonctionnaire sans envergure politique propre alors que Reda Malek, ancien de la guerre de libération, vieux routier des appareils du régime, intellectuel moderniste est un ancien du haut comité d'Etat (HCE). Enfin la politique du dialogue avec l'opposition et notamment avec le FIS dissous ne s'accommodait pas suffisamment de l'image moderniste de Réda Malek et des discours musclés de son ministre de l'intérieur. La volonté des militaires d'appuyer la lutte anti-terroriste par des manœuvres politiques pour sortir de l'isolement, est d'ailleurs conforme aux vœux du département d'Etat américain qui aimerait que le régime dispose d'un consensus plus vaste.

L'un des premiers bénéficiaires pour le président Zéroual est bien sûr le délai de grâce obtenu dès le lendemain de l'accord FMI, dans l'attente de voir les desseins de Sifi mieux se dessiner.

### L'UGTA et la riposte sociale

Chaque fois que la colère monte dans les usines, chaque fois que l'inquiétude grandit parmi les masses populaires, une nouvelle vague de massacres, une nouvelle série de morts absurdes désenfle le mouvement et désorganise la lutte. Bien sur le grignotage continu des acquis sociaux n'a pas connu l'accélération qui unirait un front de résistance sociale. De rallonge budgétaire en découvert bancaire toléré, les entreprises les plus menacées versent encore leurs salaires.

Benhammouda, le Secrétaire général de la centrale syndicale (UGTA), est passé maître dans la manœuvre pour contenir tout risque d'exploitation. Et ses révoltes médiatiques donnent encore plus de crédi-

bilité aux compromis compromettants qui sont ensuite conclus. Pour préparer cette signature prévue depuis longtemps en avril, pour cause du calendrier politique national, il a été décidé une augmentation des salaires à compter de janvier devant figurer, rappel compris, dans le bulletin de paye... d'avril. Longtemps hostile au rééchelonnement de la dette, l'UGTA se déclare pourtant non concerné par un accord qui est de la souveraineté du gouvernement. Mais à mesure que l'inquiétude monte la centrale hausse le ton... dans la presse. Pourtant aucune prise de position précise, aucune initiative de lutte, pas même le 1er mai.

Des syndicalistes, des intellectuels, des militants qui se sont regroupés depuis plusieurs mois dans un comité d'initiative pour un front social contre les mesures du FMI se heurtent aux réticences de la centrale que la wilaya interdit une simple conférence de presse au lendemain de l'accord.

Les hausses qui se succèdent, les menaces sur l'emploi ne laissent pas les travailleurs indifférents. Mais l'espoir de bâtir une alternative ne se concrétise pas assez vite pour prévenir l'effet insidieux de la guerre civile à feu doux qui achève de démanteler le fonctionnement syndical et de disperser la classe ouvrière.

Si médiatisé soit elle, la marche du 22 mars conte le terrorisme a montré que pour prendre en charge la disponibilité populaire à réagir, il ne fallait pas se confondre avec le pouvoir. Malgré des potentialités nouvelles. Beaux arts, nouvelle génération féminine, cette manifestation n'a aucun prolongement dans le tissu social à même de contrer l'omniprésence intégriste. Les actions du Mouvement culturel berbère (MCB) étaient plus impressionnantes notamment la grande marche d'Alger qui rassemblait plusieurs dizaines de milliers de personnes venues notamment de Béjaïa. Mais la mobilisation de la région Kabyle non concerné par la montée intégriste ne permet pas de résoudre la question des masses à Alger pour faire face aux assassinats. La reprise de toutes ces initiatives ces activités est très positive elle éloigne la peur et fait intervenir les masses sur le terrain politique démilitarisant le débat. Mais le problème de la définition du cadre adéquat pour prendre en charge une autodéfense efficace reste entier. Les modernistes tout à leurs surenchères répressives apparaissent trop liés au pouvoir. L'UGTA, est compromise par les appels au coup d'état. Il y a pourtant urgence. ★

Alger, 26 avril 1994

# L'extrême droite triomphe

Si les élections municipales du 27 mars 1994 ont attiré l'attention de la presse internationale, c'est essentiellement en raison de la victoire des islamistes. Celle-ci, qui mérite d'être analysée en détail, aura des conséquences importantes, mais les enjeux de ces élections étaient beaucoup plus complexes, le plus important étant de clarifier le processus de recomposition politique. En effet 13 formations se présentaient aux élections et 9 petits partis ont glané près de 25 % des suffrages, ce qui confirme la persistance de l'extrême morcellement de la vie politique.

**Erdal TAN**



Arrestation à Paris, le 18 novembre 1993, lors d'une raffle dirigée contre les associations de l'émigration kurde

**L**e coup d'Etat de 1980 avait fait voler en éclat le système politique traditionnel basé sur deux grands partis, l'un de centre droit, l'autre de centre gauche. Depuis, le centre droit (majoritaire dans le pays les années 50) s'est divisé en deux formations rivales qui se livrent une bataille farouche : le Parti de la mère patrie (ANAP, de l'ancien président Özal) et le Parti de la juste voie (DYP, de l'actuel président Demirel). Cette division tracasse la bourgeoisie qui, depuis trois ans, réclame en vain un rapprochement et une coalition entre ces deux partis quasi-identiques.

Le centre gauche a connu une quadruple scission après 1980, pour donner naissance au début des années 80 au Parti populiste social-démocrate (SHP, actuellement au pouvoir en coalition avec le DYP) et au Parti de la gauche démocratique (DSP, de l'ancien Premier ministre Ecevit) ; puis, au Parti républicain du peuple (CHP) et au Parti de la démocratie (DEP, nationaliste kurde), qui ont quitté le SHP après 1991. A cet extrême morcellement de la vie politique, se sont ajoutées les difficultés du processus de rajeunissement des élites dirigeantes, après le décès d'Özal il y a juste un an, l'accession de Demirel — un prérétaité — à la présiden-

ce et le départ à la retraite du président du SHP, Erdal İnönü.

Un des principaux enjeux du scrutin était donc de trancher la bataille, pour le leadership de la droite, que se livrent le Premier ministre et présidente du DYP, Tansu Ciler et du président de l'ANAP Mazut Yilmaz. L'ANAP, surtout présent dans les grandes villes, était le favori de la grande bourgeoisie nostalgique de la période Özal qui représente son âge d'or. Le DYP, qui a un profil plus rural, représente la petite et moyenne bourgeoisie provinciale et est considéré avec méfiance dans ces milieux en raison de ses penchants populistes.

## Vers un match nul

C'est pour cela que l'accession à la présidence du DYP de Tansu Ciller, jeune bourgeoise arriviste d'Istanbul, éduquée à l'américaine, et portant l'ambition de devenir la «dame de fer turque», avait été encouragée et accueillie avec joie dans les milieux d'affaires d'Istanbul, qui espéraient voir en elle une réincarnation du réformisme libéral d'Özal (en opposition au conservatisme prudent et populiste du président Demirel). Mais la pratique de Ciller au pouvoir, au bout d'un an, a déçu

ses supporters des médias et de la haute bourgeoisie. Machisme aidant, ces derniers se sont rapidement mis à dénoncer son incompetence, misant de nouveau sur l'ANAP et Mazut Yilmaz, le jeune successeur d'Özal.

La bataille électorale s'est achevée sur un match nul confus, aucun des deux n'ayant réussi à imposer son image durant la campagne, ni creuser l'écart à l'issue du scrutin : près de 21,5 % pour le DYP et près de 21 % pour l'ANAP, avec un écart d'à peine 200 000 voix entre les deux. Néanmoins, ces résultats constituent une victoire, ne serait-ce que psychologique de Ciller sur Yilmaz. Vouée par les sondages à une véritable déroute électorale, elle a bien mieux résisté que prévu, malgré un recul réel de plus de 5 % par rapport au score du DYP aux législatives de 1991. Elle l'emporte finalement à l'arraché, maintenant d'extrême justesse la première place de son parti. De plus, si un recul de 5 % peut paraître normal pour le DYP, compte tenu de l'usure du pouvoir dans un contexte de crise importante et de dévaluation de la livre turque de près de 50 %, le recul de 3 % enregistré par l'ANAP par rapport à 1991 est bien plus difficile à expliquer, autrement que par l'incapacité à s'imposer comme une alternative crédible

à la politique gouvernementale. Faute d'un vote clair, ce seront donc des manœuvres politiques qui trancheront le débat. Mais le problème reste entier pour la bourgeoisie, qui n'a toujours pas trouvé de leader charismatique et puissant à la hauteur des Mendarès, Demirel ou Özal qui ont marqué les précédentes décennies.

La situation est encore plus confuse pour la gauche, qui enregistre de surcroît une défaite cuisante. Le score total des trois partis (SHP, DSP et CHP) a atteint son plus bas niveau historique : 27 % (31,5 % en 1991 et 37,7 % en 1989). Le SHP reste le premier parti de la gauche avec 13,6 % des voix, mais il perd un tiers de ses électeurs en l'espace de deux ans (la moitié, par rapport aux dernières municipales de 1989) et la majorité des mairies conquises en 1989. Avec un recul de 7 % par rapport à 1991, ces élections se transforment en déroute politique pour le nouveau leader du SHP, Murat Karayalçin, qui avait succédé à İnönü en septembre dernier et rêvait de devenir le «*Felipe Gonzales de la gauche Turquie*». Le DSP d'Ecevit (vieux leader charismatique des années 70, le «*Papandréou turc*») a mené une campagne très droitière et chauvine, en particulier sur la question kurde. Il connaît un tassement de ses voix, avec 9 %. Le CHP (scission récente et purement fractionnelle du SHP) pour sa part se contente de 4,5 %.

Ceci étant, l'ampleur réelle du recul de la gauche social-démocrate est plus limitée que son impact psychologique, dû à la perte de villes symboles comme Istanbul, Ankara et Izmir, ainsi que celles du Sud-Est (comme Diyarbakir) au profit des islamistes. Le SHP et le CHP obtiennent au total 18 % des voix, ce qui ne représente qu'un recul de 3 % par rapport à 1991, où ils s'étaient présentés unis (dans beaucoup de villes, comme à Ankara, Istanbul ou Izmir, le candidat SHP n'a été battu que de quelques milliers de voix et l'aurait emporté avec l'appoint des votes du CHP ou du DSP). Cette différence peut partiellement s'expliquer par la désaffection d'une frange importante de l'électorat kurde (après la scission des nationalistes du DEP), sanctionnant les partis de la coalition et plus particulièrement le SHP en raison de l'action répressive du gouvernement dans la région kurde. En fait, le SHP a perdu sur toute la ligne : sa complicité effective avec la politique de répression l'a grillé aux yeux de l'électorat kurde, et son opposition — verbale — aux mesures les plus extrémistes l'a discrédité aux yeux de la frange nationaliste de l'électorat turc. Le SHP paye ainsi le prix de deux ans de complicité avec le DYP au sein d'un gouvernement droitier qui n'a tenu presque

aucune de ses promesses de démocratisation et qui s'est contenté de gérer au jour le jour la crise capitaliste. Les affaires de corruption dans les mairies gérées par le SHP lui ont également fait perdre des voix.

## La question kurde

En fait, c'est l'impact de la question kurde qui a en partie déterminé l'issue du scrutin. Ciller était arrivée au pouvoir en promettant des réformes démocratiques, sur la question kurde notamment. Mais très vite, la faiblesse de son assise politique l'a poussé à s'allier à l'armée, s'alignant ainsi sur la politique de répression tout azimut prônée par les «*faucons*» de l'Etat. Face à l'escalade de la répression, le DEP s'est retiré du scrutin et le PKK a décidé de boycotter les élections. Cela a bien entendu faussé le jeu dans la région kurde et dans les grandes villes de l'Ouest (où vivent en fait la majorité des Kurdes). Les chiffres réels sur le taux de participation dans la région kurde font encore défaut. Les milieux nationalistes kurdes l'estiment à 50 % dans certaines villes (le taux de participation à l'échelle nationale a été de 92 %). Un nombre important de votes blancs ou nuls a également été rapporté, notamment à Diyarbakir (on parle de 50 % des suffrages exprimés).

Mais le mouvement kurde, lourdement frappé (avec notamment l'arrestation de 96 députés du DEP et la suspension du quotidien nationaliste kurde Özgür Gündem), est en perte de vitesse. Le PKK est en grande difficulté sur le plan militaire. La destruction systématique des villages kurdes soupçonnés de soutenir la guérilla, a vidé ses bases arrières. L'armée turque, qui a massacré près de 300 000 hommes dans le Sud-Est, quadrille le terrain et organise régulièrement des opérations jusqu'en Irak du Nord pour détruire les installations du PKK. Elle espère être en mesure d'annoncer une «*victoire militaire*» d'ici la fin de l'été, laissant ensuite le soin aux civils de «*régler la question kurde*» par quelques réformes de façade. Mais la réalité risque d'être plus complexe.

La montée du nationalisme turc face au mouvement national kurde et aux actions du PKK, a sans doute permis à Ciller de faire oublier les effets négatifs de la dégradation économique et d'arriver en tête grâce à une propagande musclée sur le thème de la lutte contre le «*terrorisme séparatiste*» («*chaque voix pour le DYP est une balle contre le PKK*» disait même une affiche du DYP). Ce même phénomène explique également le succès du Parti d'action nationaliste (MHP, fascisant), qui double ses voix et obtient son meilleur

résultat historique avec 8 % des suffrages. En revanche, l'absence de candidats nationalistes a profité aux islamistes du Parti de la prospérité (RP), qui a remporté la plupart des municipalités de la région kurde, et obtenu 19 % des suffrages à l'échelle nationale, gagnant 4 à 5 % par rapport aux législatives de 1991 et doublant son score des dernières municipales de 1989. En y ajoutant le poids des nombreux maires islamisants ou fascisants élus sur les listes des partis «*centristes*», tout ceci dénote un très net glissement du pays vers l'extrême droite, qui obtient près de 30 % des voix (RP, MHP et autres petits partis d'extrême droite confondus).

## Blocage à droite

Politiquement, le gouvernement de coalition DYP/SHP a fait son temps. Les députés du DYP, de l'ANAP et du MHP collaborent systématiquement au Parlement, créant de fait une coalition de droite qui ne demande qu'à avoir un gouvernement à son image. Mais cette question butte sur la bataille pour le *leadership* de la droite. Ce blocage à droite permet pour le moment au gouvernement de Ciller de se maintenir. Du coup, la bourgeoisie se trouve dans une situation très inconfortable : elle a affaire à un Premier ministre et à un gouvernement qui n'ont plus sa confiance, mais elle n'a d'autre choix immédiat que de les soutenir, dans la mesure où immédiatement après les élections, le gouvernement a adopté le plan d'austérité et de restructuration radical qu'elle réclamait depuis 3 ans. Pourtant, la conduite d'un tel plan, qui prévoit des privatisations, des fermetures d'entreprises publiques dites non-rentables (notamment les charbonnages), une réforme fiscale radicale, des hausses de prix allant jusqu'à 100 % et un semi blocage des salaires et devant encore obtenir l'aval du Fonds monétaire international (FMI) nécessite la mise en place d'un gouvernement fort capable de faire face aux remous sociaux.

D'ailleurs, la principale centrale syndicale, Türk-İs a réagi très vivement contre le volet social du plan, menaçant le gouvernement d'une grève générale. L'agitation est grande parmi les ouvriers des entreprises qui doivent être sacrifiées : à l'usine Petlas de Kirsehir, aux chantiers navals de Haliç, à l'usine Tekel de Cibali. La colère monte dans la région des charbonnages de Zonguldak et de Karabük. Plus de 35 000 mineurs et leurs familles ont manifesté le 20 avril 1994 à l'appel du syndicat des mineurs à Zonguldak, contre la fermeture et contre les privatisations. Le président de la Türk-İs, ainsi que des députés de l'ANAP et du CHP y ont participé.

Ceci étant, le mouvement syndical est mal en point et ne semble pas en mesure d'organiser une riposte massive dans tous les secteurs (l'année 1993 a été l'une des plus calmes sur le terrain des luttes sociales). Les luttes qui s'annoncent risquent fort de n'être que des combats d'arrière garde. Le poids de la crise économique, la démoralisation et le manque de débouché politique, en l'absence d'un véritable parti de «lutte de classes», la division et le discrédit des partis sociaux-démocrates (qui ont tous une ligne droite de gestion de la crise), affaiblissent le mouvement ouvrier. Selon certaines rumeurs, les dirigeants syndicaux seraient même en train de négocier un pacte social avec le patronat. L'une des questions qui se posait (et qui continue de se poser) à la veille des élections était de savoir si, dans les quelques années à venir, la Turquie allait connaître un développement «à l'espagnole» ou, au contraire, une régression économique et sociale. Dans le premier cas, le pays connaîtrait un maintien de la croissance économique (6 à 7 % en moyenne depuis quelques années, avec cependant un taux d'inflation de 70 % et une dette extérieure de 65 milliards de dollars), une stabilisation d'une démocratie bourgeoise —avec pacte social et réformes démocratiques —, une issue pacifique et réformiste à la question kurde et la poursuite de l'intégration à l'Union européenne — l'union douanière avec l'Union européenne doit se réaliser en 1995. Dans le second, la désindustrialisation, la paupérisation, le chômage massif, l'hyperinflation, le basculement vers des régimes beaucoup plus répressifs et militaires, l'extension de la guerre contre le PKK — limitée pour le moment à l'est du pays — à tout le territoire, et sa mutation en guerre civile totale ou en génocide anti-kurde, un raz de marée intégriste ou fasciste, un processus à l'algérienne où à l'iranienne, l'implication directe dans des conflits locaux barbares seraient le lot de la Turquie.

La victoire des islamistes aux municipales, dans un contexte de crise financière aiguë et de mise en application d'un programme d'austérité, le pourrissement dans le système politique traditionnel, l'impasse actuelle dans la question kurde et l'instabilité grandissante dans l'environnement extérieur (Balkans, Caucase, Irak, Chypre) semblent renforcer la seconde hypothèse. Mais les jeux sont loin d'être faits. Il appartient au mouvement ouvrier et aux révolutionnaires, acculés pour le moment à une lutte défensive dans des conditions très défavorables de construire un vaste mouvement démocratique qui puisse frayer le chemin de la troisième alternati-

ve. Depuis près de 25 ans, le courant islamiste indépendant, personnalisé aujourd'hui par le Parti de la prospérité est devenu une réalité constante de la vie politique en Turquie.

Longtemps marginal et cantonné dans certaines villes de l'Anatolie centrale et dans la région kurde, et se basant essentiellement sur les couches rurales traditionalistes, ce parti a connu une importante transformation dans les années 80 en s'implantant dans les villes. Bénéficiant de la complicité du courant musulman-conservateur de la droite traditionnelle, surtout à l'époque où Özal était premier ministre, le courant islamiste s'est infiltré dans l'appareil d'Etat, a été réhabilité idéologiquement par le discours «néo-ottoman» d'Özal.

### La percée du courant intégriste

Bénéficiant d'une conjoncture favorable (Iran, Afghanistan, Algérie), les islamistes se sont renforcés, comme le prouve leur victoire aux élections municipales. Les nouvelles mairies conquises par le RP grâce à l'éparpillement du vote libéral, centriste et laïc, pourraient se transformer en autant de «zones libérées» et de bases arrières pour de futures progressions de ce parti.

Si le score national du RP reste relativement limité (19 %), son progrès n'en reste pas moins réel, sans parler de l'immense impact (moral et matériel) du gain d'un nombre très élevé de mairies : la quasi totalité des villes du centre anatolien et de la région kurde. A cela s'ajoutent les victoires surprises obtenues à l'arraché à Ankara, la capitale politique et administrative, et à Istanbul, la capitale économique, sociale et culturelle du pays. Le RP l'emporte en effet avec moins de 10 000 voix d'écart à Ankara (3 millions d'habitants) devant le SHP (27,5 % contre 27 %), et moins de 100 000 voix d'écart à Istanbul (10 millions d'habitants) devant l'ANAP (25,7 % contre 22 %). A Izmir (2 millions d'habitants et 3ème ville du pays), c'est un candidat islamiste se présentant sur les listes du DYP qui l'emporte également, avec seulement 20 000 voix d'avance sur le maire sortant SHP (27,7 % contre 26,5 %).

Le RP n'étant pas un parti ordinaire, sa victoire — même de justesse — dans plusieurs grands centres urbains peut faire basculer tout l'avenir de la Turquie. Il est en effet évident que la conquête des municipalités n'est qu'une étape pour les islamistes, dans leur stratégie de conquête du pouvoir d'Etat, qui impliquerait un changement total de régime. La possibilité d'un

## L'Alternative socialiste unifiée

L'extrême gauche s'est divisée sur la question de savoir s'il fallait participer aux élections municipales ou au contraire, s'il fallait prôner le boycott, en solidarité avec le mouvement national kurde. Une série de groupes (dont la plupart n'avait d'ailleurs pas les moyens de participer aux élections), ont lancé un appel au boycott, accusant même ceux qui y participent d'être des «laquais de l'Etat turc» et des «collaborateurs de la sale guerre contre le peuple kurde». D'autres ont présenté des candidats indépendants dans certaines régions. Deux partis ont présenté des listes à l'échelle nationale : le Parti ouvrier (IP, mao-stalinien), et le Parti socialiste de l'unité (SRP), obtenant chacun près de 80 000 voix soit 0,3 % des voix.

La liste du SRP était une liste unitaire, celle de l'Alternative socialiste unifiée (BSA), à laquelle participaient quatre courants : le SBP (les anciens du Parti communiste), Kurtulus, Emek qui s'est retiré des élections, mais maintient sa présence au BSA et Yeni Yol (section turque de la Quatrième internationale). L'un des principaux axes de la campagne du BSA était la solidarité avec le peuple kurde et la dénonciation de la sale guerre et de la répression contre les élus kurdes. Les candidats du BSA ont défendu cette ligne dans toutes les réunions publiques et lors des tranches de propagande à la télévision. Cette démarche unitaire, pourtant très récente, a rencontré un succès réel (à sa modeste échelle) et très prometteur, qui aura une prolongation au delà des élections. L'objectif est en effet de construire ensemble un parti unitaire, non pas sur le terrain d'un débat idéologique et d'une fusion programmatique totale, mais d'une unité d'action sur une plate-forme de revendications communes et d'un fonctionnement interne démocratique respectant l'identité de chacun. L'important travail commun réalisé pendant les élections permet d'envisager avec optimisme l'avenir de ce travail unitaire auquel d'autres ont déjà décidé de se joindre.★

tel scénario a plongé dans stupeur et la consternation les milieux laïcs, et en particulier les femmes, inquiètes des menaces contre leurs libertés et leur mode de vie. Dans l'euphorie de la victoire, les «barbus» ont commencé ça et là à menacer et à agresser les femmes dans la rue. Les rumeurs les plus folles ont commencé à circuler, une ambiance de peur s'est installée, en particulier à Istanbul. On a même

évoqué la possibilité d'une intervention de l'armée, les exemples de l'Iran et de l'Algérie ont été abondamment évoqués.

Mais au-delà des effets psychologiques, la réalité est bien plus complexe et la tâche des islamistes n'est pas si aisée. Avec un scrutin à deux tours ou en cas d'union des partis centristes à droite et à gauche, le RP n'aurait emporté à peine que 3 ou 4 mairies dans les régions arriérées d'Anatolie centrale, ce qui relativise l'ampleur de sa victoire et de son poids réel dans la société. Il semble par ailleurs que le RP ait procédé à des fraudes massives dans les quartiers qu'il contrôle, profitant de la faiblesse de l'appareil militant des partis centristes. Mais l'Etat n'a pas osé annuler les élections, de peur d'une radicalisation du RP et d'une épreuve de force dangereuse.

### Une réalité complexe

Le vote RP n'a pas le même sens et n'aura pas les mêmes conséquences partout. S'il semble probable qu'il renforcera l'hégémonie des intégristes en Anatolie centrale, comme cela s'est passé à Konya et Slavas (où les maires sortants RP ont été réélus avec, respectivement, 49 % et 38 % des voix), la gestion des villes kurdes, où les nationalistes et le PKK gardent une présence non négligeable, sera sans doute plus difficile et conflictuelle (à Diyarbakir, où le candidat RP l'emporte avec 35 % des suffrages exprimés, son poids réel — compte tenu des abstentions et du vote blanc ou nul — n'est que de 14 %). A Ankara, le nouveau maire RP est plus dissident fascinant que militant intégriste. C'est un ancien militant du MHP et de l'aile nationaliste de l'ANAP, et il doit en partie son élection à sa popularité personnelle dans les milieux nationalistes. La nécessaire coopération avec les dirigeants de l'Etat et de l'armée qu'exige la dimension protocolaire de ses fonctions de maire de la capitale, freinera probablement tout excès islamiste dans l'accomplissement de son mandat. Il pourrait très bien quitter le RP demain, pour entrer dans un éventuel-parti majoritaire de centre droit réunifié.

A Istanbul, la situation se présente de façon assez différente, puisque le nouveau maire, Erdogan, est un pur *apparatchik* du RP, militant islamiste convaincu, chef de file des «rénovateurs» du parti. Il va bénéficier du soutien de ses acolytes qui ont remporté 17 des 33 mairies d'arrondissement. Les candidats RP ont en effet triomphé dans la quasi totalité des banlieues populaires qui ceinturent la ville, ainsi que dans trois mairies des quartiers prestigieux (aujourd'hui assez pauvres) du centre ville, y compris Beyoglu (le principal centre cul-

turel et commercial de la ville). Le RP se trouve donc à la tête d'un pouvoir et d'un budget considérables, et bénéficiera d'un accès bien plus important aux médias. Toutefois, Istanbul est un morceau difficile à avaler et la gestion de cette ville cosmopolite et industrielle de 10 millions d'habitants est bien plus complexe que celle d'une bourgade anatolienne arriérée ou d'une banlieue. Le RP pourrait bien s'y casser les dents, malgré tout son savoir-faire militant.



Miliciens d'une brigade d'«autodéfense» pro-gouvernementale dans le Kurdistan turc

Le RP se base essentiellement sur les couches de nouveaux migrants venus en grande majorité des régions conservatrices de la mer Noire et de l'Est du pays. Chaque année, 30 000 nouveaux arrivants viennent en effet gonfler les effectifs du lumpen-prolétariat de la vieille cité et s'agglutinent dans les bidonvilles (qui n'ont toutefois rien à voir avec la misère des banlieues d'Alger ou de Téhéran). Le vote RP traduit le désarroi socio-économique de ces couches de déracinés et de déshérités, le choc culturel face à un mode de vie citadin moderne basé sur le modèle occidental et un mode de consommation capitaliste auquel ils n'ont que très partiellement accès. L'implantation récente du RP dans le tissu historique de la ville se limite aux couches très conservatrices de petits et moyens commerçant (épiciers et semi-grossistes) séduits par l'opposition démagogique des islamistes à l'existence des taux d'intérêt. Son discours populiste à connotation de gauche, promettant l'instauration d'un «ordre juste», lui a sans doute valu des voix dans des quartiers ouvriers comme Kartal ou Beykoz, qu'il a arraché au SHP. Sa démagogie nationaliste pseudo-«anti-impérialiste» et le prestige

des «révolutions tiers-mondistes islamistes» contre l'«Occident impérialiste et chrétien», ainsi que le drame des Musulmans de Bosnie, lui font gagner des partisans dans la jeunesse radicalisée en quête d'idéal et d'identité.

Une partie importante de son soutien électoral est donc un vote populaire contestataire, plus qu'un vote d'adhésion à une idéologie.

Par ailleurs, c'est sans doute le basculement du vote kurde qui est responsable en grande partie du progrès du vote RP et de la déroute du SHP, autant dans la région kurde que dans des villes comme Istanbul ou Ankara. Si le vote RP traduit un vote refuge d'unité dans l'islam et donc d'un rejet du nationalisme du PKK pour les Kurdes de l'Est et du Sud-Est, il exprimerait plutôt paradoxalement un vote d'affirmation identitaire pour les Kurdes de l'Ouest du pays.

### Les raisons du vote RP

En tout état de cause, ce progrès du RP auprès des kurdes confirmerait que les partis du système, à droite comme à gauche, perdent leur emprise sur l'électorat kurde : celui-ci a préféré voter pour le parti qui semblait le plus en rupture avec le système et qui promettait de résoudre pacifiquement la question kurde. Il faut aussi y ajouter le poids traditionnel de l'islamisme dans la société kurde, encore fortement marquée par les résidus féodaux et claniques.

Les principaux partis de Turquie ont des profils, des programmes, des discours et des cadres qui se ressemblent tellement, que l'électeur ne voit plus la différence et s'en détourne, qu'ils soient au pouvoir ou dans l'opposition. Si le RP est le seul à progresser, c'est sans doute parce qu'il est aussi le seul à prétendre représenter une alternative globale et radicale au système et à permettre le «*changement*», ainsi qu'une gestion «*propre et non corrompue*». Autrement dit, c'est surtout l'absence d'une force de gauche cohérente qui a permis au RP de s'imposer et de combler le vide. Compte tenu du discrédit des principaux partis bourgeois, on peut même penser que si la progression du RP reste aussi «modeste» pour le moment, c'est sans doute en raison du rejet de son image trop islamiste et rétrograde par la majorité écrasante de la population. C'est cela qui explique aussi les tentatives de «rénovation» au sein du RP, qui a voulu modifier son image à la veille des élections (en recrutant, par exemple quelques femmes d'aspect moderne).

A Istanbul, le RP est confronté à plusieurs dilemmes qui risquent de lui être

fatals, comme cela a été le cas pour le SHP. Si sa gestion de la municipalité prend des allures idéologiques islamistes afin de satisfaire la frange intégriste, le RP se trouvera rapidement confronté à une opposition importante de la majorité de la population qui est hostile au discours intégriste et dont le mode de vie sera impossible à changer sans coercition. Or, tant qu'il n'accède pas au pouvoir au niveau du gouvernement, le RP n'en a pas les moyens.

Au contraire, l'appareil d'Etat pourrait même relayer et tenter de canaliser l'hostilité aux excès des islamistes, afin d'éviter une auto-organisation et une mobilisation populaires. A Istanbul, le préfet qui a le droit de destituer les maires, a déjà lancé un avertissement sévère aux maires RP au sujet de certains excès de leurs partisans et des déclarations triomphalistes de certains d'entre eux. Par ailleurs, Istanbul est une ville beaucoup trop importante au niveau international et touristique, pour que les «innovations culturelles» du RP passent inaperçues, sans provoquer des scandales et des tiraillements avec les ministres du Tourisme et de la Culture. Si la gestion du RP vise surtout à satisfaire en priorité les aspirations sociales de ses électeurs des banlieues pauvres, et prend une tournure populiste radicale, elle risque de se heurter à une forte résistance des forces économiques établies (grande industrie, secteur bancaire, entreprises étrangères, mafia) et pourrait tourner à la banqueroute économique, provoquant également une intervention de l'appareil d'Etat.

### **Nouvel «Empire ottoman»?**

Si, par contre, le RP adopte un profil bas et tente de passer des compromis même provisoires, avec les forces établies de la ville, dans le cadre d'une stratégie «étapiste», il risque alors de se laisser corrompre par la vieille cité, qui portait jadis le nom de Byzance... C'est ce scénario que semble vouloir privilégier le grand patronat, dont l'un des principaux représentants a déclaré «*la Turquie ne s'adaptera pas au RP, mais le RP s'adaptera à la Turquie*». Là est d'ailleurs la vraie question : le RP gardera-t-il son identité de parti radical islamiste voulant changer le système, ou se transformera-t-il en parti conservateur «démocrate-musulman» intégré dans le système ? Autrement dit, le RP au pouvoir se contenterait-il d'ajouter une dose accrue de conservatisme musulman au système en place (ce dont la grande bourgeoisie pourrait facilement s'accommoder), ou s'orientera-t-il au contraire vers un bouleversement radical pour instaurer une république islamique, ce qui

heurterait de plein fouet les intérêts des pouvoirs établis ?

Certes, comme le montre l'exemple iranien, il est clair que le «changement de système» des islamistes se limite à la superstructure politique et sociale et qu'il ne s'agit nullement d'une remise en cause du capitalisme, malgré tous les discours populistes et «anti-impérialistes». Parmi les bailleurs de fonds du RP se trouvent d'ailleurs l'Arabie saoudite et plusieurs capitalistes «islamistes» turcs, comme le patron de l'entreprise agro-alimentaire géante des Biscuits Ülker.

Mais le RP ne peut pas être considéré comme un simple parti bourgeois plus conservateur que les autres. Certes, les bourgeois et petits bourgeois musulmans conservateurs (et pas des dirigeants religieux comme en Iran), dominent sa direction historique. Les cadres intermédiaires sont des apparatchiks islamistes pragmatiques. A la base, cohabitent des militants intégristes radicaux, des notables conservateurs, de nouveaux électeurs plébéiens, des jeunes banlieusards en quête d'identité, des Kurdes conservateurs rejetés par les partis du système, tous ayant des aspirations différentes et parfois divergentes, mais se reconnaissant sous l'étiquette commune du RP. Le tout étant traversé par le jeu complexe des confréries et sectes islamiques.

Pour le moment, le RP a plutôt le vent en poupe et ce sont surtout les secteurs les plus radicaux qui donnent le la. En effet, les islamistes proclament qu'ils veulent créer une république islamique, un nouvel «Empire ottoman» qui prendrait sa revanche sur l'Occident et sur le régime républicain laïc, pour devenir à nouveau le «leader du monde musulman». L'islamisme turc, contrairement à l'islamisme arabe, a des accents nationalistes impériaux. Son projet implique également des changements radicaux dans la vie sociale et dans le fonctionnement de l'appareil d'Etat. Le passage d'une «démocratie bourgeoise» (si militariste soit elle) à une dictature islamiste théocratique ne serait pas sans conséquences pour le capitalisme turc, dont les structures et les relations sont totalement tournées vers l'Union européenne (plus de la moitié de son commerce extérieur) et qui a tout misé sur l'intégration à cette dernière.

Les islamistes radicaux poussent la direction du parti à la confrontation avec l'appareil d'Etat. Dans tous les domaines où l'Etat turc est en difficulté — contestation sociale, remise en cause du cadre culturel laïc par les faubourgs des grandes villes, tiraillements dans la politique extérieure — le RP se trouve aux premières loges. Il pourrait adopter une attitude

«révolutionnaire» et faire la jonction de ces quatre éléments en s'appuyant sur ses nouvelles conquêtes municipales : cela signifierait prendre la tête d'un mouvement radical remettant en cause le régime et où se retrouveraient pêle-mêle les Kurdes, victimes de la répression de l'Etat, les couches à faible revenus et les salariés menacés de licenciement, victimes des politiques d'austérité, les faubourgs des grandes villes, victimes de l'exode rural et de l'urbanisation sauvage, et enfin les couches déclassées de la population, cherchant refuge dans un passé ottoman mythifié et se retrouvant dans un anti-occidentalisme, hargneux avec le drame bosniaque pour exutoire.

### **Affronter l'Etat ?**

Certains signes montrent que le RP (en tout cas, sa base et ses cadres intermédiaires) pourrait être tenté de choisir cette voie. Des grèves ont éclaté contre les mesures d'austérité à Konya, or cette ville, totalement dominée par le RP, n'est pas connue pour son militantisme ouvrier. Le maire de Karabük l'un des deux bassins charbonniers menacé de fermeture, est un militant RP, qui a déjà annoncé son intention de soutenir à fond l'action des mineurs de sa ville. Prétextant de fausses rumeurs selon lesquelles 5 000 musulmans auraient été tués à l'arme chimique par les Serbes à Gorazde, plusieurs dizaines de milliers d'intégristes ont manifesté à Istanbul, à Ankara et dans plusieurs autres villes de Turquie le 10 avril, avec des slogans comme : «*L'islam vaincra*», «*l'armée doit aller en Bosnie*», «*l'ONU est une organisation terroriste*» ou encore «*A bas la dictature laïque*».

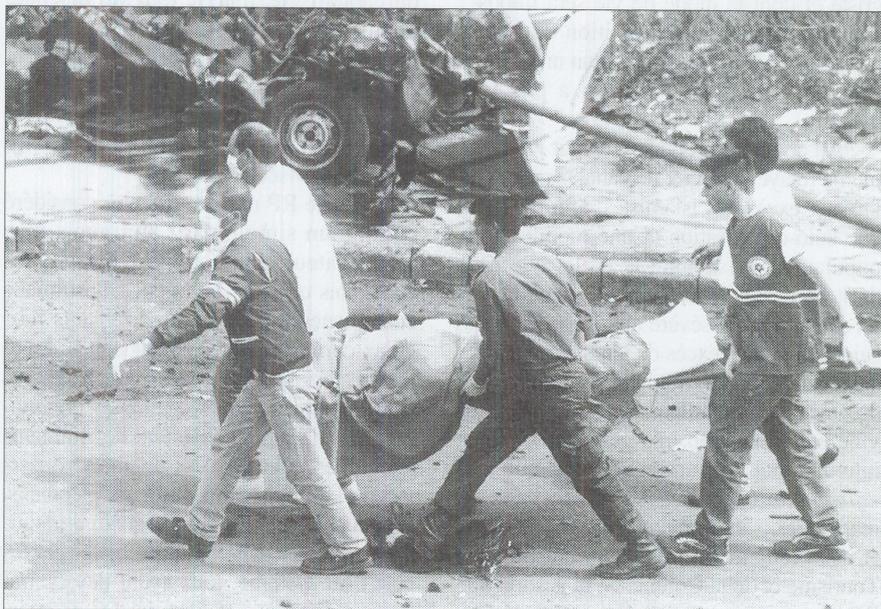
Mais le RP n'a pas encore un rapport de forces lui permettant de sortir victorieux d'une telle confrontation avec l'appareil d'Etat et l'armée. Sa direction est donc prise entre, d'une part, les pressions de sa base radicale qui veut en découdre avec le régime laïc, et de l'autre, la nécessité de montrer patte blanche à l'establishment politique et économique, afin de le rassurer et gagner le temps nécessaire pour asseoir le pouvoir du RP sur ses récentes conquêtes municipales et préparer les prochaines étapes de sa marche vers le pouvoir politique.

Si le gouvernement de Tansu Ciller perdait le contrôle de la situation, l'armée pourrait être tentée d'intervenir, avec la bénédiction de la grande bourgeoisie et des secteurs laïcs de la population, effrayés par les «barbus». ★

Istanbul, 20 avril 1994

# Un autre dialogue

A l'heure où doit avoir lieu, au Caire, la signature des accords israélo-palestiniens, notre collaborateur Salah Jaber a organisé un « autre dialogue israélo-palestinien », en réunissant à Paris deux militants de gauche : Adel Samara et Michel Warschawski. Adel est rédacteur en chef de *Canaan*, le principal organe de l'opposition palestinienne de gauche dans les Territoires occupés. Michel est un fondateur de la Ligue communiste révolutionnaire (Matzpen) et directeur du Centre d'Information Alternative de Jérusalem.



**Salah JABER :** Les réactions de la gauche palestinienne et israélienne ont été différentes par rapport à l'accord de Washington, peut-on expliquer cela par la différence de l'environnement politique ou existe-t-il un désaccord substantiel qui est apparu dans le sillage de cet accord ?

**Adel SAMARA :** Les différences ne sont pas dues à l'environnement politique. Du côté israélien il y a une partie de la gauche qui soutient l'accord, comme il existe une gauche qui est en désaccord avec l'accord. C'est le cas aussi du côté palestinien. Je pense qu'il existe plusieurs raisons théoriques qui sont derrière ces positions. Il y a beaucoup de gens au Moyen-Orient et dans le monde entier qui caractérisent la période actuelle comme une période de défaites et ils en concluent qu'il n'y aurait aucune possibilité pour s'opposer à un accord imposé par l'impérialisme. Ce qui explique la faible disposition de ces courants à combattre l'accord.

L'autre point est que les organisations de gauche qui ont une implantation de masse dans les Territoires occupés sont contre l'accord, par contre les petites organisations qui n'ont aucune base se sont précipitées pour le soutenir. A titre d'exemple le Front populaire de libération nationale de Georges Habache est contre l'accord tandis que des petites organisations comme le traditionnel Parti communiste ou Fida, la scission du Front démocratique soutiennent l'accord.

cratique soutiennent l'accord.

**Michel WARSCHAWSKI :** Je pense que le débat que nous avons eu et qui a traversé nos propres organisations ne se rapporte pas à la nature de l'accord. La discussion est plutôt sur la façon de formuler notre position vis-à-vis de l'accord dans notre travail de masse.

Aussi bien au sein de la société palestinienne que parmi la partie progressiste de la société israélienne il existe des illusions sur cet accord. Comme Adel l'a mentionné, par désespoir et par sentiment d'incapacité, ou par conviction réelle qu'il s'agit d'un accord qui pourrait être un pas vers

**«...il ne faut pas se focaliser sur la question du soutien ou du refus de l'accord, mais présenter les conditions de la paix et développer la mobilisation autour d'elles...»**

une issue progressiste aux négociations. C'est pourquoi nous pensons — et la gauche palestinienne pourrait faire le même choix, à sa façon et avec ses propres revendications — qu'il ne faut pas se focaliser sur la question du soutien ou du refus de l'accord, mais présenter les condi-

tions de la paix et développer la mobilisation autour d'elles. Ou bien ces mobilisations pourront changer la nature de cet accord et le transformer en un pas positif, ou, ce qui était plus probable, et ce qui est arrivé, elles seront confrontées aux limites de cet accord et prouveront ainsi qu'il ne représente pas un pas en avant.

Dans notre déclaration publiée au cours de la première semaine de septembre nous avons formulé toutes nos propositions au conditionnel : «*Si les accords d'Oslo ne touchent pas aux colonies, ils n'auront aucune chance de représenter un premier pas vers la paix ; Il n'y aura pas de changement radical dans les Territoires occupés sans le retour de tous les déportés...*» Maintenant il est clair, que ces solutions ne sont pas adoptées parce que les Israéliens ne voulaient pas les prendre en considération. Cet accord ne répond ni aux attentes de centaines de milliers de Palestiniens, ni à celles de centaines de milliers d'Israéliens.

**S.J. :** Je pense que ce qui vient d'être dit rend le débat sur l'accord plus clair. Comme première réaction à la formulation de la position exprimée par Michel, il me semble correct d'aborder la question sous cet angle pour la gauche israélienne. Mais du côté palestinien, il semble impossible de formuler les choses en termes de suppositions car la réponse était déjà connue du fait de la nature de la direction d'Arafat et de la façon avec laquelle cette direction

a signé l'accord derrière même le dos de ses propres représentants dans les Territoires occupés.

**A.S :** Quel est le rôle de la gauche palestinienne ? Est-ce d'essayer de trouver ce qui est positif dans l'accord ? Si la gauche palestinienne continue à adopter cette démarche, cela veut dire qu'elle continue à suivre Arafat comme ce fut le cas avant. A mon avis il est temps d'abandonner cette forme de relation, la gauche doit chercher son propre programme.

**M.W :** Adel est convaincu, et je suis convaincu aussi, que cet accord ne peut en aucune manière aboutir à l'indépendance palestinienne. Ces accords c'est comme un train qui va à Tel Aviv, mais qui peut être détourné à n'importe quel moment. Il est possible d'affronter telle situation d'une manière positive en mettant à l'ordre du jour des revendications concrètes et des mobilisations susceptibles de réaliser ou mettre à l'épreuve notre démarche.

**S.J :** Les deux principaux points du débat sont : Est-il possible de travailler dans le cadre de ces accords ou faut-il les combattre ? Ces accords constituent-ils un pas en avant, ou représentent-ils une sorte d'autolimitation que s'est imposée la direction palestinienne sous la pression du gouvernement israélien et des Etats-Unis ? A ce niveau, je pense qu'après le massacre d'Hébron, nous pouvons essayer de dresser un bilan de la position de l'OLP : elle est aujourd'hui prisonnière de ces accords, Rabin d'ailleurs a déclaré : *«Vous avez signé. Vous ne pouvez pas mettre la question des colonies sur la table aujourd'hui, et la discussion sur le transfert des colonies est hors sujet. Vous ne pouvez discuter que les choses qui sont évoquées...»*

Le deuxième élément de notre débat se rapporte à la question des rapports avec l'OLP. Ma position est la suivante je pense qu'on ne peut pas avoir une attitude similaire vis-à-vis de l'OLP des deux côtés de la «ligne verte». En Israël on ne peut pas dire «A bas l'OLP !» ou des choses similaires, mais d'un autre côté la gauche israélienne ne doit pas critiquer la gauche palestinienne pour sa position critique vis-à-vis de la direction de l'OLP. Je pense que si la gauche palestinienne n'avait pas adopté la position actuelle, la seule réelle opposition sur le terrain aurait été celle des intégristes musulmans Hamas. Ils auraient dénoncé cet accord comme une trahison des droits élémentaires, une autolimitation qu'on s'est imposée, une capitulation de Arafat — et c'est ce qu'ils n'arrêtaient pas de dire depuis des années. Et s'ils auraient été les seuls à le dire, le résultat aurait été plus désastreux qu'il ne l'est aujourd'hui. Nous

somme d'accord que le progrès de Hamas n'est pas un facteur positif. Mais si la gauche palestinienne continue à apporter son soutien à la direction de l'OLP, comme se fut le cas dans le passé, cela ne peut que renforcer Hamas. L'important aujourd'hui ce n'est pas de combattre l'accord en tant que tel, mais de continuer la lutte pour les droits des Palestiniens, pour le démantèlement des colonies, pour le retrait de l'armée israélienne.

**A.S :** Les gens qui sont contre l'accord n'ont pas la possibilité d'expliquer leur position au même titre que le Fatah. En effet la démocratie israélienne n'est pas en vigueur dans les Territoires occupés, et si l'exception existe elle n'est valable que pour les supporters des accords et non pas pour ceux qui les rejettent. Il est important de souligner cela, car les médias internationaux présentent les choses différemment.

**«...s'il existe des points sur lesquels l'accord permette aux masses palestiniennes d'avancer, nous devons en profiter sans pour autant accepter l'accord en tant que tel...»**

La gauche doit continuer à développer son programme social et sa compréhension de la situation dans les Territoires occupés. Elle ne doit pas se limiter à la question des accords. Et s'il existe des points sur lesquels l'accord permette aux masses palestiniennes d'avancer, nous devons en profiter sans pour autant accepter l'accord en tant que tel. Si la gauche a une chance d'être représentée dans les conseils municipaux, pourquoi pas ? Mais nous ne devons en aucun cas exprimer notre soutien à l'accord parce qu'il nous offre ces possibilités.

Concernant l'OLP il faut différencier sa direction, qui a signé l'accord, de ses militants de base. Si l'OLP demeure prisonnière de la direction d'Arafat, je pense que la gauche doit commencer à développer son propre front. Par cela, j'entends lutter pour la direction des masses palestiniennes et de leurs combats, aussi bien dans les Territoires occupés qu'à l'extérieur. La chose la plus importante aujourd'hui pour la gauche est d'avoir son propre programme, tout en continuant à revendiquer et à défendre la charte palestinienne. Il est clair aussi, que la direction de l'OLP autour d'Arafat est finie, et nous

devons renoncer à la soutenir. Cette direction est aujourd'hui prisonnière d'Israël et il y a une nette autonomisation des masses vis-à-vis de cette direction.

**M.W :** Le succès le plus important pour Israël, est d'avoir obtenu la transformation de l'OLP en une force politique. Ils ont essayé il y a dix ans de construire une direction indépendante de l'OLP, et contre elle, mais jugeant cette solution impossible ils ont fini par trouver une meilleure en faisant de l'OLP de l'extérieur la direction de l'«intérieur». Le plus grand exploit de l'OLP était le fait qu'elle représentait l'incarnation de la question nationale palestinienne. La prochaine étape va être de constituer deux «OLP», et cela constitue une catastrophe pour le peuple palestinien. Une OLP de l'«intérieur», celle qui est basée aujourd'hui à Tunis, et une deuxième de l'«extérieur», qui aujourd'hui est dans les Territoires occupés ou pas, et qui continuera à représenter la question nationale palestinienne d'une façon globale et non pas uniquement celle des résidents de la bande de Gaza et de Cisjordanie.

Durant ces derniers mois, surtout après le massacre d'Hébron, l'idée était répandue parmi les courants politiques palestiniens, parmi les faiseurs d'opinion palestiniens, et aussi parmi une frange des progressistes israéliens (dont l'audience est plus importante que celle de Matzpen) que le principal problème du mouvement palestinien était le manque de soutien de la part des Etats arabes face aux diktats israélo-américains, et qu'il doit changer sa politique en conséquence. Si l'option arabe est fermée, l'option de l'Intifada est loin de l'être Je dois dire, à titre d'autocritique, qu'on a découvert ses formidables potentialités. Après le massacre d'Hébron, 29 palestiniens ont été assassinés. Et vous avez une explosion, les gens n'ont peur de rien. Cela me rappelle les premiers jours de l'Intifada. C'est là où réside le crime de la direction palestinienne. Je suis convaincu si, un jour après le massacre, la direction de l'OLP ou n'importe quelle autre autorité palestinienne avait dit *«Nous devons refuser le couvre-feu, il n'y aura pas de couvre-feu»*, tout le monde serait descendu dans la rue. Les organisations palestiniennes à travers leurs tracts ont réagi comme si elles exprimaient leur solidarité avec le peuple palestinien (et non pas comme sa propre direction). Il y a encore une énergie formidable parmi les masses des Territoires occupés qui n'est mise à profit ni pour soutenir l'option palestinienne dans les négociations ni pour s'affronter à la ligne de l'OLP dans les négociations. Cette énergie est gaspillée mais existe.

**S.J :** Quel est votre jugement sur la ligne suivie par la direction de l'OLP aujourd'hui, dans le cadre du massacre d'Hébron ? Ils ont signé un accord avec Israël qui conduira à la mise en application de l'accord de Washington...

**M.W :** James Baker a déclaré : «*ou vous prenez le train ou vous restez sur le quai.*» L'OLP a accepté cette conception, elle a connu des crises et elle continuera à en connaître. Cette situation ne déplaît guère à Israël, qui sait pertinemment que le temps joue en sa faveur. Jérusalem est devenue une ville complètement juive, la région du grand-Jérusalem s'intègre de plus en plus à Israël, elle est de plus en plus colonisée et de plus en plus intégrée à travers un réseau d'autoroute.

Le problème — pour Rabin certainement, mais aussi pour Arafat qui adopte la même logique — est d'ordre arithmétique. Il faudrait diviser les masses, chaque victoire palestinienne est comptabilisée comme une défaite israélienne. Un massacre se paye. C'est pourquoi aussi bien la gauche que la droite israélienne pensent que parce que 40 palestiniens ont été massacrés, le prix à payer sera de 40 ou 60 ou même 600 policiers palestiniens supplémentaires et 500 prisonniers de plus à libérer. Si les palestiniens demain font une erreur, ils seront en contrepartie obligés de céder quelques kilomètres carrés autour de Jéricho.

C'est la logique bornée de ces négociations qui s'impose aujourd'hui. Je pense que les Israéliens vont introduire quelques amendements sur l'accord concernant Hébron, et quelques petits changements concernant les colonies à Hébron. Mais cela ne sera pas accepté par la population palestinienne en Cisjordanie. Ce qui va certainement renforcer l'opposition à Arafat, sans pour autant remettre en cause les accords. Je pense encore que l'option Arafat dominera tant que une alternative à sa direction ne verra pas le jour.

La large opposition à Arafat qui est enracinée dans les masses — Hamas d'un côté et la gauche radicale de l'autre — qui est active en tant qu'opposition critique, est incapable aujourd'hui de développer une stratégie alternative, susceptible de mobiliser le potentiel combatif. Elle est incapable de développer une action cohérente. Ce qui est développé aujourd'hui c'est plutôt une action contre l'occupation, une réaction à la politique israélienne dans les territoires, des blagues et des articles attaquant Arafat, mais cela est loin de générer une direction alternative. Quand des dirigeants palestiniens disent aujourd'hui que l'Intifada doit se développer ils doivent traduire cela en perspective

concrète compréhensible par les masses.

**A.S :** D'abord je suis d'accord avec Michel, quand il évoque le potentiel combatif des masses palestiniennes. Ensuite je voudrais souligner que depuis que Rabin rejette tout amendement aux accords d'Oslo, il confirme lui même qu'il n'y aura pas de développement positif des accords.

En ce qui concerne le futur, il est clair que la direction de l'OLP est prisonnière du gouvernement israélien et des Etats-Unis. Cette situation n'est pas le fruit de Madrid mais c'est le produit d'une longue histoire qui s'est développée essentiellement depuis 1982, quand Arafat a quitté Beyrouth pour le Caire, alors que l'Egypte venait de signer un accord de paix avec Israël, montrant ainsi jusqu'où il pouvait aller dans la capitulation. En revanche, Arafat restera le chef d'une grande organisation enracinée dans la communauté palestinienne, tant qu'une majorité de cette communauté ne s'apercevra pas qu'Arafat et sa direction sont finis.

Je suis d'accord aussi pour dire que l'opposition ne s'est pas cristallisée en tant qu'alternative avec un programme propre. La gauche jusqu'à présent a été incapable de définir un nouveau programme pour la nouvelle période. Que ce soit en créant une

**«...si la gauche palestinienne continue à apporter son soutien à la direction de l'OLP, cela ne peut que renforcer Hamas...»**

nouvelle direction de l'OLP ou une nouvelle OLP, ou encore un Front de la gauche contre les accords. Actuellement ce qui est inquiétant est que la forme la plus importante de lutte qui attire la sympathie de la majeure partie de la population ce sont, par exemple, les actions violentes pratiquées par Hamas. Même quand la gauche prend la responsabilité de certaines actions ou initiatives les médias en Israël attribuent cela à Hamas, cherchant ainsi à renforcer l'idée selon laquelle la seule opposition aux accords est aujourd'hui une opposition sur une base religieuse.

Je crois que l'accord comme il se présente aujourd'hui sera appliqué car l'opposition est incapable de le stopper. Plusieurs débats traversent à l'heure actuelle la gauche qui rejette l'accord, certains pensent qu'il faudra participer aux prochaines élections législatives en Cisjordanie et dans le bande de Gaza (prévues dans l'accord). La majorité est pour le boycott

de ces élections, mais je pense que ce point doit être clarifié et expliqué dans le programme social du front du refus et spécialement dans le front de la gauche. Jusqu'à maintenant ceci n'a pas été fait, je crois que le temps est venu.

**S.J :** Tant la gauche sioniste que la droite palestinienne, essayent de répandre l'idée selon laquelle le gouvernement Rabin espère conduire ce processus à la solution des deux Etats, mais qu'il faudra du temps pour réaliser ce projet...

**M.W :** Il s'agit de la ligne de clivage la plus importante dans le mouvement de paix en Israël. Le principal courant de ce mouvement voit dans le Parti travailliste l'incarnation de ses aspirations. Il soutient le gouvernement car ce dernier consacre une solution pacifique au conflit israélo-palestinien. Par contre ils critiquent vigoureusement toute opposition au gouvernement sous prétexte que s'y opposer serait s'opposer à la paix. Notre conception est diamétralement opposée. C'est à Rabin de prouver son intention de traduire les accords d'Oslo en véritable paix israélo-palestinienne. Premièrement à cause de sa biographie personnelle, deuxièmement, parce que l'accord lui même ne mentionne pas les choses clairement, troisièmement — et c'est la chose la plus importante — parce que toute la politique adoptée par le gouvernement confirme la lecture pessimiste de l'accord. Le gouvernement israélien a deux positions, celle de Rabin et celle de Péres. La conception de Péres n'aborde pas le problème des Palestiniens, c'est une conception autour du rôle d'Israël, c'est une vision économique du développement d'Israël, compte tenu du «nouvel ordre mondial», de la fin de la «guerre froide» et de la fin de la période du nationalisme arabe. Mais Rabin et ses amis ne sont pas les représentants authentiques du capital israélien. Ce sont les représentants du grossier mouvement sioniste de 1948 et de l'armée. C'est pourquoi ils ont signé l'accord. Rabin n'est pas un idéologue, c'est un homme pragmatique, il ne voudrait pas d'un Etat palestinien, mais il n'a rien contre par principe.

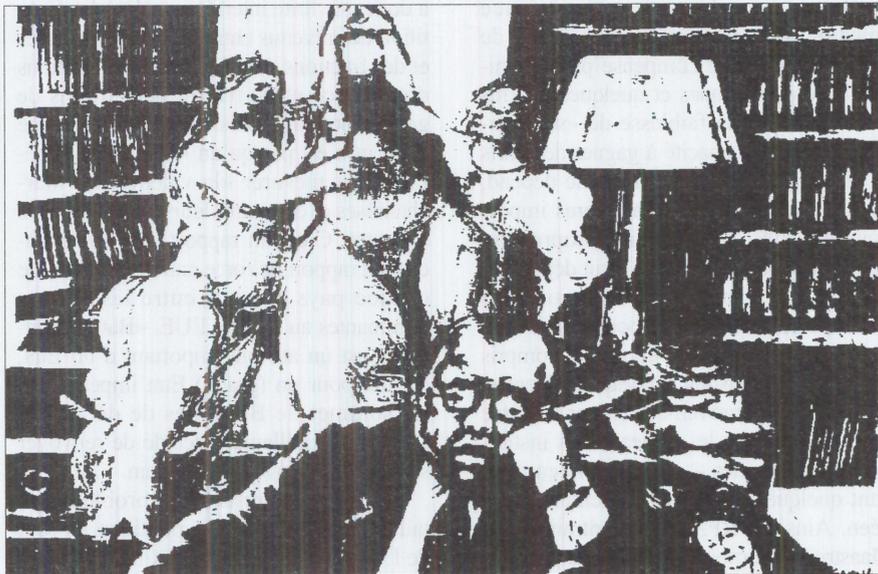
Matzpen a décidé après les accords d'Oslo, d'exprimer clairement dans le mouvement de paix son opposition au gouvernement. C'est la ligne de démarcation. Notre principale tâche est de créer un mouvement d'opposition au gouvernement, parce que ce gouvernement ne conduit pas à la paix. Nous disons donc : «*Vous pouvez penser ce que vous voulez des accords d'Oslo, mais ce gouvernement n'est pas un artisan de la paix.*» ★

**Propos recueillis à Paris,  
le 10 avril 1994**

# Mouvement ouvrier et crise de l'UE

L'éveil, depuis la moitié de l'année 1992, des opinions publiques face à l'Union européenne (UE) constitue un fait politique nouveau de première importance. Le traité de Maastricht, signé en février 1992 et taillé sur mesure pour le grand capital, devait marquer le «grand bond en avant» de l'unification européenne : du Marché commun à l'union politique et monétaire. A peine signé, le traité entra en crise.

François VERCAMMEN



DOSSIER

Les référendums danois (juin 1992) et français (septembre 1992) démontraient la légitimité limitée dont jouissait la Communauté européenne (CE) auprès des populations. Les explosions sociales en Grèce (au cours de l'été 1992) et en Italie (octobre 1992) furent les premières à se heurter aux «critères de convergences» — les «normes» contenues dans le traité portant sur le taux d'inflation, le déficit budgétaire, la dette publique, les taux d'intérêts à court et à long terme — au nom desquels les gouvernements justifiaient leur politique brutale d'austérité. En septembre 1992, la première grande crise du Système monétaire européen (SME) montrait le peu de cas que les bourgeoisies européennes faisaient de l'accord qu'elles venaient tout juste de conclure. Cette division au sein du grand capital européen ne faisait que confirmer les rivalités qui avaient déjà poussé l'Allemagne, la France et la Grande-Bretagne à intervenir, chacun de son côté, dans une Yougoslavie en crise afin d'y élargir leur propre zone d'influence. La conjugaison de ses trois crises ont constitué un tournant politique radical pour la CE (devenue depuis Union européenne, UE).

Depuis lors, l'UE frôle périodiquement la catastrophe : au lieu de se rapprocher des «normes», on s'en éloigne ; au lieu de converger, les politiques divergent. Il y a un gros problème de crédibilité et de fond. Derrière ses multiples crises se profi-

lent les contradictions fondamentales de l'UE. Elles se trouvent aggravées par la longue dépression économique, mais c'est surtout la tentative volontariste de passer d'une zone de libre-échange à une union politique-étatique qui est le moteur de la crise actuelle.

## L'impossible harmonisation

L'Acte unique (adopté en 1985 et entré en vigueur en 1993) signifie le parachèvement d'un grand marché où circulent librement capitaux, marchandises et main d'oeuvre. Le traité de Maastricht (adopté en décembre 1991, signé en février 1992 puis officiellement mis en application en novembre 1993) vise, pour sa part, à la constitution, par étapes, d'une Union sur le plan monétaire et politique. Entre les deux il semble y avoir un lien logique, le second découlant du premier : la monnaie unique favoriserait les échanges commerciaux et la circulation des capitaux ; la citoyenneté européenne compléterait la circulation de la main d'oeuvre ; la centralisation de l'appareil policier (Schengen) et militaire (l'Union de l'Europe occidentale, UEO, et l'eurobrigade) harmoniserait le bon fonctionnement de l'espace européen.

Il n'en est rien, car, le traité de Maastricht place l'unification européenne d'emblée sur un tout autre plan, celui de la création d'un embryon d'appareil d'«Etat supranational». De ce fait, il induit, par en

haut, deux fortes sources de tension.

En premier lieu, il enlève aux Etats nationaux une part de leur prérogatives. Les Etats nationaux, quoique fortement délégitimés, continuent à jouer un rôle décisif pour garantir la cohésion sociale et la reproduction des conditions générales du fonctionnement du capital. Ainsi, cet appareil d'Etat européen apparaît à la fois comme indispensable et irresponsable.

Contradiction donc, qui — en deuxième lieu — est aggravée par le fait que ce (proto-)appareil d'Etat européen intervient par la *contrainte* pour «harmoniser» certaines conditions financières et politiques dans l'ensemble des pays membres de l'UE. Or ceux-ci sont le produit d'un développement très inégal, d'une histoire longue de deux, voire plusieurs siècles, et de l'histoire «politique» immédiate. D'énormes intérêts économiques et géopolitiques sont en jeu. Le caractère explosif de ces contradictions interimpérialistes a été mis en évidence par deux guerres meurtrières en 30 ans. Ces contradictions n'ont pas disparu même si leur forme a évolué par l'interpénétration accrue de leurs économies et l'europanisation partielle de certains secteurs du grand capital.

Ainsi, la forte et indiscutable volonté de la grande bourgeoisie de développer l'unification européenne — y compris sur le plan supra-national — se heurte à l'hétérogénéité des situations nationales.

Les exportations manufacturières britanniques s'écoulent désormais en majori-

té sur le continent européen, même si la majorité des profits des compagnies financières et industrielles britanniques proviennent toujours de l'extérieur de l'UE. Cela permet une belle entente «libre-échangiste» avec l'Allemagne qui reste au premier rang mondial en matière d'exportation de ses biens manufacturiers. La France constitue une puissance économique de seconde zone. Elle compense par des initiatives diplomatiques et quelques guerres post-coloniales la faiblesse de «ses marchandises». Sa capacité à gagner des parts de marché dans l'arène mondiale dépend, plus que pour les autres membres importants de l'UE, de son poids proprement politique (ce que de Gaulle avait déjà compris). D'où l'insistance française sur l'Europe politique, que la bourgeoisie allemande ne récuse point, elle qui a compris que, pour des raisons historiques récentes, il lui faut impérativement draper sa force économique dans les oripeaux des institutions européennes — y compris en donnant quelque pouvoir au Parlement européen. Ainsi, la RFA a été contrainte, par Maastricht interposé — et sous la pression française — de donner une preuve de sa loyauté à l'Europe politique : le Deutsche mark constituera l'ancrage de la future monnaie unique et sous contrôle communautaire. Mais ce n'est qu'une promesse : la RFA ne se pliera pas au passage «automatique» (pourtant inscrit dans le traité, si les «critères de convergence» sont rencontrés) à la monnaie et la banque uniques. Elle jugera politiquement, car la RFA louche aussi vers l'Est. Non pas pour torpiller l'UE, déterminante pour son commerce extérieur, mais pour gagner l'UE à sa propre perspective, à savoir disputer au Japon et aux Etats-Unis les marchés (encore largement potentiels) de Prague à Vladivostok. Et jusqu'à nouvel ordre, cela signifie la maîtrise complète, sur le plan national, de tous les instruments économiques et étatiques.

On pourrait multiplier les exemples.

Pour en citer un autre, le capitalisme allemand a eu la force économique et politique d'intégrer dans son appareil d'Etat et même dans ses entreprises (le *mittbestimmung*) ce qui constitue certainement le mouvement ouvrier le plus nombreux et le mieux organisé de la planète. Le patronat français, pour sa part, n'y a jamais pensé. Et la classe dominante anglaise est prête à tout pour garder «l'avantage comparatif» que lui procure la défaite brutale que Thatcher a infligé au mouvement syndical.

Mais c'est certainement autour de la monnaie unique — à la fois puissant symbole et véritable enjeu — que les contradictions de l'unification européenne se concentrent actuellement. La monnaie

unique favoriserait certainement les échanges commerciaux et financiers. Mais elle implique au préalable une harmonisation de la politique budgétaire, fiscale et financière. Ce qui met sur le tapis une bonne partie de la politique sociale et économique des gouvernements de l'UE. Il y a donc une forte interférence dans la répartition des revenus entre les classes sociales et des fractions de celles-ci. Les conditions d'existence et de travail de millions de gens en sont affectées. La preuve donc que l'argent n'est pas qu'un «équivalent général» pour mesurer «la valeur» des marchandises et comparer leurs prix d'un pays à l'autre. C'est un rapport social, c'est-à-dire un rapport de force entre les classes de chaque pays et aussi entre les classes dominantes au sein de l'UE. «Battre monnaie» est un attribut important d'un Etat, surtout pour un (grand) Etat impérialiste. Le sommet de Bruxelles de décembre 1993 a tranquillement décidé de renvoyer sa réalisation au siècle prochain.

Il y a derrière cela un problème de taille : celui du pouvoir politique au sein de l'UE. Les Etats nationaux ne répondent déjà plus entièrement au besoin du capital multinational d'Europe. Il y a urgence à créer de nouveaux instruments politico-étatiques sur le plan international. Mais on est très loin de la formation d'un véritable Etat européen. En réalité, il n'existe pas de Nation européenne. L'internationalisation des bourgeoisies de l'UE se situe d'emblée au-delà de l'Europe et on ne s'achemine pas vers une bourgeoisie européenne unifiée. Par ailleurs, il n'y a pas un sentiment national-européen en positif parmi les populations d'Europe même s'il existe une certaine conscience embryonnaire allant dans ce sens par le jeu des contrastes (c'est-à-dire par des comparaisons furtives avec le Tiers-monde, le Japon et l'*american way of life*).

La crise de l'unification politique, incarnée par le traité de Maastricht, perdurera parce que ses contradictions sont insurmontables à court terme.

## En panne

De l'enlisement, voire de l'échec de Maastricht ne découlerait pas le simple retour en arrière vers l'Acte Unique (de 1985), voire le traité de Rome (de 1958), ou pire, vers la dislocation de l'UE et le protectionnisme national. Il existe en fait un double frein cohabitant avec la rationalité économique d'ensemble qui pousse aujourd'hui aux regroupements régionaux dans le monde.

D'abord, dès la fin de la deuxième guerre mondiale, l'unification européenne a d'emblée combiné des mesures écono-

miques et politiques, à commencer par le Plan Marshall. Il existe donc une tradition de la coordination intergouvernementale avec des implications économiques contraignantes quoique sans transfert de souveraineté nationale. Cette tradition s'incarne dans une interminable série de «lieux européens», importants ou vides de sens selon le cas, mais qui tous symbolisent cette idée, sélectionnent un personnel politique (une «élite»), et préparent cette perspective.

On ne peut exclure le risque d'une dislocation de l'UE, car des ruptures d'équilibre liées notamment aux effets sociaux et politiques non maîtrisés, engendrés par l'onde longue dépressive, sont possibles. Mais ce risque serait plutôt lié à la possibilité d'une catastrophe économique ou militaire sur le plan international ; ou bien il serait le résultat d'un bouleversement social dans un (ou plusieurs pays) de l'UE.

Ensuite, l'interpénétration des économies des pays de l'UE a franchie une étape où la dislocation éventuelle de l'UE signifierait d'emblée la dislocation des économies nationales constitutives de l'UE. Pour presque tous les pays de l'UE — tant les grands (Grande Bretagne incluse) que les petits — le grand marché présente une nécessité objective évidente. D'où la capacité, manifestée jusqu'à présent par la Commission et le Conseil des Ministres, à gérer la situation précaire par des formules institutionnelles intermédiaires.

L'UE constitue une structure complexe : «une zone de libre échange (très ouverte vers l'extérieur) dirigée par des institutions inter-gouvernementales (qui en constituent le centre de gravité) et un début d'appareil d'Etat supranational.»

Dans ce cadre, il y a des débats et des luttes politiques incessants.

Il existe des forces politiques bourgeoises qui, agissant pour leur propre compte, proposent une réorganisation de l'UE sur la base d'une confédération lâche entre Etats nationaux et l'annulation du traité de Maastricht. Mais ces courants sont nettement minoritaires au sein de la grande bourgeoisie. Même la classe dominante britannique ne s'oppose plus en principe à la monnaie unique. Le vrai débat au sein du grand capital d'Europe porte très pragmatiquement sur la synchronisation possible entre la mise en place d'institutions politico-économiques étatiques et l'harmonisation des économies réelles des principaux pays.

Pour le moment, cela a débouché, au sommet de Bruxelles de décembre 1993, sur un nouveau consensus tout aussi précaire que le précédent : on reporte les échéances de l'union monétaire, le jeu des mécanismes de marché devant opérer

préalablement, pendant une certaine période, les réajustements indispensables des structures économiques, sociales, et politiques des principaux pays membres.

Cette adaptation tactique a impliqué une distanciation entre la France et la RFA (déjà amorcée lors de la crise monétaire de l'été 1993), et un rapprochement certain entre la RFA et la Grande Bretagne.

Formellement les accords sur l'union monétaire n'ont été ni révisés ni abolis. Les bourgeoisies européennes n'étaient pas prêtes à admettre publiquement leur échec. Elles étaient de toute façon intéressées à imposer les conclusions antisociales découlant du traité.

### Sur le fil du rasoir

Cette nouvelle ligne de conduite ne sera pas non plus sans risques pour la cohésion de l'UE. Elle renforce l'absence de définition politique. Elle créera aussi, fût-ce d'une manière plus diluée, des tensions politiques entre Etats membres, comme le montre déjà l'impasse sur l'élargissement de l'UE aux pays nordique et à l'Autriche. L'étouffement de l'Europe sociale peut être lourd de conséquences pour les rapports capital-travail dans tous les pays de l'UE.

Les bourgeoisies, épaulées par leurs gouvernements, navigueront donc à vue. Elles n'échapperont pas, à court terme, à plusieurs problèmes épineux, directement liés à la vie de l'UE : l'élargissement de l'UE et ses conséquences ; les liens avec l'ex-URSS et les pays de l'Est ; la réorganisation constitutionnelle de l'UE (1996) ; les échéances précises du traité de Maastricht et des différents traités parallèles (dont l'accord de Schengen, la réforme de l'UEO etc.). Poussés par les soubresauts de la conjoncture politique difficile dans le monde et dans chaque pays de l'UE, elles peuvent décider de trancher dans le vif et même choisir la fuite en avant, quitte à ouvrir une crise entre eux et/ou à affronter la classe ouvrière. Des événements extérieurs peuvent en fournir l'alibi, comme la guerre du Golfe, avortée, en a fourni quelques indications.

La lutte pour une alternative implique une bataille idéologique, politique et organisationnelle contre la social-démocratie. Celle-ci a épousé la politique d'austérité sévère du capitalisme, en n'hésitant pas à infliger des défaites à la classe ouvrière. Sur le plan de l'Europe, son rôle a été

moins brutal mais tout aussi pernicieux : elle a diffusé, avec succès, une idéologie «européaniste» auprès des cadres du mouvement ouvrier et syndical qui a identifié la sortie de la crise à une allégeance à la Communauté européenne.

Ses sentiments pro-européens ont surgi après la seconde guerre mondiale. Mais jusque dans les années 70, ils étaient subordonnés à l'américanisme et à la «solidarité atlantique». L'affaiblissement de l'impérialisme américain sur le plan économique et moral — depuis la guerre au Vietnam — et l'aggravation de la crise (la récession de 1980-1982) ont porté la social-démocratie vers un «européanisme militant». La social-démocratie est, certes, intégrée dans l'Etat bourgeois national et liée à «sa» bourgeoisie, mais à l'époque du



capitalisme mondial, elle doit miser à fond sur la bourgeoisie la plus forte, celle qui est à même de lui garantir la paix, la démocratie et la prospérité.

Le parti de l'«American way of Life» des années 1920-70 est devenu celui du «tout Europe». C'est à la fin des années 80, que la social-démocratie a soudé sa politique libéralo-monétariste à la «contrainte extérieure» (la CE/UE). Du coup, elle a pris la tête d'une formidable campagne idéologique menée par les élites étatique, politique, universitaire et médiatique de la bourgeoisie.

L'idéologie social-démocrate s'appuie plus particulièrement sur deux piliers. D'une part, elle attribue à l'Europe des vertus quasi-naturelles de paix, de démocratie et d'humanisme. Ces affirmations sont nettement contredites par les faits

têtus de l'histoire récente : les expéditions coloniales et l'esclavage ; les deux guerres «mondiales» ; les tentations récurrentes de recourir à des régimes autoritaires (dont le fascisme) ; l'invention des camps de concentration (depuis la fin du XIXe siècle en Afrique du Sud) ; plusieurs génocides (anti-noir, anti-amérindien, anti-juif) ; le racisme antisémite et anti-arabe ; l'étranglement «moderne» du prétendu Tiers-monde ; la misère populaire y compris sous le règne de la démocratie parlementaire ; sans oublier la violence quotidienne contre les femmes et les enfants. Dans la mesure où l'Europe connaît une incontestable avancée démocratique et sociale, celle-ci appartient entièrement au combat millénaire contre l'exploitation et l'oppression, des jacqueries paysannes aux révoltes des citoyens urbanisés, des intellectuels dissidents, des femmes «sorciers» et, depuis 150 ans, aux luttes conscientes pour l'émancipation, menées par le mouvement ouvrier, par le mouvement féministe, et par les peuples pour leur libération nationale et sociale.

D'autre part, la social-démocratie conçoit l'unification européenne avant tout comme une construction étatique imposée «par en haut», au lieu d'une coopération entre les peuples et de la solidarité entre les travailleurs, les femmes, les citoyens, «par en bas» et au delà des frontières.

### L'europanisme social-démocrate

Plus la social-démocratie perd ses racines sociales d'origine, plus elle cherche refuge dans les institutions de l'Etat (bourgeois), en l'occurrence l'UE. Mais plus la crise dure, plus cet Etat européen prend un caractère despotique et technocratique. Une logique infernale!

«Obligée» de choisir entre ses propres exigences sociales ou démocratiques et la préservation, voire le développement, du proto-Etat européen, la social-démocratie a abandonné ses exigences à plusieurs reprises : sur la structure parlementaire-démocratique de la CE; sur l'égalité des droits pour les citoyens (dont les immigrés extra-communautaires); sur les lois unificatrices et contraignantes de la Charte sociale, le renoncement «provisoire» à l'Europe sociale à Maastricht et renoncement au «plan de l'emploi» au profit de la flexibilisation et la dérégulation sociales (sommet de Bruxelles) etc. Elle a aussi contribué d'une manière décisive, dans les années 1989-90, à ce que l'Europe sociale

ne se fasse pas infligeant par là même une défaite (sans combat) au mouvement syndical européen unifié pour l'occasion (1). Le prétexte de ces abandons est toujours le même : éviter la crise de l'UE.

Par ailleurs, ce n'est pas la solidarité entre les mouvements ouvriers et sociaux dans l'UE (et au-delà !) qui est au cœur de la politique européenne de la social-démocratie, mais la solidarité entre les gouvernements de l'UE. Son cri de cœur «*pas moins, mais plus d'Europe*» est, en fait, un cri de guerre qui, s'adressant aux mouvements sociaux, signifie : «*au nom de (la survie de) l'UE, alignez-vous !*»

Malgré les nécessités et les opportunités, on chercherait en vain la moindre tentative de la social-démocratie pour propager et organiser les luttes, les revendications, les solidarités, les perspectives à l'échelle européenne.

Mais comment la social-démocratie pourrait-elle bien organiser la solidarité entre les travailleurs à l'échelle de l'UE, alors qu'elle s'affaire à la casser dans chaque pays de l'UE ?

Car paradoxalement, l'idéologie européenne — égoïste et concurrentielle par nature — n'est en rien incompatible avec le nationalisme économique ou politique. Ainsi, au nom de l'Europe, on entend des dirigeants syndicaux réformistes exiger des sacrifices, dans chaque pays et dans chaque entreprise, pour renforcer «nos» entreprises par rapport «aux partenaires» de l'UE. En France, la social-démocratie n'a pas hésité, en septembre 1992, à recourir à l'argument massue affirmant qu'il fallait «*endiguer l'expansionnisme allemand*». En RFA, Kohl a réussi entraîner le Parti social-démocrate (SPD) dans sa guerre contre «*la paresse des mieux lotis*», en comparant le sort des travailleurs allemands à ceux d'Espagne. Et dans ce dernier pays, Felipe Gonzales écrase le monde du travail depuis 10 ans au nom de la place de l'Espagne dans le peloton de tête de l'UE.

Le mouvement ouvrier, maintenu par les appareils sociaux-démocrates dans des frontières nationales de chaque pays de l'UE, accuse ainsi un retard dramatique face aux bourgeoisies.

### L'impasse social-démocrate

La fuite en avant de la social-démocratie vers le renforcement des institutions étatiques de l'UE ne résout en rien les problèmes urgents du mouvement ouvrier organisé, même du point de vue réformiste des appareils syndicaux.

L'UE n'est pas près de devenir un véritable gouvernement. Ses structures institutionnelles sont embryonnaires, même si

elles influent déjà d'une manière décisive sur certaines grandes orientations des États nationaux. Elles ont de surcroît un caractère despotique : elles échappent à tout contrôle et pression institutionnalisés. L'absence, sur le plan de l'Europe, d'organismes «modernes» du parlementarisme bourgeois et du consensus social a étouffé dans l'œuf le développement d'une «société civile» européenne, c'est-à-dire un tissu dense et multiforme d'organisations, de mouvements, d'associations etc. Par contre le *lobbying* (à l'américaine) dans les coulisses bruxelloises fait fureur. Au total, le mouvement ouvrier traditionnel en sort désarmé, car l'UE telle qu'elle se construit avec la bénédiction de la social-démocratie empêche le transfert, sur le plan européen, de la panoplie des moyens tactiques qu'il s'est forgée, sur le plan national, depuis un siècle : conclusion de contrats de travail collectifs dans tous les secteurs et à tous les niveaux de la vie économique; ample législation et protection sociales, fondement de la solidarité au sein de la classe ouvrière ; droits démocratiques assurant l'activité du mouvement syndical dans la société et dans les entreprises ; participation indirecte à la direction du pays par un système ramifié, fort divers de pays en pays, d'organes para-étatiques de concertation sociale entre syndicats et patrons, et avec le gouvernement; accès au travail législatif par les liens avec les grands partis ouvriers, parlementaires et gouvernementaux.

La combinaison de l'enracinement de masse du mouvement syndical et de sa proximité avec les institutions étatiques et para-étatiques a donné naissance, au fil des temps — et selon des modalités fort diverses d'un pays à l'autre — à une tactique syndicale crédible et opérationnelle de «*négociation-action-renégociation-résultats*» (avec sa version combative pour ce qui concerne la gauche syndicale).

Cette tactique déjà fort désuète, sur le plan national, à cause de la crise du programme keynésien de gauche, est littéralement sans objet sur le plan de l'UE.

Une gauche réformatrice pro-européenne essaye d'y répondre, mais sa ligne oppositionnelle ne constitue pas une alternative, car elle accepte le principal présumé de la social-démocratie : son attachement aux institutions de l'UE (2). Certes, elle exige une rupture avec la politique libéralo-monétariste et une relance économique à l'échelle européenne. Mais de là, elle débouche «logiquement» sur la défense du traité de Maastricht (avec la monnaie et la banque uniques) et sur l'élargissement des prérogatives budgétaires, fiscales, législatives et financières de la Commission.

Une analyse catastrophiste du mouvement ouvrier l'amène à une conclusion classiquement social-démocrate : le renforcement des institutions de l'État (bourgeois) est indispensable au fonctionnement, voire au sauvetage, du mouvement ouvrier.

Un autre secteur de la gauche européenne (d'origine social-démocrate ou stalinienne), de son côté, s'oppose à l'UE et à Maastricht au nom d'un «*nationalisme de gauche*». Un de ses principaux représentants est certainement le courant de Jean-Pierre Chevènement en France. Il plaide fortement la cause de la souveraineté nationale. Sa tactique part de deux présupposés : le déficit démocratique de l'UE est total, car ses institutions échappent à tout contrôle et le cadre national est le plus apte à relancer l'économie, quitte à prendre des mesures protectionnistes et de «*préférence nationale*».

### Nationalisme de «gauche»

Ce courant est très contradictoire. D'une part, il est nettement en rupture avec l'idéologie et la politique européennes dominantes de la bourgeoisie et de la social-démocratie. Sa tactique alternative mise sur la crise de l'UE, en rompant avec l'union monétaire. Mais derrière cela, se cache l'illusion d'une relance keynésienne à l'échelle nationale. Et, liée à cette illusion, il y a la dérive nationaliste qui, elle, est à peine dissimulée. Ainsi, de l'idéalisation de l'État «républicain» et démocratique français, Chevènement est passé à s'opposer aux revendications sociales-clé du mouvement ouvrier, dont la réduction du temps de travail. Car derrière ce train qui déjà en cachait un autre, il y a un troisième qui est prêt à démarrer : la promotion d'un effort conjugué entre patrons et travailleurs pour le redressement national (en l'occurrence de la France).

Si le repli nationaliste de gauche est une impasse pernicieuse, la fuite en avant «européaniste» l'est tout autant. Chacun à sa manière, ils poussent à faire confiance à des institutions étatiques (l'un sur le plan national, l'autre sur le plan européen). Ce qui aboutit en définitive à limiter l'indépendance d'action, de revendication et de réflexion du mouvement ouvrier et social.

Il ne fait aucun doute que toute tentati-

1) Stephen J.Silvia. «The social Charter of the European Community: A Defeat for European Labor», dans *Industrial and Labor Relations Review*, Vol.44, no.4, July 1991.

2) Le socialiste de gauche britannique, Ken Coates a structuré ce type de position politique en un projet cohérent : «A European Recovery Programme», in *European Labour Forum*, no 9, Hiver 1992-93, pp.3-7

3) Citations extraites de l'article de Henri Wilno. «Echanges internationaux, que ferait un gouvernement de gauche ?», dans *Critique communiste*, numéro de l'hiver 1993-1994, pp.39-43.

ve de rompre avec la politique libéral-monetariste en vigueur, se heurterait rapidement à l'UE, qui en est le centre organisateur à l'échelle européenne. Allant jusqu'au bout de sa logique, la social-démocratie a bétonné toutes les issues pour le mouvement ouvrier en lui imposant ce dilemme : rompre avec la politique néolibérale implique quitter l'UE (avec toutes ses conséquences réputées néfastes). La seule alternative étant d'accepter l'UE, quitte à améliorer ses institutions et sa politique.

Formuler une réponse stratégique à la hauteur de ce défi est vital pour sortir de l'impuissance politique qui paralyse aujourd'hui le mouvement ouvrier et social, et particulièrement son aile gauche. Certes, l'absence d'une telle réponse n'empêchera pas les luttes de se déclencher, mais elle les laissera sans perspective politique d'ensemble, donc sans élan, sans unité et sans volonté de vaincre. Cela devient une question pratique dès lors que l'UE traverse une passe très difficile dont elle ne se sortira pas de si tôt. Il y a, de plus, incontestablement une remobilisation sociale qui pose le problème à partir d'une dynamique à gauche. Ce dernier élément est très important, car sans une relance importante de l'activité des masses populaires, et sans un début de changement favorable du rapport de force sur le terrain, toute ébauche d'alternative serait une construction purement abstraite.

## De la crise de l'UE...

Ces derniers mois ont donné une indication précieuse pour élaborer un début de réponse politique.

En dehors d'une lutte sociale d'envergure organisée d'emblée à l'échelle européenne par un mouvement ouvrier européen inexistant, et en l'absence, pour le moment, de toute perspective de confrontations révolutionnaires qui déborderaient rapidement les frontières d'un pays, l'hypothèse la plus réaliste est la suivante : le gouvernement dans un pays de l'UE pris à la gorge par une lutte sociale d'envergure (comparable à celles qui ont eu lieu, ces dernières années, en Grèce, Italie, Espagne, Belgique et France) doit reculer sur un aspect important de sa politique d'austérité. Un tel recul entrera inévitablement en collision avec les règles institutionnelles et la politique courante de l'UE. Les précédentes crises de l'UE (les pêcheurs et les agriculteurs en France, par exemple) l'ont montré. Ensuite, c'est l'organigramme institutionnel de l'UE qui trace le cheminement : l'inter-gouverne-

mentalisme dictant la loi au sein de l'UE, c'est à un Conseil des (Premiers-) ministres de gérer l'affaire. Chaque gouvernement de l'UE sera donc à son tour interpellé. Il devra le faire devant sa propre opinion publique, notamment la classe ouvrière.

A partir de là, une alternative de gauche apparaît en pointillé en posant la nécessité d'une puissance publique européenne — en rupture avec les institutions de l'UE et ses gouvernements en place — qui prenne en charge les exigences sociales, que les travailleurs en lutte dans un pays, portent devant le monde du travail de toute l'UE.

Jusqu'où ira la brèche politique ainsi



ouverte ? Cela dépendra de beaucoup de facteurs imprévisibles aujourd'hui.

Sur le plan tactique, on peut déjà en tirer trois conclusions. D'abord, miser sur le changement du rapport de force par l'activité de «ceux d'en bas», implique de partir d'une dynamique sociale sur le plan national au début. Ensuite, il faut comprendre comment la dialectique politique passe du plan national à celui de l'Europe et finalement, considérer l'ouverture de la crise de l'UE — avec l'ébranlement de ses institutions et non pas la continuité de ces dernières — comme la voie de passage obligée vers l'alternative de «l'Europe sociale».

Cela pose toute une série de problèmes tactiques, politiques et programmatiques. La véritable clé consiste à trouver comment cette dynamique politique, enclenchée dans un pays, peut être portée au coeur de l'UE pour ébranler sa structure

politico-étatique. Sans verser dans la politique-fiction, on peut prévoir deux variantes. Ou bien c'est le gouvernement en place (pro-capitaliste, indépendamment de sa composition partidariaire) qui vient de reculer et sera donc obligé de négocier au sommet de l'UE. La possibilité d'exercer une forte pression politique est réelle, même dans ce cas de figure, comme des crises antérieures l'ont démontré. Ou bien il y a un gouvernement de gauche («des travailleurs» ou «social») qui aurait déjà pris la relève, suite à la lutte ou à échéance par une victoire électorale, et qui serait plus ou moins représentatif du mouvement social. Les deux situations indiquent, déjà au départ, un rapport de force politique et social différent dans le pays. Elles sont également porteuses de dynamiques potentielles différentes.

Ce qui importe aujourd'hui ce n'est pas de faire de la politique-fiction, mais de répondre à un secteur politisé de l'avant-garde syndicale et sociale qui exige déjà (le début d') une réponse au raisonnement-piège de la social-démocratie : «*si on gagne, sera-ce l'isolement du pays, l'éclatement de l'UE et la montée du nationalisme, voire du fascisme ?*» Ce questionnement inquiet est un élément du rapport de force entre la gauche et la droite au sein du mouvement ouvrier et social, et, partant, entre Capital et Travail.

## ...à une autre Europe

Il faut d'abord dire que rien n'oblige un gouvernement de gauche à quitter d'emblée l'UE et à fermer ses frontières. Il devra, pour assurer sa propre consolidation, prendre tout de suite une série de mesures favorables aux travailleurs, aux femmes, aux jeunes, aux immigrés, et certainement pour les plus démunis d'entre eux. Et à partir de là, proposer aux peuples d'Europe, en «court-circuitant» l'UE, cette politique comme une alternative pour l'ensemble de l'UE et pour chacun des pays membres. Il est évident que la politique économique et sociale d'un tel gouvernement sera étroitement liée à une stratégie politique qui vise à susciter et amplifier les mobilisations sociales en Europe. Au lieu de sortir de l'UE et de dénoncer les «*traités réactionnaires*» (et de se cantonner dans une propagande générale pour une Europe socialiste), il faut au contraire utiliser au maximum le temps et l'espace fournis par la mécanique institutionnelle de l'UE, pour gagner les classes ouvrières dans l'UE. Il n'est pas scandaleux, dans ces conditions et dans cette stratégie, d'exiger immédiatement une renégociation des traités. L'axe poli-

tique de la propagande, de la politique économique et sociale concrète, des manœuvres et négociations, c'est de proposer «la réorganisation de l'UE sur d'autres bases», comprise comme «un espace européen harmonisé sur la base d'un modèle de croissance fondé sur la satisfaction des besoins de la société, le plein emploi, le respect de l'environnement et la coopération internationale» (3). On ne proposerait pas un organigramme complet (exercice de style fort prisé dans la gauche européenne), alternatif à l'UE. Par contre on avancerait des mesures qui interpellent les institutions existantes : au lieu de «quitter» la banque unique (si elle existe), on refuse de se soumettre à ses diktat au nom de la politique locale qu'un gouvernement de gauche applique. Dès lors, au lieu de rejeter le SME, on proposerait une zone de stabilité monétaire sur des convergences économiques qui rompent avec la logique néolibérale.

### L'exigence démocratique

La crise de l'UE, le raidissement plus général de la politique bourgeoise, les soubresauts de la situation internationale, les tensions sociales croissantes, et les inévitables adaptations périodiques des institutions de l'UE ne peuvent que renforcer le caractère autocratique de l'UE, et le dévoiler devant l'opinion publique. Voilà un Etat qui n'a ni Constitution ni instances élues et contrôlables !

Il y a donc là une lancinante question démocratique. La gauche anticapitaliste doit s'en saisir. Elle ne peut le faire que par une revendication démocratique radicale : l'exigence d'une Constituante, élue au suffrage universel, dans tous les pays de l'UE selon le même système électoral proportionnel. Ce mot d'ordre fait partie de la bataille pour amplifier la crise de l'UE et dégager la voie vers une autre Europe. Il ne fait qu'exprimer par une formule organisationnelle, ce qui devrait être le leitmotiv d'une campagne politique-démocratique : que les peuples d'Europe décident eux-mêmes dans quelle société ils veulent vivre en commun !

Comme toute revendication partielle (celle de réduction du temps de travail par exemple), elle peut être récupérée et détournée. Tout l'art consiste à lui donner toute sa charge anti-autocratique et sa portée sociale. Car en définitive, sa véritable signification réside dans la possibilité de le fusionner avec les mobilisations sociales qui, si elles parviennent à mettre l'UE en crise, soulèveront inmanquablement le problème de comment décider de l'organisation d'une autre Europe.

Le mot d'ordre permettrait d'intervenir

dans tous les futurs «ratés» au sommet de l'UE : la légitimité restreinte de l'UE ; les renégociations prévues avec certains membres de l'UE, les décisions antisociales prises par le Conseil lors de chaque «sommet» européen ; le monopole des gouvernements/Etats lors de la renégociation des traités et lors de la mise en place de la monnaie unique, etc. Il dénonce de fait l'ersatz démocratique des référendums («oui-non» à des questions vitales) et du pseudo-parlement européen. Il permet de sortir du faux choix des nationalistes de gauche qui opposent l'Etat national démocratique à l'Europe antidémocratique.

L'agitation pour une telle exigence démocratique («que les peuples décident!») permet de faire la propagande pour «l'Europe que nous voulons». Il permet aussi d'avancer la notion d'une citoyenneté nouvelle lors de la campagne en faveur de l'élection d'une telle Constituante : droit de vote et éligibilité de tous les résidents dans l'UE ; parité hommes-femmes des élu(e)s ; une Assemblée nombreuse qui rend compte régulièrement de ses travaux devant les populations.

Bien entendu, une telle proposition soulève pas mal d'autres problèmes. Pour ce qui est de sa base géographique, il partirait, inévitablement, de l'actuelle UE, mais l'Assemblée peut inviter ou recevoir des invitations d'autres peuples et Etats qui veulent s'y joindre.

Elle ne sera pas totalement souveraine, c'est-à-dire imposant à la fin de ses travaux, par un vote majoritaire, une Constitution à tous les Etats aujourd'hui membres. Il faudra conclure par un mécanisme démocratique dans chaque pays, pour savoir si la population accepte le projet de constitution élaboré, et donc de se joindre à une nouvelle UE. L'élection des élu(e)s de la Constituante se fera forcément sur la base des Etats actuels. Mais cela ne préfigurerait pas automatiquement le cadre organisationnel étatique de la future Europe, puisque il fait justement l'objet des travaux de la Constituante. Ceci concerne en particulier les nationalités opprimées dans un Etat de l'UE. Elles pourront trouver une tribune pour défendre leur droit à l'autodétermination et des propositions concrètes pour prendre place dans l'Europe future.

22 avril 1994

*suite de la dernière page:*

► rupture de la logique marchande imposée par le FMI et la Banque mondiale. Réforme radicale de l'ONU. Toutes les questions vitales de l'humanité (guerre et paix, survie de la planète, développement économique et écologique, transport et communication, culture) doivent être publiquement débattues et décidées par l'assemblée générale.

► contracts bilatéraux d'échange et de développement pour répondre en priorité aux besoins sociaux des populations, en accord avec les associations non-gouvernementales, et en faveur d'un développement qui s'appuie sur les meilleurs rapports sociaux autochtones, en écartant la loi du profit et en brisant la concurrence effrénée que se font les pays du Sud entre eux pour avoir accès au marché mondial.

### Une Europe de paix, une priorité : lutter pour que l'Europe devienne une zone démilitarisée.

► suppression des armes nucléaires et des unités militaires nucléarisées, ainsi que de toutes les unités militaires à la pointe de la répression, des prises d'otages, de la terreur et de la torture (ex. RDF — force de déploiement rapide, les paracommandos...).

► réduction radicale du budget militaire.

► contre une armée européenne: dissolution de la "brigade franco-allemande", de l'UEO, sortie de l'OTAN.

► retrait des troupes américaines et démantèlement des bases américaines; retrait de la flotte et navires de guerre américaines de la méditerranée, de la mer du Nord et de la mer baltique.

L'Europe ne se construira pas derrière le dos des peuples et sur un cimetière social. Cette bataille démocratique et sociale se fera contre l'UE et ses institutions actuelles, et contre le grand capital, dont c'est l'arme tranchante. L'Europe que nous voulons se fera «par en bas», ce qui implique de renforcer, à l'échelle européenne, les réseaux entre mouvements sociaux — syndical, écologiste, antiraciste et antifasciste, féministe, tiers-mondiste, etc. A cet égard, le mouvement syndical a une responsabilité dans le développement de la coordination entre travailleurs à l'échelle des branches et des multinationales, et l'organisation de campagnes communes contre le chômage ou les critères de Maastricht, pour la réduction radicale du temps de travail... Il faudra qu'une forte alternative sur le plan politique apparaisse — à temps et à l'échelle de l'Europe — par nécessaire convergence entre la gauche radicale et écologiste. Car sans elle, les luttes des travailleurs, des femmes, des jeunes, qui, quelle que soit leur nationalité, se mobilisent contre les injustices, se révoltent contre le chômage et la misère, refusent le racisme et la guerre, resteraient sans lendemain.

Nous comptons y contribuer de toute notre force. ★

Parti ouvrier socialiste (SAP-POS) – Belgique,  
Parti socialiste des travailleurs (SAP) – Danemark,  
Ligue communiste révolutionnaire (LCR) – France,  
la rédaction de *Bandiera Rossa* – Italie,  
Parti socialiste des travailleurs (SAP) – Pays-Bas,  
Parti socialiste révolutionnaire (PSR) – Portugal,  
Parti socialiste (SP) – Suède.

# Réinventer l'espoir

Nous publions ci-dessous une interview d'Alain Tondeur qui a participé, pour le Parti ouvrier socialiste (POS, section belge de la Quatrième internationale), au lancement de l'initiative «Gauches unies» en Wallonie.

## INPRECOR : comment doit-on définir le mouvement «Gauches unies» ?

**Alain TONDEUR :** GU se définit comme un mouvement politique de convergence des gauches syndicales, associatives, tiers-mondistes, féministes, culturelles et politiques. Ce n'est ni un nouveau parti, ni un cartel de partis ou de composantes organisées, ni un club de réflexion sur l'avenir de la gauche, mais un mouvement d'individus, hommes et femmes actifs dans les mouvements sociaux, membres ou non de partis politiques et qui veulent unir leurs efforts pour peser sur le champ politique en présentant de vrais choix et en ouvrant de vrais débats.

## ● Comment le mouvement est-il délimité programmatiquement ?

GU ne s'est pas construite autour d'un programme apportant une réponse d'ensemble aux vastes problèmes qui se posent aujourd'hui à la classe ouvrière et à l'humanité.

Le mouvement est délimité par deux idées forces. La première est le refus de la société capitaliste basée sur la course au profit, à laquelle GU oppose la perspective d'une «*société solidaire, démocratique, pluraliste et responsable*», basée sur l'émancipation des individus ainsi que sur la satisfaction des besoins sociaux. La seconde est la ré-appropriation de l'action et du débat par les citoyens, dans la mesure où c'est seulement par l'intervention démocratique de la majorité sociale, par sa conscientisation et ses mobilisations, qu'un réel projet de transformation sociale en profondeur pourra se concrétiser. L'appel du nouveau mouvement se conclut par ces lignes : «*Le projet socialiste a incarné cet espoir pendant cinquante ans. Il a été galvaudé. Il doit être réinventé.*».



A côté de ces deux axes fondamentaux, GU reprend à son compte et porte sur le champ politique toute une série de revendications concrètes élaborées par les mouvements sociaux. C'est ainsi que GU fait siennes les exigences du mouvement féministe (comme celle de la parité hommes/femmes dans tous les lieux de pouvoir, par exemple), du mouvement «*Avec vous*» pour l'égalité des droits (droit de vote et d'éligibilité pour les personnes d'origine immigrée qui résident depuis cinq ans dans un pays quelconque de l'Union Européenne), du mouvement tiers-mondiste (annulation de la dette du Tiers-monde et refus de l'ingérence, notamment), des collectifs d'aide aux réfugiés (respect intégral de la Convention de Genève), du mouvement de défense de l'environnement, des confédérations syndicales (même taux d'imposition pour les revenus du travail et du capital, suppression des avantages fiscaux aux centres de coordination des multinationales, impôt sur les grosses fortunes lié à la levée du secret bancaire, taxation des mouvements spéculatifs) et des mobilisations ouvrières contre le Plan global (refus de la flexibilité et des privatisations, maintien de la sécurité sociale, réduction radicale du temps de travail sans perte de revenu pour les travailleurs/travailleuses). Au-delà de ces revendications, GU prendra le temps d'élaborer des alternatives concrètes, à travers des collectifs de réflexion, sur tous les problèmes que ses composantes souhaiteront aborder.

## ● Qu'est-ce qui a permis l'apparition du mouvement ?

GU est avant tout une retombée de la lutte contre le Plan global, en octobre-décembre de l'année dernière (1). L'idée d'un rassemblement des gauches sur le terrain politique existe depuis tout un temps. Si elle se concrétise aujourd'hui, c'est sur-

tout parce qu'un secteur significatif de la gauche syndicale a conclu de la mobilisation sociale de l'automne qu'elle devait s'engager activement sur le terrain politique.

Rappelons que le Plan global est le plan social-démocrate conçu dans le cadre du «*Livre blanc*» de Delors. Les mesures de régression sociale qu'il contient marquent un vrai tournant dans les relations sociales : blocage des salaires, déstabilisation de la sécurité sociale, flexibilisation et précarisation du travail à outrance, notamment pour les jeunes et les femmes, travail obligatoire (à 150 Francs belges (2) de l'heure) pour certaines catégories de chômeurs etc.

La riposte des travailleurs et travailleuses a été massive, notamment le 26 novembre 1993, quand une grève de 24 heures, sans précédent dans l'histoire du pays, a totalement paralysé l'activité économique. Mais la lutte s'est terminée en queue de poisson : la social-démocratie a tenu bon et les directions syndicales se sont inclinées devant les impératifs de la stabilité gouvernementale. Il en est résulté une crise profonde du système belge de concertation sociale, ainsi qu'une crise très grave des relations entre le Parti socialiste (PS) et le syndicat socialiste, la Fédération générale du travail de Belgique (FGTB). Mais cela reste insuffisant aux yeux des militants des secteurs qui s'étaient le plus avancés dans la lutte (métallurgistes FTGB et employés de la Confédération des syndicats chrétiens CSC) : ils veulent présenter une alternative politique de gauche, à la fois combattre la dérive droite du PS et pour faire contrepoids à la percée électorale probable de l'extrême droite. Des responsables syndicaux de plusieurs grandes entreprises — Caterpillar, Volkswagen, sidérurgie, entre autres —

1) Cf. Inprecors n° 377 de février 1994.

2) 150 BEF correspondent à 24,00 Francs français.

participent depuis le début et activement aux assemblées des «Gauches unies».

L'engagement politique de la gauche syndicale a été encore accentué par les scandales qui ont éclaboussé le Parti socialiste et par la crise que ces scandales ont ouvert au sein de la social-démocratie. Tout de suite après le vote du Plan global, la justice a demandé et obtenu la levée de l'immunité parlementaire de trois ministres socialistes, dont le vice-président Guy Coëme et le ministre-président de la Région wallonne et ancien président des socialistes européens, Guy Spitaels. Ces trois personnalités sont soupçonnées d'avoir reçu des pots-de-vin de l'entreprise italienne Agusta, au moment où celle-ci servait de «pompe à finance» au Parti socialiste italien de Bettino Craxi. L'affaire est sans doute liée à l'assassinat de l'ancien président du PS André Cools, en août 1992. Or la direction du PS réagit aux «affaires» en accentuant son cours gestionnaire droitier, sous la bannière de «l'éthique». La social-démocratie est créditée d'une perte de près de 10 % par rapport à 1991 dans les sondages sur les intentions de vote. Du coup, la guerre des clans rebondit au sein du PS.

Un tel phénomène d'engagement de syndicalistes dans le combat politique pour une alternative de gauche à la social-démocratie, constitue un événement significatif dans le mouvement ouvrier belge, traditionnellement dominé par le «syndicalisme pur». Cela met toutes les organisations politiques de gauche devant leurs responsabilités, et encourage la gauche associative à se regrouper sur le plan politique.

### ● D'autres facteurs ont-ils favorisé la constitution de «Gauches unies» ?

Certainement. L'engagement politique des syndicalistes a catalysé des tendances plus profondes. Trois autres éléments doivent être cités.

D'abord, les nouveaux mouvements sociaux sont tous confrontés, comme le mouvement syndical, à l'absence de relais politique pour leurs revendications. L'exemple le plus manifeste est celui du mouvement «Avec vous». Vaste coordination en faveur de la démocratie, contre les exclusions et le racisme, «Avec vous» a fait descendre 200 000 personnes dans les rues de Bruxelles, le 27 mars 1994. La plate-forme des organisateurs demande l'égalité des droits politiques et sociaux pour tous et toutes, y compris le droit de vote pour les immigrés résidant depuis cinq ans dans l'Union européenne. C'est peu dire que cette revendication reste lettre morte : alors que tous les partis tradition-

nels se prononçaient pour le droit de vote aux élections municipales il y a une dizaine d'années à peine, tous aujourd'hui multiplient les concessions aux préjugés racistes et sécuritaires. Le droit de vote des immigrés aux élections communales, alors qu'il est prévu dans le traité de Maastricht, ne sera pas octroyé en Belgique avant l'an 2000. A partir de là, c'est tout le problème de la crise du régime de la représentation politique qui est posé...

Ensuite, toute une série de pratiques unitaires se sont développées ces dernières années autour de thèmes spécifiques. Le cas le plus significatif est celui du mouvement tiers-mondiste : il se radicalise très nettement autour de revendications comme l'annulation de la dette du Tiers-monde, le refus de l'ingérence «humanitaire» et l'exigence de levée du blocus de Cuba, qui pénètrent aussi dans certains secteurs syndicaux. Cela a donné lieu à de multiples rassemblements très réussis, sous la forme de colloques et de journées d'action, à l'initiative notamment du Comité pour l'annulation de la dette du Tiers-monde (CADTM).

La clé du succès de ces initiatives était chaque fois la même : unité d'action et débat pluraliste, autour d'une plate-forme minimale. A la faveur de ces rencontres, des secteurs de la gauche ont appris à se connaître, à travailler ensemble et à s'apprécier mutuellement. Ce n'est donc pas par hasard que des figures de premier plan du mouvement tiers-mondiste, telles que Pierre Galand (secrétaire général d'Oxfam-Belgique), Gérard Karlhausen (responsable des projets au Centre national pour la coopération au développement) et François Houtard (directeur du centre tricontinental) ont apporté leur soutien à «Gauches unies».

Le troisième facteur est d'ordre politique. Le Parti du travail de Belgique (PTB, stalinien) garde une force organisationnelle indiscutable, mais il s'est coupé et marginalisé très profondément de tous les mouvements sociaux, en développant une politique ultra-sectaire et auto-proclamaire, ainsi qu'en justifiant les exactions de «Sentier lumineux» péruvien, notamment. D'autre part, le Parti communiste (PC) a fortement évolué ces dernières années. Son congrès de novembre 1990 s'est prononcé pour une recomposition politique de la gauche. Mais le PC a traversé une crise profonde, qui l'a amené à ne plus déposer de listes lors des dernières consultations électorales. Il garde une influence mais manque de cohésion inter-régionale, et n'était donc pas en mesure de prendre une initiative centrale pour mettre ses thèses en pratique. Mais la plupart de ses cadres et la majorité de sa direction se

sont ralliés avec un certain enthousiasme à la proposition de recomposition avancée par le Parti ouvrier socialiste (POS, section belge de la Quatrième internationale).

### ● Il ne s'agit donc pas seulement d'une initiative électorale ?

En effet. La gauche syndicale a plaidé chaudement pour le dépôt d'une liste aux élections européennes, mais à la condition qu'un mouvement politique nouveau voie le jour, non seulement pour présenter des listes aux élections mais aussi pour développer des alternatives dans les mobilisations sociales. C'était également la proposition du POS. Il y a eu diverses hésitations : certaines personnalités jugeaient prématuré de déposer une liste aux européennes, et le PC était plus réservé face à la constitution d'un mouvement. Mais la dynamique unitaire, par son ampleur, a mis tout le monde d'accord. GU dépose donc une liste avec trois objectifs : permettre aux gens de gauche de voter pour ce qu'ils veulent, ouvrir le débat sur une alternative de société (donc une alternative à l'Europe de Maastricht) et se construire en profondeur comme mouvement politique.

Il faut dire que l'écho de l'initiative a été assez foudroyant. Non seulement dans le mouvement syndical, mais aussi auprès de nombreuses personnalités. L'appel public de «Gauches unies» est soutenu par près de trois cents personnes, dont certaines ont une indiscutable légitimité dans l'opinion publique de gauche : le dramaturge Jean Louvet, la sociologue Eliane Vogel-Polsky (spécialiste de l'Europe «sociale» et militante de la démocratie paritaire hommes-femmes), la philosophe Isabelle Stengers (prix de philosophie de l'Académie française en 1993), l'animateur du courant républicain José Fontaine, la journaliste Colette Braeckman (spécialiste de l'Afrique noire et collaboratrice du Monde diplomatique), les militants tiers-mondistes déjà cités, une série de chrétiens de gauche et la virologue Lise Thiry (spécialiste belge du sida, ex-sénatrice du PS, collaboratrice du ministre PS Santkin au département de la santé).

La liste de «Gauches unies», emmenée par Lise Thiry est l'expression de ce large écho. Au vu de sa composition, les faiseurs d'opinion ont changé le ton : dans un premier temps ils avaient parlé d'une initiative de «la petite gauche» ou de «l'extrême-gauche» ; ils parlent maintenant de «liste de gauche alternative». Les plus grands journaux consacrent une place importante à «Gauches unies». Xavier Mabilbe, observateur très écouté de la vie

politique belge depuis de longues années et directeur du centre de recherche et d'information socio-politique (CRIPS) était interrogé récemment sur les «petites listes», il a répondu : «*Qu'est-ce qu'une petite liste ? "Ecolo" aussi était à l'origine une petite liste. "Gauches Unies" est capable de faire mal au PS.*

### ● Quelles sont justement les relations de GU avec les verts ?

Le Parti écolo passe la barre des 15 % dans les sondages. Il ne peut évidemment pas être mis dans le même sac que les partis de l'establishment. Il a voté contre le Plan global, contre le traité de Maastricht, défend l'égalité des droits pour les immigrés. Mais, en même temps, il mise délibérément sur sa participation au pouvoir et adapte ses pratiques à cette perspective. L'exemple le plus clair est le soutien à la réforme non-démocratique de l'Etat, acquis en échange de l'écofiscalité. GU s'inscrit dans la perspective d'un débat avec le parti vert. Plus largement, le mouvement ne se conçoit pas comme un tout achevé mais comme un premier pôle de regroupement. Au sein de la social-démocratie aussi une certaine différenciation se fait jour avec la constitution d'une tendance de gauche, «Socialisme et libertés», qui conteste l'Europe de Maastricht. GU veut mener le débat avec toutes ces forces.

### ● Quelle est la place des partis politiques dans la GU ?

Le chanoine François Houtard, dans sa synthèse des débats lors de l'assemblée constitutive du mouvement le 5 mars 1994, a bien résumé la situation. «*La présence des partis politiques dans un tel mouvement, aux côtés de personnes indépendantes mais organisées dans d'autres secteurs, exige de bien définir dans la clarté quel est le rôle des premiers. Aucun d'entre eux ne peut exercer une hégémonie à l'intérieur du mouvement.*» Pour ce qui le concerne, le POS n'a aucune intention de se dissoudre en tant que courant politique. En même temps, les partis qui soutiennent «Gauches unies» pourraient être amenés à se positionner, en fonction du succès du mouvement. Car ce succès, s'il se confirme et s'installe dans la durée, nécessitera le développement d'un appareil du mouvement, avec une presse commune et un certain nombre d'autres instruments. Le POS tiendra un congrès en novembre 1994, pour discuter de son propre projet de construction à la lumière de l'expérience concrète. ★

Propos recueillis par Sonia Leith

# Gauches unies urgence !

Le texte suivant est constitué de larges extraits de l'appel à créer le regroupement «Gauches Unies» en Wallonie. Cet appel a été soutenu par de nombreuses personnalités de la gauche politique ou syndicale, des représentants des mouvements sociaux ainsi que par de nombreux intellectuels de gauche.

## DOCUMENT

C'était hier, c'était il y a un siècle. La chute du mur de Berlin allait ouvrir les portes de la liberté et du bien-être à la planète entière. La guerre du Golfe devait inaugurer un «*nouvel ordre mondial*» de paix et de démocratie. Que reste-t-il de ces illusions ? Où que le regard s'arrête, devant notre porte ou à l'autre bout de la planète, il rencontre un spectacle de désolation accrue, de misère et d'exclusions sans cesse grandissantes.

Les conflits armés éclatent dans de nombreux endroits, provoqués par la montée des intolérances qui s'enracinent dans le désespoir. L'Europe redécouvre la purification ethnique et regarde la Bosnie crever sous ses yeux. Notre société se replie sur elle-même, dresse des barrières aux immigrés de l'Est et du Sud, chassés de chez eux par une situation intenable. En Europe, l'extrême droite retrouve une audience en resserrant les discours datant des années 30. Au nom de la liberté du marché — ne reste-t-il que celle-là ? — on continue à piller les ressources humaines et naturelles, au Sud et à l'Est. Les délocalisations se multiplient, jetant ici des dizaines de milliers de travailleurs sur le pavé, sans poser là-bas les bases d'un véritable développement. Au nom de la sacrosainte compétitivité, les acquis sociaux engrangés par des décennies de lutte du monde du travail sont sacrifiés. Le progrès technologique sert à justifier les restructurations et les licenciements, au lieu d'alléger le travail.

Au nom de la lutte contre le chômage, on impose de nouvelles formes de travail obligatoire, on réinvente la domesticité à

coup de «*petit boulot*», on généralise la précarisation du travail, on exclut les chômeurs. Les statistiques s'en portent mieux, la société pas.

## Ça suffit !

En dépit de tous les discours sur l'égalité, l'inégalité entre les sexes, la plus ancienne de toutes, s'approfondit. Pour la grande majorité des femmes, la double journée de travail reste une réalité. Cantonnées dans des emplois subalternes et sous-payés, elles sont les premières visées par les mesures de précarisation.

Que faisons-nous des personnes âgées ou des jeunes ? Les premières sont considérées comme une charge budgétaire. Aux seconds l'avenir ne semble guère offrir d'autre perspective que la file de pointage. Comment s'étonner que certains répondent par la délinquance ou la drogue ? Plus les moyens de communication se développent, moins les gens communiquent ... Alors que des techniques fantastiques permettraient à chacun et à chacune de vivre pleinement comme citoyen du monde, les masse-médias capitalistes font de nous des sous-développés culturels.

Nos modes de production et de consommation menacent l'avenir écologique de la planète. Nul ne sait quelles conséquences auront les pluies acides, la déforestation, le réchauffement de l'atmosphère. Quelle terre laisserons-nous à nos enfants ?

Loin de répondre à ces enjeux, l'Europe de Maastricht ne fait que renforcer cette logique de mort. Alors qu'elle prétendait favoriser la fraternité entre les peuples du continent, l'Union Européenne



les dresse les uns contre les autres par le truchement de la concurrence déchaînée. Elle attaque les salaires, démantèle les services publics et la protection sociale. Trois ans auront suffi pour que le grand marché européen crée des millions de chômeurs supplémentaires et non des millions d'emplois. Cette Europe est non-démocratique et vide de tout contenu social. Cette Europe s'érige en forteresse, exporte ses déchets et refoule les réfugiés. Face aux conflits qui ensanglantent le monde, sa seule réponse consiste à se retrancher hypocritement derrière l'aide «humanitaire». Le bonheur est une idée neuve, disait le révolutionnaire français Saint-Just en... 1793. Plus de deux siècles après, la nécessité d'un changement fondamental s'impose avec force.

### D'autres choix possibles

► Changer le travail pour changer la vie. Nous vivons dans un système absurde : aux travailleurs on demande d'en faire toujours plus pour toujours moins, alors que des millions de chômeurs sont au ban de la société et atteints dans leur dignité. La lutte contre le chômage et l'exploitation est au cœur de l'alternative à construire. Il est possible, par une autre répartition des gains de productivité, de réduire radicalement le temps de travail sans perte de revenu. Ceux qui accaparent actuellement la croissance, financiers, rentiers, patrons doivent payer.

► Construire une autre Europe.

Une Europe citoyenne, avec les mêmes droits politiques et sociaux pour toutes celles et ceux qui y vivent, y compris les immigrés extra-communautaires ; une Europe respectueuse du droit d'asile ; une Europe sociale, qui harmonise les conditions de travail, les salaires, l'ensemble des législations sociales vers le haut ; une Europe du bien-être pour tous, qui impose le capital, crée les emplois stables, socialement et écologiquement utiles ; une Europe pacifique qui noue des relations de co-développement avec le Tiers-monde et l'Est, dans le respect de l'auto-détermination.

► Pour une solidarité internationale

En dépit de tous les discours sur le «développement», le fossé entre les pays industrialisés et le Tiers-monde ne fait que s'approfondir. Le scandale de la dette qui provoque chaque année un transfert net de 40 milliards de dollars des pays pauvres vers les pays riches n'est que la partie la plus visible des effets de l'insertion de ces pays dans le marché mondial. La destruction de leurs structures sociales et de leurs productions traditionnelles entraîne paupérisation croissante et dépendance alimen-

taire. Il est possible d'inventer de nouveaux rapports avec le Sud, non fondés sur le libre-échangisme. Il est possible d'entreprendre avec les peuples du Tiers-monde des actions qui leur rendront dignité, auto-suffisance alimentaire et droit à la diversité. Mais, plus que par des projets de développement, c'est par des règles d'échange équitables et le paiement à juste prix de leurs productions que se rétablira l'équilibre.

Les orientations des organismes internationaux censés réguler l'économie mondiale (FMI, Banque mondiale, GATT) font sans cesse plus de ravages. Non seulement au Sud et à l'Est, mais aussi chez nous. La création culturelle a été soustraite des accords du GATT pour ne pas être abandonnée à la tyrannie du marché. Il faut également soustraire aux lois de la compétitivité et du profit les transports, les télécommunications, la recherche, la production et la protection de l'environnement, l'aménagement des villes etc. Il n'y a pas de fatalité économique. La loi du marché n'est pas une loi naturelle. Ensemble, nous pouvons changer le cours de l'histoire.

### Le changement dépend de nous

Ici et ailleurs le fossé ne fait que croître entre ceux qui tirent le maximum de profit du système économique et ceux qui, de plus en plus nombreux, en sont exclus.

Les frustrations, les exclusions et le désarroi sont le terreau sur lequel prolifère l'extrême-droite. Outre le danger qu'elle représente par elle-même, ces recettes et ces discours se répandent progressivement dans les partis traditionnels. Une condamnation simplement morale des idéologies racistes et fascistes ne suffit pas. La crise de la société actuelle, qui nourrit l'extrême droite, est aussi une crise de la politique. Pour changer de politique, il faut changer LA politique. Ce changement dépend de nous.

La politique doit être autre chose que la compétition électorale des partis ou le marchandage pour la répartition des places au pouvoir. C'est la capacité et la volonté d'avancer des propositions précises visant à modifier librement et en connaissance de cause les choix d'une société. Et cela avec la participation du plus grand nombre.

Or la démocratie nous est confisquée. Réapproprions-nous la démocratie. Redonnons à la politique son véritable sens : en réalisant la démocratie paritaire. Les femmes restent exclues de la politique. Il y a près d'un demi siècle qu'elles ont acquis le droit de vote. Leur rôle s'accroît constamment dans tous les secteurs de la

vie sociale, mais elles continuent à être minorisées dans tous les lieux de pouvoir. Or il n'y a pas de démocratie sans parité hommes/femmes à tous les niveaux de décision ; en cassant le monopole des grands partis. Ceux-ci sont devenus des machines dont le principal objectif est d'occuper le maximum de places de pouvoir. Tous communient dans le culte du «marché libre» et de la compétitivité. On nous laisse voter pour des nuances. Or il n'y a pas de démocratie sans choix entre des projets de société alternatives ; en établissant une démocratie économique et sociale. La prise de décision au niveau économique reste la chasse gardée d'une oligarchie, qui contrôle également l'accès aux savoirs. Des décisions vitales pour l'avenir de régions entières, de millions d'hommes et de femmes sont prises par des institutions financières non-démocratiques ou par des entreprises multinationales. Dans ce système, le capitalisme pour ne pas le nommer..., nous cessons d'être des individus.

Nous ne sommes que des producteurs et des consommateurs dont les désirs sont budgétisés. Or il n'y a pas de démocratie sans participation des gens concernés, sans transparence, sans savoirs partagés, sans proximité de la décision.

La gauche traditionnelle est en plein désarroi. Beaucoup de gens la voient comme un rempart pour les acquis sociaux et démocratiques, mais elle ne joue plus ce rôle. Dans notre pays, elle est arrivée quasiment au terme d'un long processus d'intégration au système, de soumission à ses lois et d'assimilation de ses mœurs. Or il n'y a pas de démocratie sans une gauche qui conteste le capitalisme.

### Pour un nouveau mouvement politique

La situation est sombre et le désespoir fait le lit des démagogues. Mais «là où est le danger il y a place aussi pour le salut», disait le poète Hölderlin. Il faut une alternative à gauche. A nous de la construire la plus large et la plus crédible possible.

Prenons notre sort en main. Brisons le carcan des structures qui, en dehors de tout contrôle démocratique ne défendent que les intérêts d'une petite minorité de la population. Cessons de subir la main invisible du marché. Manifestons ainsi notre volonté et notre capacité de devenir véritablement des citoyens. Organisons-nous pour penser et poser nous-mêmes les choix concrets qui engagent notre avenir. Fondons un mouvement politique nouveau pour porter ces choix dans les mobilisations et les luttes électorales. ★

# «Europe oui, Maastricht non»

Le 3ème congrès du Parti du Socialisme démocratique (PDS), issu du parti au pouvoir dans l'ex-RDA, s'est tenu à Berlin du 11 au 13 mars 1994 et a discuté et voté la plate-forme électorale pour les élections au Bundestag (Parlement allemand), qui auront lieu en octobre 1994 — l'élection des candidats incombant aux branches régionales du parti. Le Congrès a aussi adopté la plate-forme électorale pour les élections européennes du 12 juin 1994 et désigné les candidats pour ces dernières élections.

Manuel KELLNER

Sur la grande banderole derrière le présidium on pouvait lire : «*congrès électoral 94 le changement commence avec l'opposition*». Une main inconnue avait «amendé» cette sentence en graffiti avec le mot : «*Résistance*».

Ceci traduit les sentiments de la majorité de la «AG Junge Genossen» (le Groupe de travail des jeunes camarades) au sein du PDS (qui est ouverte aux non-membres du PDS). Ils et elles craignent que le PDS ne se transforme en «*Parti établi*». Le vice-président du parti, Wolfgang Gehrcke les a interpellés : «*Mais où donc avon-nous changé nos positions de principes sous la pression du parlementarisme ?*» Il est vrai que sur bon nombre de questions politiques, le PDS a conservé une opposition intransigeante : contre toute activité de la *Bundeswehr* (armée) à l'étranger, contre le démantèlement du droit d'asile, contre la criminalisation de l'avortement etc. Le sentiment des jeunes camarades est fondé, car si les positions programmatiques du PDS ont généralement un profil de gauche, le discours du membre le plus connu, Gregor Gysi (président du groupe parlementaire du PDS à Bonn) dans son «manifeste d'Ingoldstadt» — document qui cherche à montrer des solutions «à l'intérieur du système», dont il porte l'entière responsabilité mais qui est large-



ment identifié au PDS dans les médias — est déjà plus «droitier».

L'autre opposition, qui s'est articulé pendant les débats, celle de la «plate-forme communiste» était très défensive et peu attirante. Elle articule un radicalisme anti-système verbalement «révolutionnaire» avec des propositions concrètes minimalistes, tout cela agrémenté de nostalgie des bons vieux PC d'autrefois.

## Un sujet passionnel

Dans le passé, sur le thème de l'Europe, il y avait des débats passionnés : une minorité s'opposait à toute référence positive à l'Union européenne et même à l'Europe, avec l'argument, qu'il s'agissait d'un projet impérialiste des patrons et des banques, ses structures politiques ne permettant aucune influence réelle d'en bas ou même des députés. Ce débat a été dépassé lors de ce congrès.

Le consensus programmatique du PDS peut être résumé de la façon suivante : «*Europe oui, Europe de Maastricht non*». La lutte contre le déficit démocratique flagrant des institutions de l'Union européenne, la lutte contre la «*forteresse Europe*», la solidarité avec les migrants et les fugitifs du Sud et de l'Est, la résistance aux politiques d'austérité, de démantèlement des acquis sociaux, d'attaques réactionnaires contre les femmes, la lutte pour

le plein emploi par la réduction du temps de travail sans perte de salaire (ce dernier point ayant donné lieu à un débat controversé) et par des programmes publics créants des postes de travail. Le programme du PDS pour les élections européennes contient un grand nombre de revendications progressistes correctes.

Il y avait quand même un débat très intéressant sur la formulation de la perspective de politique générale du parti pour l'Europe. Dans la version soumise au congrès, il était encore revendiqué une Europe gouvernée avec la large participation des citoyennes et citoyens, une Europe multiculturelle, écologique, empreinte de justice sociale, pacifique et non-raciste qui garantisse à tous le droit de vivre, de travailler et d'être logé. Ce n'était déjà pas peu dire, mais ne suffisait pas à la majorité des délégués. A quelques voix près, ils votèrent que cette Europe, où nous vivons et produisons autrement, doit aussi être une Europe du socialisme démocratique.

A part le contenu du programme électoral, les candidats présentés renvoient aussi des «signaux» politiques très diversifiés. En tête de liste, il y a Hans Modrow, dernier président du SED (parti au pouvoir en RDA), «poursuivi» hypocritement par la justice et les médias bourgeois pour soutenir à la fraude électorale en ex-RDA. Pas très à gauche, très «réaliste», ce dernier

est néanmoins l'idole du parti. A la deuxième place, on trouve Yvonne Kaufmann, vice-présidente du parti et observatrice à Strasbourg. Figurent également sur la liste : Guiseppina Paglia (à la 5ème place), italienne, membre de *Rifundazione comunista* ainsi que des intellectuels sans-parti de l'Ouest, comme Susanne Schunter-Kleemann de Brême, féministe spécialisée dans les questions sociales, des intellectuels «martyrs» licenciés de leurs fonction à l'Est tel l'ex-recteur de l'université Humboldt, Heinrich Fink, ou encore Leo Mayer (en 8ème position), délégué d'entreprise chez Siemens et membre du DKP (le reste du petit PC ouest-allemand resté plus «traditionaliste» que le PDS).

### Une présence utile

Il faut tenir compte aussi, que le PDS (par décision de sa direction en mars 1994) exige de ses éventuels élus au Parlement européen (comme au Bundestag), un comportement convenable, même d'après des critères révolutionnaires. Ils doivent donner une partie importante de ce qu'ils gagnent comme parlementaires au parti pour des projets liés au travail politique. Ils doivent également promettre de renoncer à leur mandat, s'ils quittent le groupe parlementaire auquel appartient le PDS.

Ajoutons que, jusqu'à nouvel ordre, le travail parlementaire du PDS à Bonn a été et reste utile à la lutte des opprimés. Ainsi, la plupart des révolutionnaires en Allemagne ont développé une ligne de soutien électoral critique au PDS et ont même parfois présenté des candidats sur sa «liste ouverte» pour les élections au Bundestag.

Il serait donc positif que le PDS dépasse la barre des 5 % et parvienne à faire rentrer quelques candidats au Parlement de Strasbourg, qui seront certainement et de loin les plus à gauche des 99 Allemands qui vont y siéger. Les éventuels parlementaires européens des gauches radicales et révolutionnaires des autres pays d'Europe pourront certainement collaborer de façon constructive avec ceux du PDS sur de nombreux points. Il s'agira de tisser des liens. Mais ces liens doivent aussi être le lieu d'un débat contradictoire, car le PDS, tout en étant réformiste de gauche, n'en reste pas moins un parti réformiste qui n'a pas la perspective de rupture radicale avec les Etats bourgeois en place. Et ceci se traduira inévitablement par des conséquences politiques concrètes dès qu'il y a de grands événements mettant cette question tant soi peu à l'ordre du jour. ★

Cologne, 25 avril 1994

# Une occasion perdue

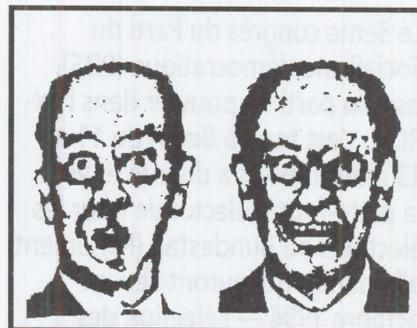
Les élections européennes du 12 juin prochain auront lieu dans le cadre de la crise économique, politique et sociale la plus grave qu'ait connue l'Etat espagnol depuis l'arrivée des socialistes au pouvoir, à la fin de 1982.

Miguel ROMERO

Il n'est pas inutile de rappeler quelques chiffres : le taux de chômage frôle les 24 %, ce qui correspond à près de 3,8 millions de chômeurs ; la proportion des emplois précaires est de 34 % ; les emplois industriels ont diminué de 10 % en 1993. Enfin, s'est constituée une «cleptocratie», enrichie en quelques années grâce à la corruption, qui compte parmi ses membres les plus illustres l'ancien gouverneur de la Banque d'Espagne, l'ancien directeur général de la garde civile — la police spécialisée dans la lutte contre le «terrorisme» et le trafic de drogue, qui dispose d'un puissant service de renseignement — l'ancienne directrice du bulletin officiel de l'Etat et une ancienne responsable de la Bourse, entre autres fonctionnaires moins «gradés» (1). Il ne fait aucun doute que de nouveaux scandales vont éclater dans les mois qui viennent.

La crise a dépassé les capacités de réaction et de résistance des mouvements sociaux depuis longtemps affaiblis et désorientés. La grève générale du 27 janvier 1994, tout en montrant que des possibilités de lutte d'ensemble existent, a surtout mis en évidence l'absence d'alternative aux directions des Commissions ouvrières (CO) et de l'Union générale des travailleurs (UGT), qui n'ont pas su quoi faire lorsque le gouvernement a fermement refusé de négocier les terribles mesures de sa politique économique et sociale.

Ces conditions rendent d'autant plus importantes les élections européennes : un fort vote sanction de gauche pour le Parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE) est le seul moyen pour relancer à court terme la mobilisation sociale. Pour la Gauche unie (IU) — qui a, ces dernières années, fait de l'opposition radicale à Felipe Gonzalez son principal signe d'identité — c'était



l'occasion rêvée de servir d'axe à une candidature unitaire, de type «rouge-vert», à laquelle aurait pu s'identifier la majorité des gens de gauche lassée par la misérable «fin de règne» du PSOE. Cette occasion a été lamentablement gâchée. La liste d'IU pour les européennes a été déterminée par des manœuvres internes — et peut-être par des objectifs politiques à moyen terme — qui contredisent la volonté affichée de développer un «processus vivant de convergence politique, programmatique et, en son temps, institutionnelle, d'un large éventail de forces de gauche transformatrices et alternatives.» Seuls 58 % des membres du conseil fédéral d'IU ont approuvé la liste. Un chiffre qui laisse à supposer que la quatrième assemblée fédérale de décembre 1994 sera marquée par de rudes batailles politiques.

### La genèse d'un débat

Mais pour comprendre les débats actuels qui ont lieu au sein d'IU, il faut revenir à ceux de sa troisième assemblée fédérale de mai 1992. C'est au cours de cette dernière que se sont constitués les deux grands courants qui animent depuis la vie de l'organisation : la majorité autour du coordinateur général, Julio Anguita, qui a obtenu 60 % des votes et le courant «Nouvelle gauche» (qui a une existence formelle et publique en tant que tel) qui en a obtenu 40 %. Le Parti communiste espagnol (PCE), dont Anguita est toujours le secrétaire général, constitue la colonne vertébrale de la majorité tandis qu'on retrouve dans la Nouvelle gauche toute

1) La démission du ministre de l'Intérieur, Antoní Asunción, intervenue samedi 30 avril, suite à la fuite de l'ancien numéro un de la Garde civile, s'est produite après la remise de cet article (ndlr).

2) Le PASOC est une petite scission du PSOE de 1983, qui est surtout composée de notables.

une série d'anciens dirigeants du PCE — dont le plus connu, Nicolas Sartorius, a été longtemps considéré comme l'héritier de Santiago Carrillo — et le Parti d'action socialiste (PASOC), une organisations qui a peu de militants, mais qui bénéficie du fait qu'elle apparaît comme le «secteur socialiste» de IU (2). On peut grossièrement dire que la majorité est la «gauche» et la minorité la «droite», même si nous verrons que ces caractérisations appellent des explications complémentaires.

Les conflits internes se sont aiguisés dans les mois suivants, tout particulièrement avec le débat sur Maastricht qui a conduit IU au bord de l'éclatement. Le conseil fédéral avait adopté le 27 septembre 1992 une résolution modérant le discours de la majorité, où il acceptait de «donner au groupe parlementaire une consigne d'abstention dans le vote final de la loi de ratification du traité de Maastricht. Une abstention qui à la fois dénonce les prétentions de Gonzalez à écarter la participation active du peuple espagnol à la construction européenne, qui simultanément exprime le fait que le traité de Maastricht, sous sa forme actuelle, ne doit pas être ratifié et qui plaide pour une renégociation». Malgré les efforts consensuels, seuls huit députés se sont abstenus ; huit autres ont voté pour (selon la célèbre formule de «oui critique») et le dernier, également favorable à l'accord, a fait une «absence tactique» pour éviter que la position majoritaire ne soit mise publiquement en minorité — avec tous les risques d'éclatement que cela comportait. Quoi qu'il en soit, cela laissait un lourd contentieux entre les deux courants.

## Premières escarmouches

A partir du début 1993, Anguita a passablement radicalisé son discours vers une orientation qu'il a lui-même résumé par la formule : «le PSOE doit perdre les élections par la gauche.» «Nouvelle gauche» a durement critiqué cette orientation et préconisé la recherche d'un accord avec le PSOE pour éviter un gouvernement du Parti populaire (PP, parti démocrate-chrétien). A l'arrière-plan de tous ces débats, il y avait un sondage publié dans *El País*, et qui donnait une coalition PSOE-IU comme la formule de gouvernement préférée par 43 % des personnes interrogées contre 34 % pour une coalition PSOE-PP et seulement 11 % pour une coalition de fait entre le PSOE et l'organisation nationaliste catalane Convergence et union (CiU) — qui s'est finalement réalisée.

Ce ne sont pas les questions programmatiques qui ont provoqué le conflit, mais plus prosaïquement la question des listes

électorales. L'organisation de Madrid, où se présentent traditionnellement les dirigeants centraux, a organisé des «primaires» pour décider de l'ordre sur la liste des candidats proposés par la direction. C'est en principe une idée intéressante, dont la gauche devrait apprendre à faire bon usage à l'avenir, mais la majorité y a accaparé les premières places. Il y a eu une forte participation (97 % soit 2 832 adhérents) et un terrible vote sanction pour les principaux dirigeants de «Nouvelle gauche», qui ont été relégués à des places non éligibles. Refusant les formules de compromis, ces derniers ont laissé des personnalités de second ordre occuper les places revenant à leur courant et se sont retirés des instances de direction d'IU.

Les résultats électoraux d'IU ont été moins bons que prévus, avec 18 députés, soit seulement un de plus que dans la précédente législature malgré un progrès de 400 000 voix — 2,25 millions de voix soit 9,57 % des suffrages. Gonzalez pouvait obtenir une majorité absolue par un accord avec l'IU ou CiU, ce qui a donné lieu à moult consultations et tractations. C'est à ce moment qu'ont commencé les recompositions internes dans IU qui expliquent l'orientation décidée pour les européennes.

## Une «question de survie»

La position de «Nouvelle gauche» était claire et cohérente depuis le début. Sartorius a déclaré qu'un accord avec le PSOE était une «question de survie» pour IU ; étant donné que le principal obstacle était la politique économique du gouvernement, l'astucieux politicien proposait qu'IU reprenne à son compte ce qui avait été conclu entre les syndicats et le PSOE. Pour sa part, la majorité a proposé au PSOE un accord programmatique qui en cas de réalisation devrait être ratifié «par les bases». Etant donné qu'IU prenait la responsabilité de donner une majorité absolue au gouvernement PSOE-IU, cela semblait raisonnable. Mais dans les faits, l'attitude des porte-parole de la majorité dans les conversations avec le PSOE a été très confuse.

IU produit fréquemment de volumineux documents programmatiques : celui des législatives de 1993 n'occupait pas moins de 150 pages. Sans remettre en cause l'utilité de tels documents, il est peu probable qu'ils puissent servir de guide pour une politique d'alliance complexe, d'autant plus si l'objectif est la formation du gouvernement. Après de multiples conversations avec Gonzalez, probablement personne n'a compris ce qu'IU considérait décisif pour appuyer ou faire partie du gouvernement. Et pire, personne

n'a compris ce que voulait dire Anguita lorsqu'il a affirmé la disposition de IU à «se brûler» dans un accord avec le PSOE pourvu qu'il traduise un «virage à gauche». Dans ce cas, les choses étaient simples parce que Gonzalez ne voulait pas d'un accord avec IU. Par contre, si ces problèmes venaient à être posés concrètement, ce qui se produira probablement à court ou moyen terme, il y aurait des débats ne recoupant pas nécessairement les actuelles majorité et minorité.

## Vers la normalisation

Le mépris de Gonzalez pour toute proposition venant de IU a résolu par élimination le débat post-électoral. Mais quelques semaines plus tard, s'est produit une nouvelle crise interne, au sein de «Nouvelle gauche» cette fois. Nicolas Sartorius a proposé la transformation du courant en parti politique avec l'objectif avoué de faire front à l'hégémonie du PCE dans IU. La proposition s'est heurtée à un refus massif au sein du courant ; il était évident que la majorité de ses membres voulaient maintenir son statut actuel et refusaient l'escalade «scissionniste» dans le conflit interne. En conséquence de quoi Sartorius s'est retiré de toute activité politique, du moins temporairement.

Dans l'opposition à la proposition de ce dernier, s'est distingué Alonso Puerta, député européen et secrétaire général du PASOC. Ont alors commencé à circuler des rumeurs affirmant que Puerta avait obtenu l'engagement d'Anguita à lui laisser la tête de liste pour les européennes ; cela semblait incroyable, mais c'est avéré exact...

Durant l'automne, Gonzalez a essayé de faire signer un pacte social aux CO et à l'UGT. La délégation des CO s'est montrée particulièrement réceptive au chant des sirènes présidentielles. Anguita s'y est fermement opposé, montrant qu'une fois de plus, sur tout ce qui a trait au social, il garde une opposition intransigeante au néolibéralisme rampant du gouvernement. Comme on pouvait s'y attendre, «Nouvelle gauche» soutenait le pacte mais une fois de plus l'intransigeance de Gonzalez a fini par faire converger dans la pratique les positions au sein d'IU : tous jugeant finalement un accord impossible.

C'est ainsi que depuis l'automne 1993 des signes de «normalisation» sont apparus au sein de la direction de IU. Le rapport politique défendu par Anguita au conseil fédéral a été rédigé par une commission paritaire majorité-minorité et «Nouvelle gauche» a annoncé son retour dans les instances fédérales de IU, justifiant son attitude par le fait que la majorité

avait tourné sur des questions comme «*la construction européenne, la politique d'alliance et les propositions économiques.*» Même s'il est évident que la raison principale du retour de la minorité dans les postes à la direction de IU est que ses dirigeants ne savaient pas trop quoi faire en dehors, il est vrai que la majorité va par la suite infléchir sa politique — selon un processus encore peu palpable, contrasté et contradictoire.

Il y a trois facettes différentes dans la ligne d'Anguita de l'après-Maastricht qui ne s'intègrent pas bien : d'abord la recherche d'un consensus programmatique avec la minorité pour dépasser les fractures ouverte dans le débat sur Maastricht tout en maintenant le profil politique de la coalition ; ensuite, face à la crise du PSOE, la tentative de gagner de l'influence dans la base socialiste «décue» en manifestant une volonté de parvenir à des accords programmatiques ou de gouvernement dans les communautés autonomes ; et enfin le maintien d'une ligne critique très dure vis-à-vis de la politique de González, avec un soutien et des appels à la mobilisation sociale, comme lors de la grève du 27 janvier 1994. Pour simplifier, IU maintient une orientation politique de gauche «par le haut» et «par le bas», mais «par le milieu», et en particulier pour ce qui est de la politique d'alliance, elle développe une ligne assez inquiétante qui augure mal l'avenir de l'organisation.

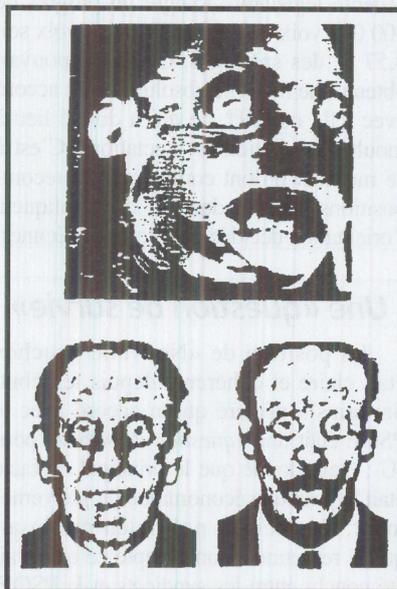
### Le facteur «écosocialiste»

C'est dans ces conditions qu'à Barcelone et à Madrid on a vu se tenir des réunions entre personnalités de divers courants «rouges» et «verts» — allant de membres de la majorité d'IU et de son secteur «écosocialiste» à la gauche alternative, aux verts écologistes et pacifistes, avec dans le cas de Barcelone, le collectif de rédaction de la revue *Mientras Tanto*, pionnière depuis sa fondation en 1979 de ce qui ne s'appelait pas encore l'«écosocialisme». Les processus ayant lieu dans les deux villes étaient indépendants, mais il y a eu une bonne communication entre eux et une communauté de vue sur les questions centrales. Cette convergence est bien résumée dans le paragraphe suivant d'un de leurs documents : «*Nous ne pouvons pas nous résoudre aux politiques myopes ou criminelles qui nuisent aux intérêts de la majorité et hypothèquent gravement l'avenir, et encore moins à la résignation. Aujourd'hui plus que jamais, il faut une large convergence alternative de tous ceux qui défendent les valeurs d'égalité, de liberté et de solidarité, qu'ils soient membres d'organisations politiques*

*ou pas : partis et groupes de gauche, syndicats, mouvements écologiste et antinuclear, collectifs féministes, groupes pacifistes, mouvement chrétien de base, associations de citoyens ou culturelles etc.*»

Bien que ces initiatives ne se fixaient pas un objectif purement électoral, il ne fait aucun doute que la proximité des européennes et la possibilité de pouvoir y intervenir d'une façon ou d'une autre ont joué un rôle dans leur dynamique.

Fin décembre 1993, elles proposaient publiquement d'intégrer comme indépendant Joaquim Sempere pour Barcelone, et peu après Carlos Taibo pour Madrid, sur toute liste «*défendant un programme écosocialiste*». Taibo et Sempere sont des intellectuels, vieux routiers des luttes de la gauche, actuellement sans parti et qui bénéficient de la confiance de la plupart des individus et des courants parties-pre-



nantes des réunions de Barcelone et Madrid.

Les destinataires de ces propositions étaient implicitement IU et Initiative pour la Catalogne (une organisation qui lui est fédérée). Leurs réponses ont indiqué d'où soufflait le vent nouveau pour les européennes et au-delà.

Il faut signaler que les candidatures de Sempere et de Taibo n'étaient pas contradictoires avec le discours politique d'IU, dont les résolutions affirment qu'il faut constituer un «*fort pôle rouge-vert au Parlement de Strasbourg*» et qu'elle est disposée à tisser des liens privilégiés avec les mouvements sociaux. Aux raisons militantes pour la convergence politique on pourrait ajouter le pur intérêt électoral. Comme le reconnaît si bien IU, «*ni le vote utile, ni le vote de crainte, ni le bipartisme ne pèseront sur le 12 juin comme ils l'ont fait sur les dernières législatives*». Ce sera

effectivement une des rares occasions où l'image radicale et alternative pourra être rentable en terme de vote pour une force comme IU.

Mais aucune de ces raisons n'a triomphé. La direction d'Initiative pour la Catalogne a approuvé la candidature d'Antoni Gutiérrez, eurodéputé sortant et ancien secrétaire général du Parti socialiste unifié de Catalogne (PSUC, par 70 % contre 30 % pour celle de Sampere (3)). A Madrid, la direction d'IU s'est contentée d'une proposition informelle de 7ème place (dont l'éligibilité est douteuse) pour Taibo, ce que la majorité des signataires de la proposition jugeait inacceptable.

Cette échec est d'autant plus regrettable qu'il aurait été facile de réaliser là une expérience commune très enrichissante pour l'avenir. On peut toujours se consoler en pensant que cette affaire n'en restera certainement pas là. Les collectifs de Madrid et de Barcelone vont continuer à travailler et leur initiative va trouver un débouché sur un autre terrain, à l'intérieur comme à l'extérieur de IU — même s'il ne sera pas aisé de trouver l'espace et la formule adaptés à des gens si différents, non seulement dans leurs pratiques, mais aussi dans leurs projets.

### La convention de Madrid

Le 5 mars 1994, IU a tenu à Madrid une convention pour discuter et approuver le programme pour les élections européennes. Le lendemain, le conseil fédéral décidait des 15 premiers noms sur la liste.

Le débat sur le projet de programme a connu une participation irrégulière et en général limitée aux cadres de l'organisation. Au cours de la réunion il y a eu peu d'amendements, une grande pluralité d'opinions et une ambiance de «consensus contrôlé» — toutes les suggestions ont été intégrées mais la rédaction finale restait aux mains de la commission correspondante.

Le programme est encore une fois un très long texte — de plus de 80 pages — dont un tiers est consacré à des questions économiques. On y trouve nombre d'idées positives sur la solidarité avec les immigrés, la coopération avec les peuples du Sud, la réduction à 30 heures de la semaine de travail (avec néanmoins des réductions de salaires non linéaires), la défense de l'objection de conscience, la proposition d'un processus constituant européen, l'encouragement à la participation des citoyens, des organisations et mouvements

3) Le PSUC est l'organisation traditionnelle du PCE en Catalogne depuis les années 30. Elle bénéficie d'une large autonomie.

sociaux et un parti écologiste assez conséquent.

Les aspects les plus critiquables sont, d'abord tout ce qui touche à l'«européanisme» abstrait, qui soit consiste en pure rhétorique, soit dilue les idées et les tâches («l'Europe est un objectif stratégique de la gauche», «l'Europe est objectivement intéressée à la réalisation d'une profonde démocratisation des relations internationales», entre autres citations). Ce à quoi il faut ajouter la proposition, pour le moins très ambiguë, de «construire une majorité de progrès au niveau européen». Ses défenseurs expliquent qu'il ne faut pas l'interpréter comme un projet d'alliance avec le Parti socialiste européen (PSE), mais ne parviennent pas à expliquer quelle «majorité de progrès» peut exister à Strasbourg en marge du PSE. La question est d'autant plus grave que IU est consciente du lien inévitable entre les politiques d'alliance au niveau européen et dans l'Etat espagnol.

### Une rude bataille

Le programme a été adopté pratiquement à l'unanimité, mais le lendemain il y a eu une bataille féroce pour la composition de la liste et pour désigner la tête de liste notamment. Dans la présidence fédérale (l'équivalent d'un comité exécutif), il y a eu un vote préparatoire sur deux candidatures : Alonso Puerta, soutenu par Anguita, les dirigeants centraux de la très puissante organisation andalouse et «Nouvelle gauche», et Laura Gonzalez (eurodéputée, ancienne présidente du Parlement asturien et dirigeante du PC des Asturies) appuyée par la majorité de la «majorité» — qu'il serait plus approprié d'appeler, au moins pour l'instant, «ex-majorité». Puerta a été choisi par 17 voix contre 14.

Anguita a défendu la candidature de ce dernier avec des arguments génériques (la «loyauté commune au programme») et peu convaincants (mettre davantage l'accent «sur ce qui nous unit plutôt que ce qui nous sépare»). Il a de plus utilisé à plusieurs reprises une référence mystérieuse ; le choix de Puerta aurait selon lui été «le plus intelligent». Il n'a pas expliqué pourquoi mais sans vouloir spéculer sur ses motivations, les vraies raisons sont sans doute parmi les suivantes : d'abord, mettre en tête de liste un partisan de la position minoritaire sur Maastricht donne d'IU une image démocratique et pluraliste ; ensuite, Alonso Puerta est populaire dans l'électorat socialiste et, enfin, ce dernier symbolise la disponibilité d'IU à des accords futurs avec le PSOE.

Le seul argument consistant est le troisième. Pour savoir s'il a pesé ou non dans

## Danemark : l'UE en question

Le non danois à Maastricht du 2 juin 1992 avait envoyé une formidable onde de choc à travers l'establishment danois — et européen. Après ce vote, pourtant, le Parti socialiste populaire (SF, social-démocrate de gauche), qui était opposé à Maastricht, a été l'un des principaux architectes du prétendu «compromis national» qui a permis d'arracher un «oui» danois à Maastricht, le 18 mai 1993, puis la ratification consécutive du traité.

Le «compromis national» reflétait à la fois une inflexion du cours politique du SF, entreprise depuis longtemps, mais également l'espoir que nourrissait cette organisation de rentrer dans le prochain gouvernement social-démocrate. Cet espoir a été écrasé au moment de la chute du gouvernement de droite de Schlüter. Le dirigeant social-démocrate, Poul Nyrup Rasmussen, a préféré faire équipe avec trois petits partis bourgeois et le SF est resté dans l'opposition.

Pour l'Alliance rouge-verte la situation au lendemain du 18 mai 1993 était propice à l'espoir : du fait du retournement de SF l'alliance a dépassé dans les sondages la barre de 2 % permettant d'entrer au Parlement danois. Et même si les sondages ont évolué depuis, l'Alliance rouge-verte a dépassé cette limite plusieurs fois depuis. Cette dernière ne présentera pas sa propre liste pour les européennes de juin 1994. Elle mènera à la place une campagne politique, tout en appelant à voter pour les deux listes de résistance à l'UE.

Après le 2 juin 1992, une scission du Mouvement populaire contre la CEE, qui avait à l'époque quatre députés, avait donné naissance au Mouvement de juin. Pour ce qui est de la politique quotidienne, les différences entre ce dernier et le Mouvement populaire «maintenu» ne sont pas évidentes. Pourtant, alors que le Mouvement populaire réclame que le Danemark quitte la CEE — et pas seulement l'Union européenne (UE) — le Mouvement de juin ne s'oppose qu'à l'UE et non à la construction européenne dans son ensemble. Il y a des membres de l'Alliance rouge-verte en bonne position sur les deux listes — en tête de la liste du Mouvement populaire, et à la seconde place sur celle du Mouvement de juin. Ces deux regroupements rassemblent des forces bourgeoises et de gauches. Ce qui donne parfois d'étranges juxtapositions dans leurs documents — une phrase peut revendiquer le droit des patrons et des employés à négocier dans le sens de leurs intérêts communs, et la suivante parler de syndicats forts comme la seule protection contre le dumping social !

Par ailleurs, les sociaux-démocrates essaient de mettre en avant la question de l'Etat providence, tout en passant sous silence le contenu du «compromis national» auquel le SF s'accroche désespérément. Des partis de droite comme le parti libéral ou le parti du centre prôneront sans doute l'extension de la participation danoise à l'UE et l'adhésion du Danemark à l'Union de l'Europe occidentale — une question qui sera mise à l'ordre du jour de la conférence des gouvernements en 1996.

Les prochaines européennes peuvent être analysées dans le droit fil des référendums de juin 1992 et mai 1993 : leurs résultats vont être interprétés comme un oui ou un non à l'UE. Et comme en mai 1993, où 44 % des votants avaient dit non, ces résultats refléteront le degré de la résistance danoise à l'UE. ★

Kaj Jensen

la décision, il faudra attendre les élections andalouses, qui auront également lieu le 12 juin 1994, au cours desquelles le PSOE devrait perdre la majorité absolue et le PP s'en rapprocher tout en restant le deuxième parti. Se posera alors pour IU un problème de politique d'alliance assez complexe.

En tout cas, la liste officielle a été approuvée malgré une opposition considérable — par 89 voix pour (dont seulement 35 émanant de l'ancienne majorité), 28 contre et 33 abstentions. Le débat a été très dur et sans autocensure. Pourtant le pluralisme est une chose et la démocratie une autre : un responsable de l'organisation andalouse qui est intervenu contre la candidature de Puerta, a été limogé sur le champ. Pour être une exception, cela n'en est pas moins significatif.

Finalement, IU présente une liste où l'appareil pèse davantage que le «rouge»

ou le «vert». Sur le plan interne, un bon résultat électoral renforcera probablement les partisans de la candidature et consolidera peut-être le «recentrage» qui est en train de mûrir au sein de la direction. Rien n'indique par contre qu'un mauvais résultat produirait un résultat symétrique.

De toute façon, les problèmes internes sont secondaires. La grande majorité des gens votera le 12 juin pour des sigles, pas pour des candidats ou pour des programmes. Et le résultat le plus important sera le rapport entre les pertes du PSOE et les progrès d'IU. Avec Alonso Puerta ou sans lui, IU sera à l'échelle du pays le vote le plus visible à gauche du PSOE. Il faut que ce vote soit le plus gros possible. Après le 12 juin, de toute façon, nous entrerons dans une zone de turbulence. ★

Madrid, 28 avril 1994

# Du côté du mouvement ouvrier

Le principal problème de la gauche démocratique russe est à ce jour son incapacité à gagner une influence de masse parmi la classe ouvrière. Une analyse de cet échec est donc incontournable pour les partis politiques et les mouvements de gauche. L'étude qui suit est divisée en deux parties, la première publiée ci-dessous est un examen de la situation politique et sociale de la classe ouvrière et du mouvement ouvrier «apolitique» et la seconde, qui sera publiée dans notre numéro de juin 1994, ébauchera un aperçu historique et une analyse de la gauche russe\*.

Poul FUNDER LARSEN  
et David MANDEL

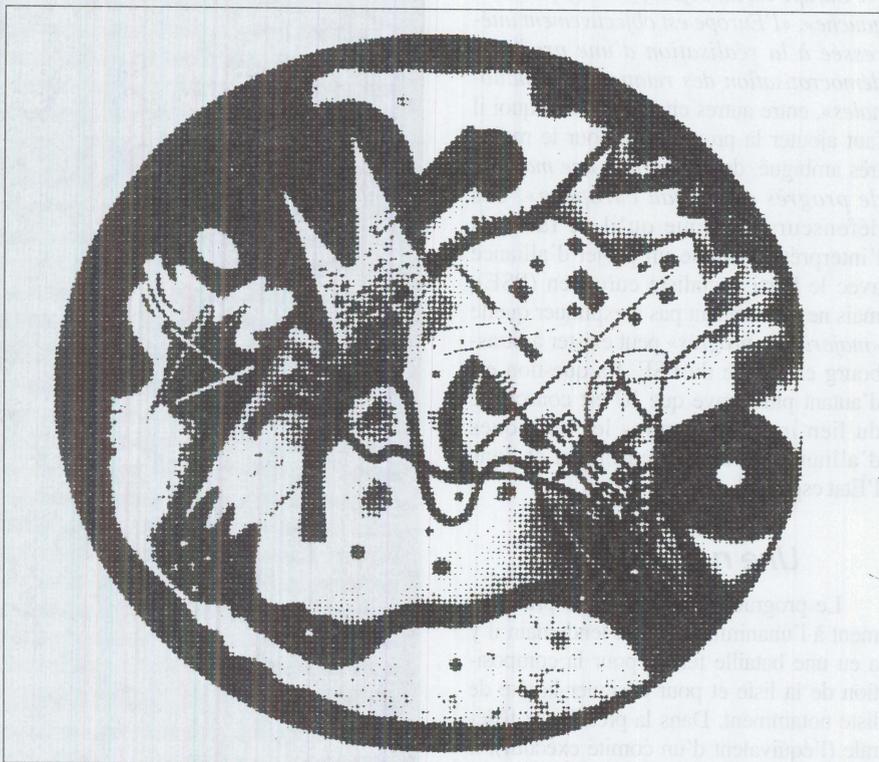
Jusqu'à la fin des années 80, l'idée selon laquelle la révolution antibureaucratique aurait un contenu socialiste — c'est-à-dire qu'elle conduirait à une véritable socialisation de l'économie nationalisée — était très largement répandue dans la gauche démocratique à l'intérieur et à l'extérieur de l'Union soviétique. Cette illusion n'était pas dénuée de tout fondement. Les travailleurs ont joué un rôle dirigeant et indépendant dans tous les mouvements antibureaucratiques d'Europe de l'Est durant les 40 ans qui ont suivi la deuxième Guerre mondiale. Ces derniers avaient invariablement donné naissance à des conseils ouvriers et à des revendications d'autogestion. Même en Union soviétique, le centre du pouvoir bureaucratique, les désillusions de la déstalinisation ont provoqué au début des années 60, un mouvement de protestation de grande ampleur parmi les travailleurs, qui a été durement réprimé.

On imaginait mal les travailleurs de ces économies nationalisées acceptant le remplacement de leur anciens seigneurs bureaucratiques par une classe capitaliste. Le fait que le capitalisme soit en cours de restauration, fût-ce de façon confuse et

encore incomplète, est principalement le résultat de l'affaiblissement de la classe ouvrière sous la dictature bureaucratique. Pourtant, la *perestroïka*, lancée d'en haut comme un retour aux principes socialistes, a suscité une croissance, certes inégale, de la mobilisation de la classe ouvrière. Ceci a pris la forme de grèves, de création d'organisations quasi-politiques et de syndicats indépendants, de mouvements d'autogestion, ou d'une participation active à la politique électorale sous forme de soutien aux forces antibureaucratiques.

## Aux avant-postes

Cette activité a joué un grand rôle dans l'extension graduelle des libertés politiques sous la *perestroïka* et a finalement conduit à la chute du régime bureaucratique «communiste». Mais les fruits de cette mobilisation, qui en Russie n'a jamais touché qu'une minorité de la classe ouvrière, ont été facilement engrangés par des forces libérales (intérieures et extérieures à la bureaucratie) hostiles aux intérêts des travailleurs. Malgré leurs promesses de démocratie et de niveau de vie «à l'occidentale», les politiques des nouvelles/anciennes élites ont laissé les tra-



vailleurs dans une situation bien pire du point de vue économique et politique que sous la *perestroïka* et à de nombreux égards pire que sous l'ancien régime.

Rétrospectivement, il est facile d'expliquer la faiblesse de la classe ouvrière : l'effondrement rapide de la domination bureaucratique a laissé dans son sillage une société atomisée. Le régime avait pendant plus de 60 ans empêché toute activité ou organisation collective indépendante — à l'exception des groupes bureaucratico-mafieux sous Brejnev. La facilité relative avec laquelle certains travailleurs ont pu mener une action collective pendant la *perestroïka* — cela s'est même produit à très grande échelle dans le cas des mineurs — tenait essentiellement au fait que l'Etat lui-même fournissait un cadre organisationnel aux mobilisations : la bureaucratie du parti-Etat qui organisait la société pour mieux la contrôler. Lorsque la répression s'est assouplie, dans les cinq dernières années de la *perestroïka*, ces structures — surtout dans les entreprises d'Etat et leurs administrations centralisées — étaient encore intactes, et la

\* Pour une mise au point sur la terminologie employée, voir l'encadré p. 31.

protestation économique s'est rapidement politisée. Le point culminant de la mobilisation a été atteint en 1990, avec l'élection de nombreux libéraux se présentant sous les couleurs de la démocratie et de la lutte antibureaucratique, aux Soviets locaux et des républiques.

## La victoire des libéraux

Après quoi l'activité ouvrière a décliné, avec néanmoins de faibles signes de résurgence en automne 1993, lorsque les chars d'Eltsine ont écrasé le Soviet suprême. En août 1991, les forces libérales «eltsiniennes» ont pu mettre en échec le coup d'Etat conservateur avec un minimum de mobilisation populaire. Cet épisode a permis le renforcement des libéraux et le lancement de la «*thérapie de choc*», une attaque brutale contre le niveau de vie et les droits sociaux et politiques de la population.

A cette époque, le gros des anciennes structures d'Etat avaient été démantelées, surtout dans le domaine économique, et ne pouvaient déjà plus servir à organiser la colère populaire. Les entreprises bien que toujours propriété d'Etat ont «gagné» leur autonomie. L'atomisation résultante s'est parfaitement réfractée dans le mouvement syndical, où la décentralisation a été poussée à l'extrême. Les branches nationales syndicales et les confédérations ont perdu leurs anciens pouvoirs dictatoriaux et la majeure partie de leur budget au profit des sections d'entreprises et ont vu leur rôle réduit à celui de coordinateurs et de *lobbies* politiques. Dans la plupart des secteurs les conventions collectives sont devenues inutiles ; les choses se négocient de plus en plus usine par usine. Il y a aujourd'hui des réactions contre cette situation, mais le manque de solidarité dans le mouvement syndical demeure frappant.

Dans le même temps, une fois la démocratie conquise — ou plutôt semblant conquise — et que les promesses grandioses associées aux réformes de marché (qui ont été présentée comme l'opposé de la centralisation bureaucratique et l'homologue économique de la démocratie politique) se sont avérées vides, il est devenu plus difficile pour les travailleurs de trouver des objectifs communs unifiant leur opposition aux politiques du régime libéral-bureaucratique. Le discrédit du socialisme causé par l'ancien régime rendait plus difficile la conception d'une alternative ouvrière cohérente. Ceci a surtout fonctionné à la fin de la perestroïka, où les gens prenaient encore au sérieux les promesses des «*réformateurs de marché*». Aujourd'hui, la majorité des travailleurs

repense avec nostalgie à la sécurité économique et au niveau de vie sous l'ancien système ; et malgré les efforts de propagande soutenus du gouvernement, la mention du socialisme, au moins au niveau des idées, ne provoque plus de réactions négatives chez la plupart des gens.

A l'heure actuelle, le frein principal à l'émergence d'une alternative ouvrière à la restauration capitaliste est la démoralisation sociale et politique de la classe ouvrière. D'après une estimation indépendante, le Produit national brut (PNB) à la fin de 1993 représentait 38 % de son niveau de la fin 1990. Le volume de la production industrielle, selon les chiffres officiels, a chuté de 16 % en 1993 et de 18 % en 1992. Et aucun signe n'indique une fin du déclin économique. La peur de protestation de masse n'a jusqu'à présent pas permis que le gouvernement autorise le développement du chômage ; même si les semaines raccourcies et les prolongations de congés forcées, moins payées que la normale, sont monnaie courante. Sans une inflexion radicale dans les politiques économiques, les faillites et les licenciements de masses ne vont pas tarder.

## Détresse sociale

La détresse matérielle et sociale vécue par le citoyen russe moyen est bien résumée par quelques données démographiques. La mortalité infantile, déjà très élevée pour un pays industrialisé au début de la «*thérapie de choc*», est passée de 16,8 pour mille en 1991 à 19,1 pour mille en 1993. L'espérance de vie des hommes est passée en 1993 de 62 (soit de dix à treize ans en dessous des moyennes occidentales) à 59 ans, et de 73 à 71 ans pour les femmes. Rien qu'en 1993, la population russe a diminué de un million, le gouffre entre les naissances et les décès continuant de croître à vitesse vertigineuse. Les statistiques gouvernementales indiquent que le revenu réel moyen à la fin de 1993 représente un tiers du niveau d'avant le «choc», à la fin 1991. Les anciennes garanties sociales — le plein emploi et la sécurité de l'emploi, les services de santé, l'éducation et le logement gratuits, les services communaux, les transports et les aliments de base fortement subventionnés — sont en passe d'être rapidement démantelés.

Pour résumer, les travailleurs russes se trouvent aujourd'hui dans une situation d'insécurité économique qui se rapproche rapidement de celle des travailleurs du Tiers-monde. Les réactions à ce tremblement de terre social parmi les travailleurs, dont la grande majorité n'a aucune expérience de l'action collective, a été de se rabattre sur le combat individuel pour la

## Quelques définitions

► Par «*classe ouvrière*» nous entendons la partie de la population dont la subsistance dépend surtout d'un salaire ou d'un traitement et qui ne détient pas de poste de direction. Cette catégorie inclut l'«*intelligentsia laborieuse*» (c'est-à-dire les gens qui occupent des postes qui tout en n'étant pas de direction requièrent un haut niveau de qualification), bien que nous traitons ce groupe comme séparé dans tout cet article. La structure sociale de la population russe connaît des variations rapides, mais la classe ouvrière et ceux qui en dépendent (avec ou sans l'«*intelligentsia laborieuse*») constitue toujours l'immense majorité de la population.

► Donner une définition de la «gauche» est plus problématique. A strictement parler cette catégorie regroupe les «*socialistes démocratiques*» (le mot «*démocratique*» étant, il faut le reconnaître, redondant), c'est-à-dire les groupes politiques anticapitalistes luttant pour l'extension maximale de la démocratie (au sens littéral de pouvoir populaire), non seulement dans la sphère politique mais aussi — et tout particulièrement — dans la vie économique et sociale. La gauche démocratique conséquente reflète les intérêts de la classe ouvrière.

► Dans cet article nous utilisons aussi une définition plus large du mot «gauche» qui inclut les éléments anticapitalistes se considérant comme «*socialistes*» ou «*communistes*», mais dont la pratique et les programmes réels n'ont parfois pas grand chose à voir avec l'extension de la démocratie. En Russie, il s'agit principalement des multiples avatars du Parti communiste d'Union soviétique (PCUS) dissout par Eltsine après août 1991. Nous désignerons ces groupes, faute d'appellation plus adaptée, comme la «*gauche nostalgique*» — bien que pour ce qui est des programmes socio-économiques la plupart tend vers la social-démocratie ; les partis qui se disent «*social-démocrates*» tendraient plutôt pour leur part vers le libéralisme économique. ★

survie, tout en s'accrochant à l'espoir que d'une façon ou d'une autre la direction ou l'Etat les défendraient. Cette attitude est un héritage naturel du passé : bien qu'en dernier recours basées sur la menace de la répression, les relations avec la direction et les autorités politiques étaient plus ou moins marquées par le paternalisme bienveillant. Aujourd'hui, avec l'approfondissement rapide de la crise, peu de travailleurs ont confiance dans leur capacité à se défendre eux-mêmes. La relative facilité avec laquelle les forces libérales ont détourné la révolution antibureaucratique

s'explique aussi par la faiblesse du mouvement ouvrier international. Dans un passage trop peu connu de *La révolution trahie*, Trotsky écrivait dans le milieu des années 30 que «*les destinées de la révolution d'Octobre sont aujourd'hui liées à celles de l'Europe et du monde*» et que sans révolution victorieuse dans les pays capitalistes développés, «*la contre-révolution bourgeoise sera [en Union soviétique] à l'ordre du jour plutôt que le soulèvement des ouvriers contre la bureaucratie. Si, au contraire, malgré le sabotage conjoint des réformistes et des chefs "communistes", le prolétariat d'Occident se fraie la route vers le pouvoir, un nouveau chapitre s'ouvrira dans l'histoire de l'Union soviétique. La première victoire révolutionnaire en Europe fera aux masses soviétiques l'effet d'un choc électrique, les réveillera, relèvera leur esprit d'indépendance, ranimera les traditions de 1905 et 1917 (...) Pour le premier Etat ouvrier, pour l'avenir socialiste, pas de salut si ce n'est dans cette voie*» (1)

### Au creux de la vague

Non seulement il n'y a pas eu de révolution victorieuse, mais l'effondrement des régimes bureaucratiques s'est produit dans le creux de la vague pour les mouvements ouvriers et socialistes internationaux. Presque partout ces derniers sont sur la défensive ou subissent des défaites. Dans ces circonstances, il n'est pas très étonnant que les travailleurs russes soient sensibles à l'idéologie libérale, qui leur rappelait en permanence que le «*monde entier avait choisi le marché*». Les pressions idéologiques, économiques et politiques étrangères ont joué un rôle clef pour mettre la révolution antibureaucratique sur la voie du capitalisme. Et il n'y a pratiquement pas eu de pression pour s'y opposer venant du mouvement ouvrier international.

Maintenant, après deux ans de «*traitement de choc*», les travailleurs russes ont été immunisés contre le chant des sirènes libérales, même s'ils ne voient toujours pas d'alternative à la restauration capitaliste. Compte tenu de cette démoralisation et de ce désespoir, le fascisme devient un danger potentiel en Russie — comme cela a été montré par la prestation électorale de Vladimir Jirinovski.

En fait, si on considère le contexte international de la chute du régime bureaucratique — qui était plus un effondrement qu'un renversement, l'élite de la caste dominante ayant elle-même perdu

confiance en son système —, la tournure des événements ne semble plus aussi prédestinée. Si par exemple, l'effondrement s'était produit en 1968 — il était en cours en Tchécoslovaquie avant que les chars soviétiques n'y mettent un terme —, il n'est pas difficile d'imaginer que les transformations consécutives auraient pris une direction totalement différente. Ceci non pas pour nier le fait que la crise des mouvements ouvriers et socialistes dans le monde capitaliste et celle des régimes bureaucratiques soit liée, mais pour montrer que ce lien est moins direct et automatique que la coïncidence de ces deux crises ne pourrait le laisser penser.

La *perestroïka* a donné naissance à de multiples organisations ouvrières, dont la



plupart sont restées modestes et à durée de vie limitée. Les trois types d'organisations ayant disposé d'une force durable et d'une taille significative sont les nouveaux syndicats, les collectifs de travailleurs (STK) et leur associations et enfin les anciens syndicats. C'est d'ailleurs dans cet ordre qu'ils ont pesé sur la scène politique.

### Le renouveau du mouvement ouvrier

Avec leur grève générale de l'été 1989, les mineurs se sont imposés comme avant-garde du renouveau du mouvement ouvrier, si l'on excepte des explosions brèves et localisées qui remontent à la fin

des années 20. Cette grève a donné naissance au Syndicat indépendant des mineurs (NPG), le rival de l'ancien Syndicat des employés de l'industrie du charbon. Les fondateurs du NPG reprochait au «*vieux*» syndicat, entre autres choses, d'être conciliateur et d'organiser les directeurs dans ses rangs. Ils ont donc monté un syndicat constitué exclusivement de mineurs de fond, à la différence des anciens syndicats qui incluait les employés de surface des diverses entreprises du ministère du Charbon — le NPG s'est ensuite assoupli sur ce point, tout en continuant à exclure les salariés au-dessus du rang de contremaître.

En général, le nouveau mouvement syndical a fait des progrès très limité en dehors du secteur charbonnier. Bien que les chiffres exacts soient difficiles à évaluer (tous les syndicats ayant tendance à gonfler leur nombres d'adhérents), 90 % des travailleurs organisés appartiennent sans doute encore aux anciens syndicats, ce qui représente autour de 90 % de tous les salariés. Probablement moins de 10 % des mineurs adhèrent au NPG, même si ce dernier, aujourd'hui en déclin, a eu par le passé une influence dépassant le cercle de ses adhérents formels. En dehors des mines de charbon, le nouveau mouvement a connu du succès surtout dans le secteur des transports (si l'on ne tient pas compte des petits syndicats isolés créés un peu partout dans les petites entreprises et les petits commerces) : chez les aiguilleurs du ciel, les pilotes, les cheminots, les travailleurs des ports ou dans les transports en communs urbains. C'est leurs positions économiques stratégiques qui donnent à ces groupes de travailleurs relativement petits leur force exceptionnelle. Lorsqu'ils ont scissionné les anciens syndicats, les organisateurs des nouveaux affirmaient que les vieilles structures n'étaient pas réformables.

Les obstacles aux réformes en 1990, époque à laquelle le NPG a été fondé, pouvaient effectivement sembler considérables. Aujourd'hui encore, plus de trois ans après, les principaux problèmes — l'absence de contrôle démocratique sur les dirigeants syndicaux et leur soumission aux directions — sont loin d'être résolus dans la majorité des sections d'entreprise, lieu du pouvoir syndical réel.

Pourtant des progrès sont réalisés, bien qu'à un rythme inégal et lent qui peut sembler insuffisant pour épargner au mouvement ouvrier organisé, faible comme il est

1) Léon Trotsky, «*La révolution trahie*» p. 192, Les Editions de Minuit, Paris, 1963.

déjà, une défaite face aux forces restaurationnistes. Le Syndicat des employés de l'industrie du charbon, constitue un bon exemple de réforme au niveau national et a sans doute bénéficié de l'émulation liée à sa rivalité avec le NPG. Avec un président jeune et sorti du rang (et non pas de l'appareil du parti comme c'était autrefois la tradition), ce syndicat milite de plus en plus en défense des intérêts de ses adhérents et l'autorité de son président dépasse aujourd'hui chez les mineurs celles des dirigeants du NPG. Les syndicats biélorusses des travailleurs de l'automobile et de ceux de l'industrie radio-électrique sont d'autres exemples de syndicats réformés en profondeur au niveau national.

## La réforme est possible

De tels exemples, malheureusement rares, démontrent pourtant que la réforme des vieilles structures, quelqu'en soient les difficultés, est possible. Ceci dit, la majeure partie du militantisme rénové des anciens syndicats est dirigée contre l'Etat et non contre la direction des entreprises. En fait, beaucoup des actions collectives organisés par eux ont reçu le soutien actif ou passif des directions, étant donné que leur but était de contraindre l'Etat à tenir ses engagements en matière de paiement des subventions aux entreprises, de déblocage de crédits ou d'allègement de charges fiscales. Sur telles questions, dont dépend la survie même de l'entreprise, les travailleurs et la plupart des directions d'entreprises ont des intérêts communs. La privatisation, au moins pour ce qui est des grandes entreprises, n'a généralement pas modifié significativement les relations entre ouvriers et direction, toujours marquées par le paternalisme.

Si la réforme syndicale n'est pas allée très loin au niveau des comités d'usines, ce n'est pas seulement à cause de la corruption et de la nature prétendument irréformable des anciens syndicats : il subsiste toujours une base objective pour la collaboration entre direction et syndicats. Le problème n'étant pas cette coopération en soi, mais le fait que les syndicats y participent rarement en tant que partenaire à part entière et indépendant. Il y a tout de même des exemples de sections des entreprises des anciens syndicats qui sont devenues comptables devant leurs adhérents et indépendantes de la direction. Cela c'est produit à chaque fois que les syndiqués de bases se sont mobilisés contre la direction pour élire démocratiquement leurs dirigeants.

Que ce soit chose rare s'explique par la répression «patronale» contre les militants, avec souvent la coopération de diri-

geants des anciens syndicats. Mais la raison principale est indubitablement la démoralisation et la démobilisation régnant dans les rangs des syndiqués. La stratégie adoptée par certains militants consistant à former de nouveaux syndicats en marge des anciens est, au moins en partie, une façon de contourner la difficile tâche de mobilisation de la majorité encore inerte des travailleurs pour les réformer et de concentrer leurs efforts sur la minorité qui, pour une raison ou une autre, est prête à soutenir une organisation syndicale plus démocratique et indépendante.

Si au tout début du nouveau mouvement syndical, ses militants étaient solidaires et faisaient des efforts pour toucher de plus larges couches ouvrières — en fondant par exemple en 1990, une Confédération du travail «quasi-politique» et aujourd'hui moribonde —, ce mouvement affiche de plus en plus un profil corporatiste étroit, au point que certains secteurs en sont venus à constituer une sorte d'aristocratie ouvrière.

Le caractère «aristocratique» des dirigeants du NPG a été révélé au printemps 1992, lorsqu'ils ont refusé de soutenir — certains allant jusqu'à condamner — le mouvement de grève des travailleurs de la santé et de l'éducation, les travailleurs les moins payés de Russie, dont les salaires demeurent en-deçà du seuil de pauvreté. Le «vieux» syndicat des mineurs l'a soutenu formellement, son soutien dépassant rarement les déclarations. Le NPG s'est également distingué par son soutien à des prestations sociales sous forme de contrats individuels auprès de compagnies privées d'assurance sociale et de santé.

Le soutien à Eltsine exprimé par presque tous ces nouveaux syndicats est un autre volet de cette attitude. D'une part, les positions économiques stratégiques de leur membres leur ont permis de mieux traverser les réformes libérales que les autres travailleurs et, de l'autre, ces syndicats ont essayé de compenser leur isolement politique parmi les travailleurs en tissant des liens privilégiés avec le gouvernement : leur loyauté politique leur valant un certain traitement de faveur. Les principaux nouveaux syndicats ont pris le parti d'Eltsine dans sa confrontation sanglante avec le Parlement en septembre-octobre 1993, tandis que pratiquement tous les anciens syndicats soutenaient à un degré ou à un autre le Parlement dont la majorité a été poussée au «centre» par la thérapie de choc d'Eltsine.

Ceci explique le paradoxe du mouvement ouvrier organisé russe : les nouveaux syndicats ont en général des positions militantes et indépendantes vis-à-vis des directions mais font preuve d'une loyauté sans

faillie pour le gouvernement, alors que les anciens syndicats font l'inverse. Le résultat étant que les éléments les plus actifs de la classe ouvrière, regroupés dans les nouveaux syndicats, ont été détachés et dans une certaine mesure tournés contre la masse des travailleurs. Ceci n'est d'ailleurs pas sans rapport avec les liens que la fondation russo-américaine, créée conjointement par l'AFL-CIO et le gouvernement des Etats-Unis, a tissé avec ces nouveaux syndicats. Cette dernière professe ouvertement une idéologie libérale et soutient les forces «eltsiniennes», tout en refusant fermement tout contact avec les organisations «ex-communistes» des anciens syndicats. Malgré tout, on peut s'interroger sur la capacité de ces nouveaux syndicats, au moins ceux d'entre eux qui sont de vrais syndicats et qui organisent les travailleurs toute entreprise, branche ou secteur confondus, à maintenir leur orientation «aristocratique». Dans les conditions de la Russie, dire que ces travailleurs ont une position privilégiée signifie qu'ils sont moins pauvres que les autres. De plus, les relations rapprochées avec le gouvernement sont moins que confortables et ne constituent pas une protection contre les efforts périodiques des directeurs d'entreprises d'Etat pour briser ces syndicats par la manière forte.

## Le mouvement des STK

Les collectifs de travailleurs ont été créés par décret sur la base des Lois de 1987 de Gorbatchev sur les entreprises d'Etat. Tant du fait de leurs origines que de la persistance des relations économiques pré-existantes, la grande majorité des STK est restée subordonnée à l'administration des entreprises. Le mouvement des STK en tant que tel n'a commencé à décoller qu'après la première grève des mineurs en 1989, alors que la *perestroïka* prenait un cours ouvertement restaurationniste. La nouvelle loi de 1990 sur les entreprises, qui abolissait virtuellement les STK, a suscité la création d'unions nationales et régionales des STK, dont le premier congrès a eu lieu à Moscou à la fin de 1990 (2). Malgré cela, les militants de ce mouvement provenaient surtout de l'*intelligentsia* des entreprises.

Ce courant du mouvement ouvrier est celui qui s'est approché le plus près, à son apogée, du programme socialiste de réforme de la propriété, par ses appels au transfert de la direction des entreprises aux collectifs de travailleurs. Cela signifiait que

2) Pour lire un témoignage sur l'expérience des STK de Saint-Petersbourg, voir une excellente interview de Natalya Kuzental par David Mandel, «Les syndicats sont mon dernier espoir» dans *Inprecor* n° 364 du 4 décembre 1992.

les entreprises jouiraient d'une certaine autonomie économique, ses employés décidant collectivement de ses choix économiques et embauchant la direction. Après quoi les collectifs décideraient de la forme de propriété de l'entreprise : celle-ci pouvant aller de la propriété collective des travailleurs à la propriété d'Etat à 100 %, l'important étant que tout changement dans la forme de propriété devrait être une décision volontaire du collectif.

La faiblesse majeure de cette position est qu'elle ne s'intégrait pas à une analyse macro-économique, et ne s'occupait pas des relations entre entreprises ni du rôle du gouvernement ou des institutions politiques ou économiques du pays. Le fait que cette question ait été laissée en suspens tient à la fois à une réaction contre l'ancien système de direction centralisée et à l'influence de l'idéologie libérale, qui dépeint toute intervention directe de l'Etat dans l'économie comme totalitaire, que l'Etat soit démocratique ou pas.

Malgré cela, les positions des STK étaient insupportables pour les secteurs réformateurs de la *nomenklatura*, l'essentiel de la base politique de Gorbatchev à l'origine, et qui à l'époque abandonnait rapidement son attachement au «socialisme», espérant s'approprier à titre privé la majeure partie de l'économie nationalisée. Les forces libérales qui dominaient l'élite de l'*intelligentsia* et leurs alliés du Fond monétaire international et de la Banque mondiale s'opposaient violemment aux revendications des STK, invoquant l'exemple de la Yougoslavie pour «prouver» que l'autogestion ne marche pas. En fait, ils considéraient l'autogestion et la propriété des travailleurs comme un obstacle à une restauration capitaliste rapide.

Avec raison car même s'il l'absence de projet macro-économique explicite pour les réformes, chez la majorité des militants au moins, impliquait une vision de l'économie à venir dominée par le marché, il n'en reste pas moins vrai que l'autogestion ouvrière aurait freiné la privatisation rapide (l'accumulation primitive), qui (en plus de créer des conditions favorables à l'investissement étranger et au commerce, qui se résument pour l'essentiel à un pillage éhonté) est l'objectif réel du «traitement de choc» — tous les discours autour de la restructuration et l'efficacité étant surtout un écran de fumée pour dissimuler la formation accélérée d'une bourgeoisie. L'autogestion aurait laissé aux travailleurs la possibilité de faire l'expérience qu'un Etat véritablement démocratique et d'autres structures collectives contrôlées par eux, ont un rôle positif et nécessaire à jouer dans l'organisation économique, étant donné qu'un système d'autogestion

pure conduirait de nombreuses entreprises à la faillite et occasionnerait un chômage massif. Durant l'été 1993, par exemple, après avoir eu un avant-goût de privatisation, et malgré une propagande agressive (financée en grande partie par le gouvernement des Etats-unis), 72 % des personnes interrogées dans un sondage national se sont prononcées contre la privatisation des grandes entreprises.

## Le déclin des STK

La principale faiblesse du mouvement des conseils était sans doute moins idéologique que politique : il n'a pas su mobiliser la masse des travailleurs ; la grande majorité d'entre eux ne voyant pas l'intérêt de la question de la propriété. En 1990 et même en 1991, peu de travailleurs comprenaient que la privatisation mettrait fin aux pratiques paternalistes des directions et de l'Etat, qu'elle menaçait de leur faire perdre les acquis sociaux et de les plonger dans un chômage massif. Les travailleurs russes n'ont pas eu d'expérience directe du capitalisme et ils réagissent avec incrédulité lorsqu'on leur dit que dans une économie capitaliste, des travailleurs productifs et disciplinés peuvent être licenciés lorsque leur travail n'est plus profitable au propriétaire de leur entreprise. Au contraire, beaucoup de travailleurs s'imaginent qu'un «vrai propriétaire» (les libéraux insistent sur le fait que dans l'ancien système «personne» ne possédait les entreprises) introduirait la technologie moderne et éliminerait l'anarchie semi-organisée qui caractérisait les entreprises soviétiques.

L'indifférence, voire la méfiance, des travailleurs vis-à-vis des STK étaient fondées sur leur origine officielle et sur leur subordination aux administrations des usines. Ceci s'est conjugué à l'hostilité tacite et parfois ouverte de la plupart des syndicats à leur égard ; les dirigeants syndicaux ayant tendance à y voir des organisations rivales. Beaucoup pensaient que l'autogestion et/ou la propriété collective conduirait au dépérissement des syndicats devenus inutiles. Ce n'est que très tard, fin 1991, que les syndicats, anciens et nouveaux, ont finalement repris à leur compte, formellement au moins, les revendications initiales du mouvement des collectifs. Pourtant, les deux mouvements syndicaux rappellent constamment que leur tâche principale est la défense du «travail salarié», ce qui signifie implicitement qu'ils ont, dans les faits, renoncé à revendiquer au nom des travailleurs la propriété collective sur l'économie nationalisée.

La responsabilité de l'échec du mouvement des STK incombe surtout à sa direction qui n'a pas fait grand chose pour

mobiliser les travailleurs sur ses revendications. A la place, elle a consacré ses efforts à faire du *lobbying* politique dans les couloirs du pouvoir ; un choix tactique qui s'explique sans doute par la prédominance de l'*intelligentsia* des entreprises dans ce mouvement. En Russie, les dirigeants nationaux du mouvement des collectifs avaient jeté leur dévolu sur Eltsine et sa revendication de la souveraineté russe (à une époque où l'URSS existait encore). Eltsine et ses partisans libéraux n'avaient pas plus tôt conquis le pouvoir qu'ils se retournaient contre le mouvement autogestionnaire.

Subissant des pressions terribles venues d'en haut, et avec un soutien peu actif d'en bas, les STK ont progressivement reculé sur les revendications et en sont venus à ne défendre que le droit des travailleurs à obtenir au moins une portion de l'économie nationalisée. Le choix offert par la loi de privatisation d'Eltsine n'incluait ni l'autogestion ni la propriété collective des travailleurs et il subsiste aujourd'hui peu de STK. Mais, malgré l'autosatisfaction affichée par les autorités, la question de la propriété est loin d'être résolue.

Dans certaines entreprises où les conflits sur la propriété ont pris un aspect aigu, en l'absence de STK, les syndicats ou d'autres structures *ad hoc* ont pris la défense des travailleurs. Dans nombre de cas, ceux-ci ont détourné la loi en groupant des actions détenues individuellement. Parfois, les travailleurs se sont révoltés et ont *de facto* annulé la privatisation de leur entreprise, une fois qu'ils ont compris ce que cela signifiait pratiquement.

Un changement réel dans la structure de propriété en Russie entraînera des licenciements en masse. Il est difficile de dire comment les travailleurs réagiront, mais un soulèvement ouvrier marquerait certainement la fin des réformes néolibérales. Pour l'heure il n'y a pas de signes d'une telle mobilisation, mais les contradictions — et la colère — montent.

## Les «vieux» syndicats

La grève des mineurs de 1989, au cours de laquelle l'ancien syndicat des mineurs s'est assis à la table des négociations du côté des représentants du gouvernement, en face des grévistes, a fourni la première impulsion pour le changement, fut-il lent et tortueux. Pourtant, le changement dans l'attitude du gouvernement à l'égard des anciens syndicats a été plus décisif que l'émulation des nouvelles organisations ouvrières : avec le nouveau cours libéral, les anciens syndicats ont perdu leur statut de partenaires subordonnés du pou-

voir pour devenir la cible de l'hostilité ouverte du gouvernement.

Cette attaque a pris ces organisations par surprise, comme le démontrait le slogan central de la «campagne d'automne» (une tactique copiée mécaniquement sur le mouvement ouvrier japonais) de la Fédération des syndicats indépendants (FNPR) : «des salaires de marché pour des prix de marché», une campagne qui a lamentablement échoué. Les syndicats n'ont quasiment rien fait dans les entreprises pour gagner la confiance de leurs membres et ont été incapables, ou n'ont pas eu la volonté de les mobiliser autour de ce slogan politique.

Entre 1989 et le coup d'Etat eltsinien de septembre-octobre 1993, les anciens syndicats ont graduellement évolué vers l'opposition ouverte au gouvernement. Cette évolution est pourtant contradictoire : ces syndicats sont toujours partisans du «partenariat social», même si le gouvernement viole continuellement ses engagements. Simultanément, les anciens syndicats ont essayé de mener des campagnes politiques pour contraindre le gouvernement à tenir parole et à infléchir sa politique désastreuse pour les travailleurs. La seule d'entre elles à avoir connu plus de succès que d'habitude a eu lieu quelques semaines avant le décret d'abolition de la Constitution par Eltsine et la dissolution du Parlement.

### Le combat politique

Alors que l'économie s'effondre, les syndicats n'obtiennent pratiquement rien pour leur adhérents à travers les actions traditionnellement «syndicalistes». Pour être efficace aujourd'hui en Russie, le combat principal doit être mené sur le plan politique. C'est ce qu'ont, jusqu'à un certain point, compris les directions des anciens syndicats étant donné que l'essentiel de leur militantisme a été dirigé contre l'Etat. Mais cette action politique souffre de deux défauts qui sont liés.

Il s'agit en premier lieu de l'incapacité des sections d'entreprises à se démarquer clairement de la direction. Cela ne veut pas dire que la coopération soit exclue lorsqu'elle est dans l'intérêt des travailleurs, mais elle doit alors se faire sur des positions syndicales indépendantes. A moins que les syndicats démontrent à leurs membres qu'ils sont autre chose qu'un appendice de l'administration et qu'ils ne prennent pas la défense des intérêts des travailleurs dans l'entreprise pour remporter ne serait-ce que des petites victoires, ils

n'ont aucune chance de les conduire dans une action politique contre l'Etat. Aujourd'hui, la plupart des travailleurs ne comprennent pas l'utilité des syndicats — de même que la majorité des dirigeants syndicaux ne comprennent pas la nécessité d'une base militante consciente et active.

L'autre faiblesse majeure de l'activité politique des anciens syndicats a été son inconsistance, également liée à leur dépendance vis-à-vis des directions. La FNPR et ses syndicats affiliés défendent une position «centriste» sur les réformes économiques, en accord tacite avec le prétendu «corps des directeurs», c'est-à-dire les chefs d'entreprises qui sont restés plus ou



moins «rouges» et qui n'ont pas renoncé à sauver leur entreprise et sa force de travail. Cette position accepte le dogme de l'«inévitabilité» de la restauration capitaliste, mais appelle à la constitution d'un «marché socialement orienté» — une transition régulée vers un capitalisme soucieux des besoins nationaux, avec un fort secteur public et un réseau de sécurité sociale : en d'autres termes, un capitalisme à visage humain. On peut sérieusement s'interroger sur le réalisme d'un tel programme, étant donnée la crise de restructuration que connaît le capitalisme mondial et la position subordonnée qu'y occupera fatalement la Russie.

C'est en ce sens que la critique libérale du programme «centriste» comme inconsistant est justifiée. Les anciens syndicats veulent le beurre et l'argent du beurre : ils acceptent la restauration capitaliste mais

pas ses conséquences. Ils ne s'opposent pas aux privatisations mais voudraient qu'elle soient faites «dans l'intérêt des collectifs de travailleurs», ce qui est une incantation vide de sens. S'ils veulent vraiment défendre les intérêts de leurs adhérents, ils doivent rompre clairement avec le gouvernement et le «corps des directeurs» et élaborer une alternative ouvrière à la restauration. En privé, de nombreux dirigeants syndicaux semblent comprendre que la défense des intérêts ouvriers doit dans les conditions actuelles prendre une forme anticapitaliste, mais la plupart refusent d'adopter une telle position dans la pratique.

Dans le passé, les anciens syndicats ont pendant un temps caressé l'idée de créer leur propre parti des travailleurs, mais ne se sont jamais décidés à franchir ce pas (ce qu'ont fait les syndicats biélorusses de l'automobile et de l'industrie fin 1993). Si l'idée est toujours dans l'air, la direction de la FNPR élue après la crise d'octobre 1993 s'est jusqu'à présent montrée encore plus timide que la précédente sur cette question.

C'est en partie le fruit de la répression gouvernementale : les syndicats ont perdu la gestion de la sécurité sociale fin septembre 1993 (après que la FNPR ait condamné le coup d'état d'Eltsine) et le gouvernement a laissé entendre qu'en cas de déloyauté, ils perdraient le prélèvement automatique des cotisations et leur propriétés, voire pire. La défaite des forces «pro-choc» aux élections de décembre 1993, et le glissement consécutif du gouvernement vers des positions plus «centristes», ont créé un sentiment attentiste parmi les directions syndicales.

Reste le profond sentiment d'isolement des dirigeants des anciens syndicats vis-à-vis de leur millions de membres, qui ne sont pas prêts à les soutenir dans une confrontation avec le gouvernement. Il y a là un cercle vicieux qui ne peut être rompu que par un soulèvement ouvrier, venu d'en bas, ou l'adoption par la direction syndicale d'une stratégie à long terme, indépendante et conséquente, à laquelle les syndiqués puissent croire. L'idéal serait une combinaison des deux. Personne ne peut dire si une de ces deux éventualités se produira et quand, mais il est d'ores et déjà sûr que l'avenir proche ne sera pas brillant pour les travailleurs et le mouvement ouvrier. ★

Moscou, 15 février 1994

# Manifeste

## Contre l'Union européenne, pour une Europe sociale et écologique, démocratique et égalitaire, de paix et de solidarité

**L**es dernières élections européennes eurent lieu en 1989. A l'époque ce fut l'euphorie pour les bourgeoisies d'Europe. La création du Marché unique, prévue pour le 1<sup>er</sup> janvier 1993, permettrait de créer des millions d'emplois et de sortir de la crise économique. L'Europe pourrait de ce fait s'imposer face à ses rivaux américain et japonais au sein l'ordre capitaliste mondial.

5 ans plus tard, le verdict est sans appel: le projet est en crise, ces objectifs annoncés ont échoué.

1993 a été une année noire.

Deux chiffres récents résument à eux seuls le désastre économique et humain: 20 millions de chômeurs (chiffre officiel qu'il faudrait presque doubler si on élimine les subterfuges législatifs et statistiques) et 50 millions de pauvres.

Quant à l'unification européenne, elle piétine. A travers les chicaneries institutionnelles la véritable nature de l'Union européenne a éclaté au grand jour. Loin de répondre aux aspirations sociales et internationales des travailleurs, des femmes, des jeunes, l'UE est avant tout un super-marché, une super-banque et une super-puissance! L'UE c'est à la fois le démantèlement de l'Etat-providence et la forteresse impérialiste. Elle est en guerre sociale avec ses propres travailleurs et sa jeunesse; en guerre économique avec ses concurrents américains et japonais, et en guerre tout azimut avec le Tiers-Monde.

Cette Europe-là n'est pas la nôtre. Nous la combattons non pas au nom du repli national, mais au nom d'une autre Europe, sociale et écologique, démocratique et égalitaire, de paix et de solidarité. Dès lors, notre lutte contre l'UE fait partie du combat anticapitaliste pour une autre société — socialiste. Ce sera l'Europe du monde du travail et de la libre union des peuples, ouverte sur l'Est et solidaire avec le Sud.

La profonde crise de l'UE et le début de remobilisation sociale en cours dans plusieurs pays mettent à l'ordre du jour cette alternative. Sa réalisation ne dépendra pas des institutions étatiques — nationales ou européennes — existantes, mais de l'activité de la masse des travailleurs, des femmes et des jeunes. Elle implique la construction et le renforcement du mouvement ouvrier et social à l'échelle de l'Europe. Elle postule une rupture radicale avec l'orientation paralysante que la social-démocratie et les partis communistes ont imprégnée au mouvement ouvrier.

La Quatrième internationale et ses organisations veulent y contribuer, sous des formes appropriées selon les pays, en propageant la plate-forme politique favorisant l'émergence de revendications à l'échelle du continent:

### **Une Europe sociale, une priorité : abolir le chômage !**

Les millions de chômeurs et d'exclus constituent un gigantesque drame humain, une honte pour nos gouvernants, un gaspillage d'énergie et de créativité pour la société. En plus, un chômage massif persistant pendant de longues années pèse-

rait sur la riposte et constitue un danger pour le mouvement ouvrier.

La bourgeoisie prétend qu'on ne s'approcherait plus jamais du plein emploi pour des raisons économiques et technologiques. Au sein de la social-démocratie et dans une partie du mouvement écologique, on entend un même son de cloche.

C'est faux!

Il est possible de créer des millions d'emplois socialement utiles et écologiquement justifiés si on met fin à la course compétitive de 400 multinationales qui se disputent un marché de 800 millions d'"Occidentaux". Et que l'on réorganise l'économie sur d'autres bases, en s'écartant de la logique du profit, pour satisfaire les besoins sociaux dans nos pays et de plus de 2 milliards d'êtres humains en détresse, ailleurs dans le monde: nourriture, accès à l'eau et à la terre, infrastructures élémentaires, santé, éducation, logement, et puis: réforme urbaine, transport en commun, énergies renouvelables, communications... Cela nécessitera évidemment la réhabilitation du secteur public et l'intervention de la puissance publique à l'échelle européenne pour se substituer au secteur privé complètement défaillant.

Sauver l'Europe de sa décadence se fera par la coopération avec l'Est et le Sud. Ce sera un projet généreux et solidaire, une relance de la civilisation à l'échelle de la planète.

Devant l'urgence du chômage massif, nous exigeons la réduction immédiate de la durée du travail à 35 heures sans diminution du salaire. A l'échelle de l'Europe, il faudra une règle générale et des modalités d'aide financière pour les pays et les entreprises compensant les déséquilibres flagrants, par un «fonds structurel» alimenté par un impôt sur les grosses fortunes et sur les revenus du capital financier. Il y aura bien entendu un contrôle des travailleurs et des pouvoirs publics. Ceci stimulera la lutte pour aller rapidement vers les 32/30 heures dans les pays à haute productivité du travail; accompagnée d'une ample réorganisation du travail et de la vie en société.

Par ailleurs, nous luttons pour :

► pour les femmes: un salaire égal pour un travail de valeur égale; contre la politique familiale restauracionniste et pour l'instauration des droits individuels et égaux en sécurité sociale; pour le développement à large échelle d'équipements collectifs de qualité.

► une harmonisation vers le haut des systèmes de protection sociale, des normes de sécurité et d'hygiène, des conditions de travail en général.

► pour la jeunesse: droit à des études gratuites et un emploi garanti sans discrimination et sans tutelage.

► un salaire minimum garanti et une allocation de chômage minimum, dans tous les pays de l'Union.

► droits syndicaux légalement reconnus dans tous les pays de l'Union: droit de grève, droits de représentation dans les entreprises, droit de conclure des contrats collectifs de travail, installation de

comités d'entreprises européens dans les multinationales.

**Une Europe écologique, une priorité : rompre avec une politique qui met l'avenir de la planète en danger. Renverser la course à la rentabilité qui ne tient pas plus compte des coûts écologiques et des rythmes naturels que des besoins sociaux.**

Sortir du «tout nucléaire», du «tout béton» et du «tout automobile», qui restent la règle générale malgré les professions de foi contraires.

► une harmonisation par le haut des normes environnementales, un haut niveau de protection des consommateurs;

► une politique axée sur le développement des énergies renouvelables;

► une politique de transports publics, de télécommunications, de l'énergie — bon marché, soustraite aux impératifs du marché — délibérément tournée vers les besoins des usagers, respectueuse de l'environnement;

► une politique agricole décourageant l'emploi massif de pesticides, herbicides et fertilisants chimiques.

**Une Europe citoyenne, une priorité : dans tous les domaines, affirmer l'exigence de l'égalité des droits.**

► contre la purification ethnique, le racisme et la xénophobie sous toutes leurs formes

► égalité des droits pour les immigrés hors-UE, dont le droit de vote et l'éligibilité à toutes les élections.

► droit d'asile par une interprétation généreuse inspirée de la convention de Genève.

► liberté de circulation des personnes dans l'UE.

► égalité de droits sociaux et civiques pour les femmes; démocratie paritaire: égalité de représentation entre hommes et femmes dans toutes les institutions officielles (étatiques) élues.

► droit à l'éducation et à un emploi pour les jeunes. Pour un service d'éducation unitaire, laïque et de qualité.

► droit démocratique à l'expression de la culture, la religion, la nationalité, des opinions politiques et idéologiques.

► pour la reconnaissance du droit à l'autodétermination des peuples et des droits démocratiques des minorités nationales ou ethniques.

► pour une Europe confédérée des peuples.

**Une Europe solidaire: 1 priorité: arrêter tout de suite le désastre humain qui frappe le Sud et menace l'Est.**

► contre la division ethnique de la Bosnie, favorisée par l'UE. Pas de bombes, mais de l'aide humanitaire.

► annulation sans condition de la dette des pays du Sud et de l'Est, afin d'arrêter la course effrénée vers «l'ajustement structurel».